

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

MODIFICATIONS

INTRODUITES DANS LA

Législation des Accidents du Travail

*Telle qu'elle avait été organisée par la loi du 9 avril 1898,
par les lois du 22 mars 1902 et du 31 mars 1905*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le samedi 30 novembre 1907, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

Albert BERGER

CAEN

Imprimerie CHARLES VALIN
13, rue Écuyère

—
1907

MODIFICATIONS

INTRODUITES DANS LA

Législation des Accidents du Travail

*Telle qu'elle avait été organisée par la loi du 9 avril 1898
par les lois du 22 mars 1902 et du 31 mars 1905*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le samedi 30 novembre 1907. à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

Albert BERGER



CAEN

Imprimerie CHARLES VALIN
13, rue Écuyère

1907

UNIVERSITÉ DE CAËN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1907-1908

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ☉), membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☉), professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ☉), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Législation financière*.

GUILLOUARD (✱, I. ☉, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C. ✱, O. ✱, L. ✱), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ☉), (ancien Ministre de la Justice), professeur de *Droit civil*, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours d'*Eléments de Droit civil*.

DEBRAY (A. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

IV

MM. LE FUR (A. ☉), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments de Droit constitutionnel*.

ASTOUL (A. ☉), professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie* et d'*Histoire du Droit public français*.

DEGOIS (A. ☉), professeur de *Droit criminel*, chargé du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL (A. ☉), professeur d'*Histoire du Droit français*.

ALLIX (A. ☉), professeur d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

NÉZARD, docteur en droit, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé*, de *Droit public*, de *Droit administratif* et d'*Eléments de Droit public et administratif*. (Capacité.)

BINET, docteur en droit, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ☉), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. CABOUAT, *professeur*, PRÉSIDENT.

DANJON, *professeur*.

ALLIX, *id.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

JULES CABOUAT . . *Réformes réalisées par la loi du 22 mars 1902 en matière d'accidents du travail.* Paris, 1903.

JULES CABOUAT . . *Traité des accidents du travail*, tomes 1 et 2. Paris, 1901 et 1907.

DALLOZ Paris, 1902, 4^e partie *Lois et Décrets*.

DALLOZ Paris, 1905, 4^e partie *Lois et Décrets*.

SIREY *Recueil annoté des Lois et Décrets.* Paris, 1905.

Extrait du Bulletin commentaire des Lois nouvelles, 1898, 1902 et 1905.

ROBERT RUZÉ . . . *Modifications apportées à la législation des accidents du travail par la loi du 22 mars 1902.* Paris, 1903.
(Thèse.)

JACQUES LESUEUR. *Procédure et compétence en matière d'accidents du travail.* Paris, 1905.
(Thèse.)

EDOUARD SERRE . . *Les accidents du travail.* Paris, 1906.

INTRODUCTION.

I. — LÉGISLATION DU TRAVAIL AVANT LA LOI DE 1898.

Jusqu'en 1898, les articles 1382 et suivants du Code civil ont seuls réglementé les différends s'élevant entre patrons et ouvriers relativement aux accidents dont ceux-ci pouvaient être victimes dans leur travail.

Article 1382 : *Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.*

Article 1383 : *Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.*

Article 1384 : *On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.*

Lors donc qu'un ouvrier avait été victime d'un accident, il pouvait, en actionnant son

patron, obtenir en justice réparation du préjudice qui lui était causé de ce chef.

Toutefois, pour pouvoir prétendre à une indemnité quelconque, il lui fallait prouver que cet accident avait été occasionné par la faute, la négligence ou l'imprudence de son patron ou de ses préposés, dont il était responsable ; la preuve de cette faute était entièrement à sa charge.

Il est aisé de se rendre compte du poids du fardeau qui pesait ainsi sur la victime : elle avait d'abord à rechercher, dans les circonstances qui avaient entouré l'accident, quelles étaient les causes qui l'avaient occasionné ; d'où une première difficulté, la plupart des accidents, dans certaines industries, se produisant avec une telle soudaineté qu'il est le plus souvent impossible de se rendre exactement compte de leur cause initiale. Puis, en admettant que l'ouvrier blessé eût pu acquérir la certitude que la responsabilité de son patron était engagée, une seconde difficulté surgissait, celle de la preuve : l'accident pouvait ne pas avoir eu de témoins, ou, s'il en avait eu, ceux-ci, qui, dans la presque totalité des cas, étaient des camarades de la victime, se trouvaient vis-à-vis de leur patron dans une situation très délicate, qui les empêchait de témoigner en toute indépendance ; enfin

L'ouvrier accidenté était, au point de vue pécuniaire, dans l'impossibilité d'intenter une action, dont le résultat présentait un caractère aléatoire, et dont les frais, en cas d'insuccès, seraient demeurés à sa charge.

En présence de ces difficultés, ceux qui entreprenaient de les surmonter et sollicitaient le bénéfice de l'assistance judiciaire pour actionner sans frais leur patron, devaient d'abord démontrer devant le bureau le bien fondé de leur demande, et, s'ils obtenaient l'assistance, il leur fallait supporter toutes les lenteurs de la procédure avant qu'une réparation, souvent bien inférieure au préjudice qu'ils avaient subi, leur fût allouée. En attendant, ils voyaient partir peu à peu leurs maigres économies et menaient une existence de douleur et de misère, partagée par ceux dont leur travail assurait l'entretien, si déjà la mort ne les avait enlevés, laissant les leurs dans le plus profond dénuement.

Les autres, pressés par le besoin, ou victimes des conseils intéressés d'intermédiaires peu scrupuleux, acceptaient des propositions dont le montant était de beaucoup inférieur à ce qu'ils auraient pu obtenir judiciairement s'ils n'avaient été nécessiteux, et si une procédure plus rapide et moins aléatoire les avait protégés, ou encore se faisaient avancer les

fonds nécessaires pour introduire une instance par ces intermédiaires, qui s'en récupéraient largement au moment du règlement.

De plus, le sort déjà si digne d'intérêt de ces ouvriers devenait de jour en jour plus injuste, en raison des progrès énormes accomplis par l'industrie ; l'électricité, la vapeur, en un mot toutes les inventions qui augmentaient la productivité et la perfectibilité du travail industriel, venaient en même temps compliquer l'emploi et la surveillance des machines, et rendaient par cela même la situation de ceux qui étaient appelés à les manier plus dangereuse. Cette preuve que le droit commun exigeait, devenait de plus en plus lourde à administrer, et les victimes d'accidents se trouvaient en définitive supporter les conséquences des accidents que les cas foruits et la force majeure rendaient de plus en plus nombreux, faute de pouvoir établir la responsabilité de leur chef d'entreprise.

Un pareil état de choses ne pouvait laisser d'émouvoir le législateur ; et, bien que la jurisprudence eût amoindri par son interprétation humanitaire, la rigueur du Code civil, il était nécessaire qu'une loi vînt définitivement consacrer l'application d'un principe que les ouvriers réclamaient instamment, celui de la

responsabilité patronale à la base de tout accident.

II. — THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

Certains jurisconsultes, et notamment M. Martin Nadaud, dont la première proposition date du 29 mai 1880, préconisèrent un système, celui de la responsabilité contractuelle, suivant lequel la responsabilité patronale prenait naissance dans le contrat de travail.

La responsabilité du patron ne dérivait plus du délit ou du quasi-délit, mais du contrat de louage qui le liait à l'ouvrier ; le chef d'entreprise était tout à la fois tenu de payer les salaires de ses ouvriers et de veiller à leur santé ; il devait prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les accidents ; et, s'il s'en produisait, comme il était censé avoir reçu un homme valide et qu'il devait le rendre tel à l'expiration du contrat, il était responsable de plein droit, sauf à lui à prouver que l'accident provenait d'une force majeure, ou avait été occasionné par la propre faute de la victime.

Cette conception de la responsabilité patronale améliorerait la situation de l'ouvrier, en ce sens que celui-ci n'avait plus à faire la preuve

de la faute de son employeur : le fardeau de la preuve se trouvait déplacé, et c'était au patron à prouver que sa responsabilité n'était pas engagée.

Cependant, cette théorie du renversement de la preuve n'avait trouvé qu'un très faible écho dans la jurisprudence, qui s'était refusée à l'admettre en raison de ses conséquences; elle refusa de voir, dans ce prétendu contrat de travail, autre chose qu'un engagement de la part du patron de payer à l'ouvrier le prix de son travail et, de la part de l'ouvrier, qu'un engagement de travailler au compte de l'employeur dans les conditions arrêtées entre eux; mais, en ce qui concerne les accidents, elle n'a pas voulu mettre à la charge du chef d'entreprise le soin de prouver qu'il n'avait commis aucune faute, ce qui lui eût été le plus souvent impossible.

D'autre part, ce système n'apportait pas à la situation de l'ouvrier toute l'amélioration qu'on en semblait attendre, et celui-ci restait toujours tenu de sa propre faute et des cas de force majeure ou fortuits; et, si l'on songe que, sur cent accidents, soixante-dix sont dus à la force majeure ou à des causes fortuites, on comprend que les tribunaux n'aient pas voulu sanctionner une théorie qui, en aggravant singulièrement la responsabilité des chefs d'entreprise, n'allégeait

pas dans une mesure correspondante le sort des ouvriers.

Toutefois, la discussion que cette théorie avait soulevée avait attiré l'attention du législateur; on sentait d'une part, le besoin d'assurer à l'ouvrier une réparation certaine en cas d'accident et, d'autre part, la nécessité de ne pas rendre trop onéreuses pour le patron les conséquences d'accidents qui tenaient à l'industrie elle-même, et qu'il était le plus souvent dans l'impossibilité de prévoir et d'éviter.

Au moment où fut promulgué le Code civil, le législateur n'avait pu envisager les multiples situations auxquelles une organisation industrielle, qui n'était guère alors qu'à l'état embryonnaire, allait donner naissance en se développant comme elle l'a fait en France depuis plus d'un siècle. A de nouveaux éléments de risque et d'appréciation, dus au perfectionnement sans cesse progressif de l'industrie dans toutes ses branches, à cette multiplicité de dangers, qui était la conséquence directe d'un outillage plus compliqué parce que plus parfait et aussi plus brutal, devait correspondre également une législation plus spéciale et plus perfectionnée.

III.— RISQUE PROFESSIONNEL (LOI DU 9 AVRIL 1898).

C'est ce qu'en 1882, M. Félix Faure, dans l'article 1^{er} de son projet de loi avait fort bien compris en jetant les premières bases du risque professionnel inhérent à l'industrie : « Le chef
« de toute entreprise industrielle, commerciale
« ou agricole, est responsable, dans les limites
« de la présente loi, des dommages causés à
« tout ouvrier ou employé tué ou blessé dans
« un travail, soit que l'accident qui a amené la
« mort ou la blessure provienne des bâtiments,
« de l'installation, de l'entreprise ou de l'outil
« employé, soit qu'il provienne du travail même.
« Il ne sera fait d'exception à cette règle que
« pour les faits criminels ou délictueux, dont les
« auteurs restent responsables, suivant les principes du droit commun. »

C'est à cette théorie du risque professionnel que le législateur de 1898 s'est rallié, et c'est ce principe qu'il a consacré en tête de la loi du 9 avril 1898.

Nous sortirions des limites de cet ouvrage en nous étendant sur les discussions qui se sont élevées au sein des Chambres à cette occasion ; nous ne partageons pas les critiques dont l'innovation a été l'objet ; nous estimons notam-

ment que, si elle a eu pour effet de mettre la responsabilité de l'employeur à la base de tout accident, il ne saurait en résulter pour celui-ci une aggravation considérable de ses charges ; que le caractère forfaitaire des indemnités fixées par la loi a eu, pour l'industriel, l'immense avantage de déterminer et de limiter cette responsabilité, en lui donnant la facilité de se prémunir contre les conséquences des accidents qu'ils sont à même d'apprécier désormais.

Nous croyons, bien au contraire, que cette innovation était devenue nécessaire en raison du danger sans cesse croissant auquel l'industrie moderne, avec toutes les forces aveugles qu'elle emploie, expose journellement les travailleurs, et qu'elle constitue un progrès considérable de solidarité sociale et d'équité, qui, s'il peut être modifié dans son application, demeure inattaquable dans son principe.

Naturellement, la matière était trop complexe et la réforme trop profonde pour que le législateur de 1898 pût édicter des dispositions immuables ; et, bien que son œuvre ait été l'objet de discussions qui durèrent près de dix-huit ans, on ne tarda pas à s'apercevoir que l'application du risque professionnel n'était pas aussi facile qu'il avait paru tout d'abord, et les imperfec-

tions que l'expérience révéla amenèrent bientôt le législateur à remanier son œuvre première.

Avant d'étudier en détail les retouches qu'elle a subies, nous ne saurions mieux faire, pour donner une idée générale du travail législatif dont on allait entreprendre la modification, que rapporter le jugement d'une autorité particulièrement compétente en cette matière : nous avons cité M. Mirman.

« La loi du 9 avril 1898 sur les accidents
« du travail est, sans contredit, l'œuvre de pré-
« voyance sociale la plus importante que le
« Parlement ait accomplie jusqu'à ce jour ;
« comme toutes les réformes imposant des
« habitudes nouvelles, elle n'a point laissé,
« avant même d'être mise en vigueur, de sou-
« lever dans certains milieux de vives protesta-
« tions. Mais l'évidence de ses bienfaits n'a
« pas tardé à calmer cette méfiance : ceux qui,
« sans avoir pris de la loi une connaissance
« suffisante, en critiquèrent le plus âprement
« les principes essentiels, durent bientôt en
« proclamer la haute valeur sociale ; elle ne
« mettait aucun intérêt en péril ; elle donnait à
« tous, ouvriers et patrons qui collaborent à
« l'industrie nationale, une sécurité nécessaire.
« Son utilité était si manifeste que, très rapi-
« dement, presque sans résistance, elle est

« entrée dans les mœurs de notre pays, et les
« résultats qu'elle a déjà produits doivent faire
« regretter que la France n'ait pas tenu à hon-
« neur de ne pas se laisser devancer par aucune
« nation dans cette voie de progrès ».

Sans doute, l'idée était au-dessus de toute critique raisonnable ; mais certains points étaient demeurés obscurs ou incomplets, et il en était résulté des différences d'interprétation regrettables qu'il était absolument indispensable de faire disparaître ; car, s'il est vrai qu'aux termes de l'article 16 du 2^e décret du 28 février 1899, un comité consultatif des assurances contre les accidents avait été constitué auprès du Ministre du Commerce, et pouvait être saisi par le Ministre de toutes questions relatives à l'application de la loi, le caractère facultatif de consultations dont ce décret l'avait investi ne rendait pas ses décisions obligatoires.

IV. — TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 22 MARS 1902.

De 1898 à 1902, plus de 30 projets de réforme ont été déposés sur le bureau de la Chambre.

Ces nombreuses propositions de transformation ont été classés par la Commission d'assurances et de prévoyance sociales, à laquelle

elles avaient été renvoyées d'après leur caractère. Nous n'entreprendrons pas de les prendre une à une, et nous adopterons la classification en trois catégories qui en a été faite par cette Commission.

Ces projets ont tous été acceptés en principe.

1^{er} groupe : projets ayant pour but de relever les tarifs d'indemnités fixés par la loi de 1898 ;

2^e groupe : projets ayant pour but d'appliquer la loi à de nouvelles professions ;

3^e groupe : projets ayant pour but de rectifier certains articles dont le texte imprécis avait fait varier la jurisprudence.

Le premier groupe fut écarté : les tarifs avaient été récemment établis par la Chambre des députés et le Sénat, et il paraissait prématuré de les remettre en discussion, alors surtout que de nombreux contrats d'assurance venaient d'être conclus sur leurs bases.

Le deuxième groupe eut le même sort : les innovations qu'il nécessitait étaient trop importantes, et semblaient devoir entraîner une discussion spéciale, qu'il y avait lieu de différer momentanément.

La Commission ne retint que le troisième groupe, en raison de l'urgence des réformes qu'il préconisait, et le rapporteur de la Commission, dans son rapport à la Chambre, le 14 mai

1901, donnait les motifs de cette distinction en ces termes :

« Ces propositions (celles du 3^e groupe), peut-
« on dire, aménagent la loi ; elles ont pour but
« de rectifier certains articles dont le texte
« imprécis a donné naissance aux jurispru-
« dences les plus contradictoires, de faire dis-
« paraître certains conflits d'attribution dont la
« présence produit, dans la mise en œuvre de
« la loi, les flottements les plus regrettables. Le
« projet que nous avons élaboré avec soin
« et que nous présentons à la Chambre est
« destiné avant tout à garantir la bonne appli-
« cation de la loi, à assurer l'exécution de la
« volonté du législateur de 1898. Il nous a paru
« que, réduit à ces proportions, ce projet était
« de nature à ne soulever, tant au Sénat qu'à la
« Chambre, aucune contestation ; il n'ouvre
« point la porte à la reprise du long débat théo-
« rique que la loi transactionnelle de 1898 a
« provisoirement clos ; il ne s'inspire d'aucune
« conception, *a priori* : il a été inspiré à la Com-
« mission par l'examen attentif des faits. »

La proposition de la Commission fut adoptée par la Chambre des députés ; il n'en alla pas de même au Sénat, où la Commission chargea M. Demole de faire un rapport sur la proposition émanant de la Commission de la Chambre,

et sur cinq autres autres propositions, dont la Chambre des députés avait été saisie dans l'intervalle avant le dépôt du rapport du Sénat le 20 mai 1901. (Proposition Ferrette, étendant l'application de la loi de 1898 à toutes les entreprises commerciales et industrielles ; proposition Dumont du 28 octobre 1901, ayant pour but de protéger les ouvriers visés par la loi de 1898 du chômage produit par l'incendie ou la destruction des établissements industriels où ils étaient employés ; proposition Breton du 5 décembre 1901, ayant pour but d'étendre l'application de la loi de 1898 aux maladies d'origine professionnelle ; proposition Goujon du 5 décembre 1901, ayant pour but d'améliorer la loi du 9 avril 1898 au profit des agents des Compagnies des chemins de fer ; proposition Mirman du 21 janvier 1902, tendant à permettre à toute personne employant des salariés de réclamer l'application de l'indemnité forfaitaire de la loi de 1898, au lieu de l'indemnité qui pouvait résulter pour elle de l'application du droit commun.)

M. Demole déposa son rapport le 6 mars 1902. La Commission du Sénat avait fait une nouvelle sélection, et divisé en deux catégories le projet adopté par la Chambre des députés.

La première catégorie comprenait les propositions tendant à modifier les articles 3, 4, 10,

15, 16, 19, 21, 24, 27 et 30 de la loi du 9 avril 1898. La deuxième catégorie comprenait les propositions tendant à modifier les articles 2, 7, 11, 12, 17, 18, 20 et 22 de cette loi.

Le rapporteur estimait que la première catégorie de modifications portait sur le fond même de la législation du travail, et qu'elles étaient de nature à soulever d'importantes discussions, tandis que celles de la seconde catégorie portaient sur la procédure et pouvaient trouver une prompt solution dans l'accord de la Chambre des députés et du Sénat.

Il proposait en conséquence de disjoindre les premières, les réservant pour un examen ultérieur, et de statuer immédiatement sur les autres.

Cette façon de voir fut adoptée d'urgence et sans discussion par le Sénat le 14 mars 1902, et, lorsque le projet du rapporteur revint devant la Chambre des députés, bien que cette dernière eût cru devoir protester contre la disjonction opérée, il fut adopté à la suite du rapport de M. Mirman le 21 mars 1902,

Ce fut la loi du 22 mars 1902 qui, bien qu'elle ne répondît pas entièrement au projet de la commission d'assurances et de prévoyance sociales, constituait un ensemble d'améliorations urgentes, que patrons et ouvriers étaient

d'accord pour réclamer. Celles qui, prévues dès ce moment, furent différées par le Sénat, seront l'objet de la loi du 31 mars 1905, que nous étudierons également dans la seconde partie de cet ouvrage, abordant dès maintenant l'étude des modifications introduites dans la loi de 1898 par la loi du 22 mars 1902.

L'étude de ces deux lois modificatives sera par elle-même suffisamment étendue pour que nous bornions là l'objet de notre travail ; nous partirons donc de ce principe que l'œuvre du législateur de 1898 est connue, et nous n'en rappellerons les dispositions que lorsqu'il sera nécessaire de les comparer aux modifications dont elles ont été l'objet,

Nous diviserons donc notre étude en deux parties principales : dans la première, nous étudierons les modifications introduites par la loi du 22 mars 1902 et, dans la seconde les modifications introduites par la loi du 31 mars 1905 ; puis, dans chaque partie, nous suivrons ces modifications dans l'ordre même des articles de la loi de 1898, auxquels des changements ont été apportés par les deux lois postérieures.

PREMIÈRE PARTIE

Modifications introduites dans la loi du 9 avril 1898
par la loi du 22 mars 1902

EXPOSÉ GÉNÉRAL DE CES MODIFICATIONS

La loi du 22 mars 1902 a modifié huit articles de la loi du 9 avril 1898, les articles 2, 7, 11, 12, 17, 18, 20 et 22 ; il semblait qu'elle dût avoir surtout pour objet des modifications de forme, mais il faut reconnaître que les dispositions nouvelles ont également porté sur le fond même de la législation et sur les formalités. C'est ainsi qu'elle apporte des modifications de rédaction à l'article 2 ; que, dans l'article 7, elle détermine les rapports entre la victime et le tiers auteur de l'accident et qu'elle prescrit, en cas de mort ou d'incapacité permanente, la constitution par le tiers d'un capital suffisant pour assurer le

service de la rente ; que, dans l'article 11, elle précise les formalités de déclaration et le contenu du certificat médical ; qu'elle détermine leur transmission au juge de paix, réglemente l'enquête de ce dernier et met à la charge du Trésor les avances des frais d'enquête ; que, dans l'article 17, elle modifie le délai d'appel et le point de départ de la prescription de l'action en indemnité (article 18) ; qu'elle édicte des dispositions nouvelles en ce qui concerne l'accident intentionnel ou causé par une faute inexcusable, et prescrit la communication du dossier criminel aux intéressés (article 20) ; qu'elle étend le bénéfice de l'assistance judiciaire à l'acte d'appel (article 22) et l'application de la nouvelle loi aux accidents occasionnés par l'emploi des machines dans les exploitations agricoles (article II de la loi).

ARTICLE 2 (MODIFIÉ PAR LA LOI DU 22 MARS 1902).

TEXTE ANCIEN

TEXTE NOUVEAU

Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont vic-

Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans

times dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse 2.400 fr. ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes ou indemnités stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires^s quant au chiffre de la quotité.

leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

« Ceux dont le salaire annuel dépasse 2.400 fr. ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité. »

Le premier paragraphe de l'article 2 de la loi de 1898 n'a pas été modifié en 1902. et ne nécessite pas d'ailleurs de longues explications au moment où le législateur venait de poser le principe du risque professionnel et de déterminer les limites de la responsabilité des employeurs, la conséquence toute naturelle était que ceux que la loi visait ne pussent se réclamer d'autres dispositions légales que celles contenues dans la loi de 1898.

La loi de 1902 n'a modifié que la fin du deuxième paragraphe de l'article 2.

« Ceux dont le salaire annuel dépasse 2.400 fr.

« ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. » Cette disposition était également formulée en ces termes dans la loi de 1898.

En édictant que les ouvriers et employés assujettis à la loi de 1898 ne bénéficieraient des dispositions de cette loi, si leur salaire dépassait 2.400 francs, que jusqu'à concurrence de cette somme, le législateur a voulu alléger le poids des réparations à la charge des industriels. Si, au delà de cette somme, il avait conservé la proportionnalité qu'il avait établie dans l'article 3, il eût assuré aux victimes ou à leurs ayants droit des rentes très élevées et le plus souvent hors de proportion avec les besoins d'existence des bénéficiaires. C'est ainsi que, pour un accident ayant entraîné une incapacité de travail absolue et permanente, et dont la victime gagnait un salaire annuel de 5.000 francs, l'employeur aurait été obligé de lui servir une rente annuelle de plus de 3.300 francs.

Les conséquences d'une telle disposition eussent été trop lourdes pour le chef d'entreprise ; aussi le législateur de 1898 a-t-il limité les droits des ouvriers dont le salaire dépasserait 2.400 fr. « Il ne fallait pas, disait M. Ricard, donner une portée trop générale à la loi et grever de cette

« manière notre industrie de charges exces-
« sives. Au delà d'un certain chiffre absolument
« nécessaire aux besoins de sa vie et de celle de
« sa famille, le travailleur peut prélever la somme
« nécessaire pour assurer sa subsistance et son
« repos dans ses vieux jours.

Au-dessus de 2.400 francs et pour le surplus de cette somme, les victimes n'auront droit qu'au quart des rentes ou indemnités stipulées à l'art. 3, à moins de conventions contraires quant au chiffre de la quotité, de telle sorte que, dans notre exemple, au lieu d'une rente de 3333,33, la victime n'aura droit qu'à une rente de 2.033 fr.

Si le principe de cette distinction entre les traitements supérieurs et inférieurs à 2.400 fr. a été maintenu par la loi de 1902, une modification a été introduite par cette dernière loi dans le texte primitif.

En premier lieu, les mots « ou indemnités » ont été supprimés et, en second lieu, la partie finale de l'article 2, ainsi conçue dans la loi de 1898: « à moins de conventions contraires quant au chiffre de la quotité », a été remplacée par celle-ci: « à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité. »

1° *Suppression des mots « ou indemnités »*. — Le texte de l'article 2 de la loi de 1898 avait fait

naître une confusion dans la jurisprudence, qui ne l'avait pas interprété unanimement de la même façon. Une controverse s'était élevée sur le sens à donner aux mots « rentes ou indemnités ». Les uns pensaient que le mot « indemnités » devait s'entendre des indemnités journalières allouées par la loi aux victimes d'accidents ayant entraîné une incapacité temporaire. Les autres pensaient que, par ce mot, le législateur avait voulu parler du capital qui est accordé au conjoint survivant se remariant ou à l'ouvrier étranger qui, après avoir été victime d'un accident en France, cesserait de résider sur le territoire français.

La première interprétation l'avait emporté, et la restriction de l'article 2, § 3, avait été appliquée aussi bien aux indemnités journalières allouées aux ouvriers victimes, en cas d'incapacité temporaire de travail fixées à la moitié du salaire journalier, qu'aux rentes accordées pour incapacité permanente absolue ou partielle.

C'était, semble-t-il, aller à l'encontre de l'intention du législateur ; « Cette interprétation est manifestement contraire aux principes essentiels sur lesquels repose la loi de 1898, disait M. Mirman dans son rapport, le 14 mai 1901. Et il en donnait en substance les raisons suivantes :

1° La rente repose sur le salaire annuel, sur le salaire gagné par la victime dans les douze mois qui ont précédé l'accident ; l'indemnité journalière au contraire est la moitié du salaire touché par la victime au moment de l'accident ; autant le premier peut être sujet à contestations, autant le second est facile à déterminer. Les deux bases d'appréciation sont entièrement indépendantes l'une de l'autre, et, pour fixer le montant de l'indemnité temporaire, il n'y a pas lieu de se préoccuper de ce que la victime a gagné pendant l'année qui a précédé l'accident ; il n'y aura donc pas lieu de rechercher, lorsqu'il s'agira de l'indemnité temporaire, si ce salaire annuel est ou n'est pas supérieur à 2.400 francs, et, si la rente subit de ce chef une diminution, elle ne saurait porter sur l'indemnité temporaire.

2° Il ressort de l'article 20 de la loi du 9 avril 1898 que le législateur a entendu donner un caractère de fixité certain au taux de l'indemnité journalière. L'article 20 prévoit l'influence de la faute inexcusable soit de l'ouvrier, soit du patron ou de ses préposés sur le taux de la rente, et permet aux tribunaux, dans le cas où cette faute est établie, de diminuer ou d'augmenter le taux de cette rente. Mais le législateur n'étend pas cette disposition aux indemnités temporaires, qui ne peuvent ni être augmentées ni diminuées et

demeurent fixées, même dans le cas de faute inexcusable de l'un ou de l'autre des intéressés, à la moitié du salaire gagné par la victime au moment de l'accident.

De plus il y a une raison pratique : le juge de paix est compétent pour la fixation de l'indemnité journalière ; or, en adoptant la théorie qui fait porter la réduction sur les indemnités journalières, on aurait accordé compétence au juge de paix pour la détermination du salaire annuel, dont il aurait dû rechercher le montant pour s'assurer qu'il ne dépassait pas 2.400 francs. et le but de l'indemnité temporaire n'aurait pas été atteint. Celle-ci, en effet, est accordée à l'ouvrier victime pour lui permettre de faire face à ses premiers besoins et à ceux de sa famille. « Or si, pour le moindre accident, n'ayant
« entraîné qu'une incapacité temporaire de quel-
« ques jours et qui doit être réglée sans retard, il
« était possible aux Compagnies d'assurances de
« faire naître devant le juge de paix des incidents,
« s'il leur était possible de prétendre que ce
« magistrat doit évaluer le salaire annuel de la
« victime, que de contestations et de compli-
« cations ne manqueraient pas de surgir. ! »

Aussi, pour couper court aux inconvénients qui résultaient de cette différence d'interprétation, le législateur de 1902 a supprimé du § 2

de l'article 2 les mots « ou indemnités », de sorte, que maintenant il est bien établi que seule la rente due aux ouvriers dont le salaire dépasse 2.400 francs peut être réduite.

2° Innovation en ce qui concerne les conventions contraires relatives au chiffre de la rente fixée par la loi, lorsque le salaire annuel dépasse 2.400 francs.

Nous venons de voir comment sera calculée la rente due à l'ouvrier dont le salaire annuel était supérieur à 2.400 francs. Toutefois, la quotité légale peut être modifiée par des conventions intervenues entre le patron et l'ouvrier.

Dans le but de resserrer les rapports entre chefs d'entreprise et employés, le législateur de 1898 avait prévu et autorisé ces conventions ; cette faculté a été de nouveau consacrée en 1902, mais l'article 2 de l'ancienne loi a subi sur ce point un léger changement.

La loi de 1898, article 2 *in fine* portait : « A moins de conventions contraires quant au chiffre de la quotité. » La loi de 1902 porte : « A moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité. »

La loi de 1898, en autorisant ces conventions, n'avait pas déterminé les limites de leur application. De là étaient nés deux systèmes d'interprétation.

Pour les uns, en ce qui concerne la portion de traitement supérieur à 2.400 fr., patrons et ouvriers pouvaient stipuler conventionnellement une indemnité dont une partie, jusqu'à 2.400 fr., serait calculée d'après les règles édictées par l'article 3, selon le caractère de l'incapacité de travail que l'accident aurait occasionné, et dont la seconde partie pourrait être inférieure ou supérieure au taux légal de l'article 3, et même égale à la totalité de la portion de salaire supérieure à 2.400 fr.

C'est ainsi que, dans ce système, si un employé gagnant par exemple quatre mille francs avait été victime d'un accident entraînant une incapacité de travail absolue et permanente, il aurait pu, en raison de convention privée intervenue entre lui et son patron, toucher une rente comprenant les $\frac{2}{3}$ de 2.400 francs, soit 1.600 francs, plus la totalité de la portion de salaire dépassant 2.400 francs, soit 1.600 francs, soit au total 3.200 francs.

Pour les autres, toute convention contraire ne pouvait autoriser la victime à toucher une rente dont le taux serait supérieur à celui que donnerait le calcul de cette rente sur le montant total du traitement d'après les règles stipulées à l'article 3. En d'autres termes, sur la portion de traitement supérieure à 2.400 francs,

la rente ne pouvait être calculée que comme elle l'était sur la portion inférieure à 2.400 francs. La loi permettait de ne pas faire subir à l'indemnité calculée sur la portion de salaires supérieure à 2.400 francs la réduction du quart, mais elle maintenait, comme limite extrême de cette indemnité, le mode de calcul fixé par l'article 3. De telle sorte que, dans le cas que nous envisageons plus haut, l'ouvrier qui, sans convention contraire et par application de l'article 2 § 2, en ce qui concerne la portion de salaire supérieure à 2.400 francs, aurait touché une rente comprenant les $\frac{2}{3}$ de 2.400 francs, soit 1.600 francs, plus le $\frac{1}{4}$ des $\frac{2}{3}$ de 1.600 fr., soit 266 francs, et au total 1866 francs, aurait pu, au moyen d'une convention privée, toucher les $\frac{2}{3}$ de 2.400 francs, soit 1.600 francs, plus les $\frac{2}{3}$ de 1.600 francs, surplus du salaire de 2.400 francs à 4.000 francs, c'est-à-dire au total 2.066 francs ; mais la convention ne pouvait faire plus qu'élever la rente calculée sur la portion de salaire supérieure à 2.400 francs, du quart des indemnités stipulées à l'article 3 au chiffre obtenu en calculant d'après les mêmes règles la rente sur la portion de traitement inférieure à 2.400 francs et sur celle qui dépassait cette somme.

La loi de 1902 fixe définitivement ce point controversé et la loi autorise désormais, non pas seulement les conventions contraires quant au chiffre de la quotité, mais encore toutes sortes de conventions ayant pour effet d'élever le montant de l'indemnité calculée sur la portion de salaire supérieure à 2.400, francs et sur cette portion, le taux pourra être fixé au chiffre que les parties conviendront.

Cette disposition légale, étant exceptionnelle, doit être interprétée restrictivement. C'est une dérogation au principe posé dans l'article 30, aux termes duquel toute convention contraire à la loi est nulle de plein droit. En ce qui concerne les conventions contraires ayant pour but de modifier le taux des rentes afférentes aux portions de traitement supérieures à 2.400 francs autrement qu'en élevant le taux de cette indemnité, elles tombent sous le coup de la nullité édictée par l'article 30. Il en serait ainsi de toute convention ayant notamment pour résultat de diminuer le taux légal de ces indemnités, ou de faire renoncer l'ouvrier au bénéfice de toute indemnité en raison de la portion de son traitement supérieure à 2.400 francs ¹.

1. CABOUAT, *Réformes réalisées par la loi du 22 mars 1902*, p. 14 § 16.

ARTICLE 7

*Rapports entre la victime et le tiers auteur
de l'accident*

TEXTE ANCIEN

—

Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera, à due concurrence, le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droits, si

TEXTE NOUVEAU

—

Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident * autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun,

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera, à due concurrence, le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la caisse

ceux-ci négligent d'en faire usage.

nationale des retraites.

En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance. au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieux et place de la victime ou de ses ayants droit si ceux-ci négligent d'en faire usage

Il pouvait arriver que l'accident eut été occasionné par la faute d'une autre personne que le chef d'entreprise ou ses préposés : quelle devait être alors la situation du tiers auteur de cet accident ? N'était-il pas responsable conformément au droit commun ? La victime n'avait-elle pas le droit de se réclamer à son égard des articles 1382 et suivants du Code civil, et, dans ce cas, comment seraient combinées les deux actions en

responsabilité, celle dirigée directement contre le tiers auteur en vertu du droit commun et celle que la victime pouvait exercer contre son patron en vertu de la loi de 1898 ?

Dans ce cas, le législateur a autorisé l'ouvrier ou représentants à exercer contre le tiers auteur une action en réparation du préjudice causé, indépendamment de l'action résultant de la loi sur les accidents de travail, et conformément aux règles du droit commun.

La victime ou représentants auront donc deux actions en responsabilité ; mais il était de toute nécessité qu'ils ne pussent en cumuler les résultats. Aussi le deuxième paragraphe de l'article 7 édicte-t-il « que l'indemnité qui leur « sera allouée exonérera à due concurrence le « chef d'entreprise des obligations mises à sa « charge. »

Si la victime intente l'action de droit commun et échoue, elle aura toujours le recours que lui réserve la loi de 1898 contre son patron ; si elle réussit, elle aura une indemnité inférieure, égale ou supérieure à celle qu'elle aurait obtenue en vertu de la loi de 1898.

Si l'indemnité ainsi obtenue est inférieure, la victime n'aura d'action contre le chef d'entreprise que jusqu'à concurrence du taux légal ; si elle est égale aux taux légal ou supérieure à ce

taux, le chef d'entreprise sera à l'abri de tout recours.

L'article 7 *in fine* prévoit une autre hypothèse, l'inaction de la victime ou de ses représentants qui, couverts par la loi de 1898, peuvent négliger l'action de droit commun. Pour exercer celle-ci, en effet, avec des chances de succès, il faudra que la victime apporte la preuve de la faute du tiers ; il pourra même arriver qu'elle obtienne gain de cause, et que le tiers tenu de la réparation soit insolvable ; ou, se trouvant sans ressources et effrayé par les frais et la longueur d'une procédure en responsabilité, dans laquelle il peut échouer, l'ouvrier pourra s'en tenir au bénéfice de la loi de 1898. Aussi le chef d'entreprise ayant intérêt à exercer cette action de droit commun, en vue de laquelle il possède d'ailleurs plus de ressources que l'ouvrier, est autorisé par l'article 7 à intenter cette action en son nom personnel, à ses risques et périls.

La loi de 1902 n'a rien changé à ces dispositions de la loi de 1898 ; toutefois, deux alinéas nouveaux ont été ajoutés à l'article 7.

Le premier porte que, dans le cas où l'accident aurait entraîné une incapacité permanente ou la mort, l'indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites.

Le deuxième que, en outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef d'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4.

1° Constitution par le tiers auteur d'un capital représentatif de la rente à verser à la victime.

Cette nouvelle disposition est la consécration par le législateur d'une pratique qui avait été adoptée par la jurisprudence. Jusque-là, les tribunaux avaient le choix entre deux moyens : il pouvait être alloué à l'indemnitaire, soit une rente, soit un capital ; or, aux termes de la loi de 1898, toute réparation d'accident du travail, en tant que cet accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, doit se traduire par le service d'une rente ; il pouvait donc arriver que le même accident donnât lieu au paiement d'un capital ou au service d'une rente, selon que l'intéressé avait usé de l'action de droit commun ou de l'action résultant de la loi de 1898.

Une telle situation était dangereuse : le législateur, en réglementant la réparation des accidents du travail a eu pour but de suppléer à l'incapacité résultant de l'accident d'une façon

durable ; le seul moyen d'y parvenir était de servir à l'accidenté ou à ses ayants droit une rente avec les arrérages de laquelle le salaire de l'ouvrier fût dans une certaine mesure remplacé et dont le capital ne pourrait être détruit : le caractère de prévoyance sociale que revêtait la loi eût été vain, s'il avait été permis à l'ouvrier de recevoir un capital dont il eût eu la libre disposition, et qu'il eût pu dissiper aussitôt qu'il aurait été entre ses mains. Sans ressources et incapable de travailler, il serait devenu une charge de l'assistance publique.

De plus, l'appât d'un capital poussait souvent la victime à user de l'action en réparation de droit commun, puisque la loi de 1898 ne lui assurait qu'une rente ; c'était peut-être diminuer le nombre des procès que de décider que l'indemnité réparatrice, obtenue par la voie du droit commun, se traduirait sous la même forme que celle obtenue en vertu de la loi de 1898.

C'est dans cette intention que le législateur de 1902 a transformé en une obligation ce qui n'était avant pour les tribunaux qu'une faculté.

Pour naturelle que paraisse cette disposition nouvelle elle n'a pas été sans soulever de sérieuses critiques. On lui a reproché surtout

d'avoir fait une sorte de mélange entre deux législations qui, en raison de leur point de départ différent, devaient avoir des sanctions différentes, le droit commun applicable au tiers auteur et la législation spéciale de la loi de 1898

Ces reproches ont été formulés par M. Fernand David, député, qui les a basés sur deux raisons principales.

L'action résultant de l'article 1382, c'est-à-dire l'action de droit commun, est basée sur le quasi-délit et doit être portée devant le Tribunal du domicile du défendeur ; elle a pour objet d'indemniser la victime de la totalité du préjudice ; la condamnation emporte hypothèque judiciaire, tandis que l'action résultant de la loi de 1898 est exclusive de toute faute initiale. Elle est portée devant le Tribunal du lieu de l'accident ; elle a pour objet d'indemniser la victime d'une partie du préjudice qu'elle a subi, et la condamnation dont elle est suivie n'emporte pas hypothèque judiciaire.

Puis, envisageant la situation que la nécessité de verser un capital représentatif de la rente va faire naître pour le tiers auteur de l'accident, M. David exposait que le tiers se voyait ainsi imposer une convention à laquelle il n'avait pas été partie.

Le tiers, en effet, à qui l'on va imposer le service de la rente et de la constitution d'un capital représentatif aura à se demander si l'on a bien le droit d'exiger cette constitution du capital. « Il sera donc obligé de se demander si l'ouvrier qu'il a, cycliste imprudent, renversé de son échelle, fait partie d'une de ces catégories soumises à la loi, catégories dont les limites sont imparfaitement définies. »

« Une autre aggravation de la situation des tiers, par rapport à celle du patron, est créée par la disposition qu'on nous propose ; c'est qu'en effet, alors que vous vous contentez, en ce qui concerne le patron, d'exiger le paiement d'une rente sans exiger en même temps, c'est la disposition même de votre article 28, la constitution du capital de la rente, alors que, par conséquent, vous faites une faveur au patron, qui cependant est lié par un contrat avec l'ouvrier qui a subi un accident à l'occasion d'un profit qui lui est procuré, vous n'avez pas pour le tiers cette modération ».

M. David s'élevait avec force contre la proposition de modification, y voyant une charge abusive à l'égard d'un tiers qui n'avait pas à prévoir et à se prémunir auprès d'un assureur d'un accident, dont il sera le premier à déplorer les conséquences pour la victime, et qui sera peut

être un ouvrier ou employé lui-même, pour lequel la charge de la réparation, par la constitution d'un capital représentatif, sera une question de vie ou de mort.

M. David concluait ainsi : « Je crois que la
« Chambre pensera comme moi qu'il faut lais-
« ser l'article 1382 régler cette situation et rester
« dans les limites que la commission nous a
« indiquées elle-même, à savoir, voter dans
« cette discussion des modifications de texte et
« de procédure qui ont pour but de rendre la loi
« plus claire, mais s'abstenir de bouleverser les
« règles générales de notre droit français, tou-
« chant à des intérêts que l'on connaît mal, et
« que peut-être on devrait chercher à mieux
« connaître. »

Nous avons répondu par avance à ces reproches en exposant que le législateur de 1902 avait été guidé par l'idée de donner à l'ouvrier toutes les garanties de réparation de la loi de 1898 ; qu'il était de l'intérêt de ce dernier qu'on lui constituât, pour l'avenir, une source certaine de revenus, que son imprévoyance ne pourrait faire disparaître, et de diminuer le nombre des procès intentés souvent par la victime dans l'unique espoir d'obtenir immédiatement le versement d'un capital. La loi s'est surtout souciée de la situation de la victime et

des siens, qu'il fallait mettre en garde contre leur imprévoyance.

La rente sera servie par la caisse nationale des retraites.

L'article 28 de la loi de 1898 permettait au chef d'entreprise ou à ses ayants droit directs, en cas de cessation d'industrie, de s'exonérer du versement d'un capital représentatif des primes à leur charge, s'ils fournissaient des garanties qui seraient déterminées par un règlement d'administration publique. Le 28 février 1899, parut un décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution du dernier paragraphe de l'article 28 de la loi de 1898, ainsi conçu :

« Article 1^{er}. — Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie dans les cas prévus par l'avant-dernier alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, ce chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement à la caisse nationale des retraites du capital représentatif des pensions à leur charge, s'ils justifient :

« 1° Soit du versement de ce capital à une de Sociétés visées à l'article 18 du décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique, en exécution de l'article 27 de la loi ci-dessus visée ;

« 2° Soit de l'immatriculation d'un titre de rente pour l'usufruit au nom des titulaires de pensions, le montant de la rente devant être au moins égal à celui de la pension ;

« 3° Soit du dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, avec affectation à la garantie des pensions, de titres spécifiés au paragraphe 3 de l'article 8 du décret précité. La valeur de ces titres, établie d'après le cours moyen de la Bourse de Paris au jour du dépôt, doit correspondre au chiffre maximum qu'est susceptible d'atteindre le capital constitutif exigible par la caisse nationale des retraites. Elle peut être révisée tous les trois ans à la valeur actuelle des pensions, d'après le cours moyen des titres au jour de la révision ;

« 4° De l'affiliation du chef d'entreprise à un syndicat de garantie liant solidairement tous ses membres et garantissant le paiement des pensions ;

« 5° Soit, en cas de cession d'établissement, de l'engagement pris par le cessionnaire vis-à-vis du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations d'acquitter les pensions dues et de rester solidairement responsable avec le chef d'entreprise. »

Le tiers auteur ne pourra user des facilités accordées au chef d'entreprise ou à ses ayants

droit par le décret ci-dessus, et le seul mode de libération sera pour lui la constitution d'une rente par le versement du capital représentatif. Bien qu'il y ait lieu de regretter cette différence de traitement entre le tiers auteur de l'accident et le patron responsable (les garanties prévues pour celui-ci par ledit décret n'auraient-elles pas la même valeur?), il faut néanmoins décider que le caractère impératif du nouvel article 7 ne permet pas d'accorder le bénéfice des dispositions qui précèdent au tiers auteur.

Cette interprétation ressort d'ailleurs d'une circulaire de M. le Garde des Sceaux du 11 juillet 1902.

« Le paragraphe 1^{er} de l'article 28, qui décide
« que le versement du capital représentatif des
« pensions allouées ne peut être exigé des débi-
« teurs, ne concerne pas le tiers auteur de
« l'accident. Celui-ci, bien qu'il ne puisse être
« condamné qu'au paiement d'une rente, sera
« toujours tenu de verser un capital. La nou-
« velle disposition de l'article 7 ne permet pas
« d'en douter.

« En effet, si les rentes doivent être servies
« par la caisse des retraites, il faut que celle-ci
« ait reçu d'avance du débiteur les fonds né-
« cessaires au service de cette rente pour toute
« la durée de la vie de l'ouvrier.

« Aucune autre garantie ne peut remplacer
« ce versement d'un capital.

« Le patron qui cesse son industrie se trouve,
« lui aussi, dans l'obligation de verser le capital
« de la rente à la caisse des retraites ; mais,
« l'article 28 de la loi de 1898 lui laisse la faculté
« de se soustraire à cette obligation, en recou-
« rant à l'un des modes de paiement de l'indem-
« nité admis par le décret du 28 janvier 1899
« pris pour l'exécution dudit article.

« Rien, dans l'article 7 nouveau, ne permet
« d'étendre cette faculté au tiers responsable. »

De même ne seront pas applicables au tiers auteur de l'accident les dispositions des articles 24 et 26, concernant la garantie par la caisse nationale des retraites à la victime du paiement de la rente, dans le cas où le chef d'entreprise, la compagnie d'assurances ou le syndicat de garantie ne l'acquitteraient pas.

Cela résulte également de la circulaire du 11 juillet 1902, précitée :

« Il convient d'observer que les règles appli-
« cables au patron, en matière de paiement de
« la rente, ne sauraient être étendues au tiers
« auteur de l'accident.

« En premier lieu, la caisse nationale des
« retraites ne garantit pas à l'ouvrier le paie-
« ment de la rente mise à la charge de l'auteur

« de l'accident, si ce dernier a été poursuivi
« sans que le patron ait été mis en cause. Si le
« le tiers ne paye pas, c'est à l'ouvrier qu'incom-
« bera exclusivement le soin de recourir aux
« mesures d'exécution.

« Les articles 24 et 26, sur le paiement pro-
« visionnel par la caisse nationale des retraites,
« ne prévoient en effet que les indemnités mises
« à la charge du chef d'entreprise ou de son
« assureur, et n'accordent de recours à la Caisse
« que contre ces derniers. »

La raison principale de cette différence de traitement entre l'ouvrier créancier du tiers auteur et l'ouvrier créancier du chef d'entreprise, vient de ce que le paiement opéré par la caisse, à la place du chef d'entreprise, est prélevé sur un fonds spécial de garantie, formé, conformément à l'article 25 de la loi de 1898, du produit d'une taxe de 0,04 par franc de l'impôt principal des patentes, à la charge des industriels régis par la loi de 1898, et de 0,05 par hectare de mines concédé. De plus, la loi des finances peut réduire ou majorer ces taxes selon les besoins, de telle sorte que, s'il eût été préférable pour la victime de posséder, dans les cas de rente servie par le tiers, une garantie analogue à celle édictée par les articles 24 et 26 de la loi de 1898, il eût été souverainement

injuste d'y pourvoir au moyen des sommes prélevées sur les seuls industriels complètement étrangers au tiers auteur et de majorer encore la taxe à leur charge pour suppléer à l'insolvabilité de celui-ci, qui n'est soumis à aucune taxation correspondante.

Enfin, seul le versement du capital représentatif à la caisse libérera le tiers auteur.

« Il convient d'observer que le paiement de
« ce capital ne peut être fait qu'à la caisse des
« retraites elle-même. Fait entre les mains de
« la victime ou du patron, il ne serait libératoire
« pour le débiteur qu'autant que les fonds au-
« raient reçu l'emploi prescrit par la loi. En cas
« de perte ou de dilapidation du capital irrégu-
« lièrement versé, le tiers serait exposé à payer
« une seconde fois.

« Les officiers ministériels chargés des
« poursuites contre les tiers sont également
« tenus, sous leur responsabilité, de verser à la
« caisse nationale des retraites, les fonds qu'ils
« recueillent au moyen des mesures d'exécution, et de ne rien remettre au client pour le
« compte duquel ils opèrent. (Circulaire du
« Garde des Sceaux du 11 juillet 1902.)

II° Possibilité pour le juge de mettre à la charge du tiers auteur le paiement, envers la victime ou le chef d'entreprise intervenant sur l'ins-

tance, de l'indemnité journalière, des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires.

En ce qui concerne les frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, le juge pourra les mettre à la charge du tiers auteur. Rien ne semble plus équitable. En effet, la victime, en actionnant le tiers, a pour but d'obtenir la réparation totale du préjudice qui lui est causé ; et, si le salaire qu'il n'est plus apte à gagner est remplacé par la rente, le préjudice total ne sera pas encore réparé s'il faut que la victime paye elle-même les médicaments et les frais de médecin occasionnés par l'accident.

Mais l'article 7 nouveau comprend encore dans les indemnités que le tiers pourra être condamné à payer à la victime, l'indemnité journalière, (Autres indemnités).

L'indemnité dont il s'agit ici est l'indemnité journalière de demi-salaire qui doit être servie à la victime jusqu'au jour de la consolidation de la blessure ; il semble alors qu'il y ait double emploi, ou tout au moins que cette disposition n'ait pas lieu d'être appliquée quand la victime, ayant actionné le tiers, a obtenu, sous forme de rente, la réparation totale du préjudice qu'elle a subi. L'ouvrier touchera en effet sa rente du jour de l'accident, et on ne voit pas quel intérêt il aurait à demander la condamnation contre le

tiers au versement d'une indemnité journalière de demi-salaire qui ne le dédommagerait qu'imparfaitement du préjudice qu'il a subi.

Mais, si cette indemnité de demi-salaire a été versée par le patron à la victime, et si la victime n'a pas intérêt évident à faire condamner le tiers au paiement de cette indemnité pour en décharger le patron, ce dernier, dont l'intérêt est en jeu, pourra intervenir sur l'instance pour en obtenir condamnation contre le tiers.

ARTICLE 11

Déclaration des accidents.

TEXTE ANCIEN

—

Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal.

Cette déclaration doit contenir les noms et adresses des témoins de l'accident. Il y est joint un certificat du médecin indiquant

TEXTE NOUVEAU

—

Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

La déclaration et le pro-

l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La même déclaration pourra être faite par la victime ou ses représentants.

Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin est remis par le maire au déclarant.

Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

cès-verbal doivent indiquer, dans la forme réglée par décret, les nom, qualité et adresse du chef d'entreprise, le lieu précis, l'heure et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise doit déposer à la mairie, qui lui en délivre immédiatement récépissé, un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident, et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif

La déclaration d'accident pourra être faite dans les mêmes conditions par la victime ou ses représentants jusqu'à l'expiration de l'année qui suit l'accident.

Avis de l'accident, dans

les formes réglées par décret, est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi

L'article 11 est un de ceux qui ont été le plus profondément modifiés par la loi de 1902.

Nous étudierons ces modifications dans l'ordre où elles se présentent dans le nouveau texte.

1° *Exemption des dimanches et jours fériés du délai imprati pour la déclaration des accidents de travail. Délivrance immédiate d'un récépissé de déclaration.*

Les dimanches et jours fériés ne comptent plus dans le délai fixé par la loi de 1898 pour la déclaration des accidents de travail; et un récépissé doit être délivré immédiatement au déclarant par le maire de la commune qui reçoit la déclaration.

En modifiant le calcul du délai pendant lequel la déclaration doit être faite, la loi n'a pas changé la nature des accidents qui doivent faire l'objet de cette déclaration. L'ancien texte portait : « Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail » ; le nouveau texte est aussi général, et il en résulte que tout accident, quelle que soit sa gravité, doit être déclaré dès qu'il est survenu dans le travail et à l'occasion du travail à un ouvrier employé dans une des industries visées par l'article 1^{er} de la loi.

Il est souvent difficile en effet de se rendre compte au premier abord des conséquences d'un accident aux apparences souvent bénignes : telle égratignure s'envenimant pourra, par la suite, acquérir un degré de gravité que, quarante-huit heures après l'accident, il eût été quelquefois difficile de soupçonner.

La loi de 1898, à ce point de vue, avait marqué une innovation sur les lois des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893, en vertu desquelles, aux termes des deux règlements d'administration publique pris pour l'exécution de ces lois les 21 avril et 20 novembre 1893, la déclaration n'était exigée que pour les accidents ayant entraîné une incapacité de travail d'au moins trois jours.

La circulaire adressée aux préfets le 21 août 1899 par le Ministre du Commerce, relativement à l'application de l'article 11 de la loi de 1898, donne d'ailleurs une interprétation de cette obligation à laquelle nous ne saurions rien ajouter.

« Sans aller jusqu'à soutenir que la déclaration devient obligatoire pour les accidents
« sans aucune gravité, n'exigeant, par exemple,
« qu'une interruption de travail de quelques heures, il est prudent d'indiquer aux chefs d'entreprise que leur propre intérêt leur commande, en cas de doute, de remplir la formalité de la déclaration. Même pour les accidents
« d'apparence d'abord insignifiantes, telle conséquence peut se développer ou telle complication survenir qui entraîne finalement une
« interruption de travail de plus de quatre jours.
« Dans ce cas, et si la déclaration n'a pas été
« au préalable et régulièrement effectuée dans
« le délai légal, le chef d'entreprise se trouvera
« de ce seul fait constitué en faute et passible
« d'une pénalité.

« S'il se rencontrait, au contraire, qu'un accident, n'ayant entraîné sur-le-champ aucune
« interruption de travail, aboutisse directement
« à une incapacité de travail ultérieure, le chef
« d'entreprise n'aurait évidemment pas à se

« reprocher alors l'absence de déclaration, et le
« délai imparti pour la faire ne devrait courir à
« son encontre qu'à partir du jour où se produi-
« rait l'incapacité de travail effective.

La loi de 1902 n'a pas davantage modifié la durée du délai pendant lequel la déclaration doit être faite ; ce qu'elle a changé, c'est la façon de calculer ce délai en excluant de sa durée les dimanches et jours fériés, que la loi de 1898 n'avait pas écartés.

Sous le régime de la loi de 1898, la situation du chef d'entreprise était excessivement difficile ; il lui était le plus souvent presque complètement impossible de faire la déclaration dans le délai qui lui était imparti. Le délai de quarante-huit heures courait d'heure à heure, le texte de l'article 11 ne prêtant à aucun tempérament. (Circulaire précipitée.)

« Si l'on tient compte du temps d'ouverture
« relativement restreint de certaines mairies
« dans les petites communes, on voit que les
« chefs d'entreprise avisés devront presque tou-
« jours se préoccuper de se procurer, le jour
« même de l'accident, les éléments de déclara-
« tion et le certificat qui la complète nécessaire-
« ment.

« Il se produira même assez souvent que
« l'un des deux jours impartis sera un di-

« manche. Malgré les difficultés que cette coïncidence peut impliquer au point de vue de la réception des déclarations dans les mairies, et aussi de la recherche préalable des certificats médicaux, il faut constater que le texte de l'article 11 ne se prête à aucun tempérament. »

Le législateur de 1902 a sagement agi en prolongeant le délai de déclaration en raison des dimanches et jours fériés, pendant lesquels il sera suspendu et après lesquels il reprendra son cours.

Le nouveau texte du § 1^{er} exige en plus de l'ancien, que le maire de la commune qui reçoit la déclaration, en délivre *immédiatement* récépissé. Cette délivrance de récépissé était bien prescrite par la loi de 1898, article 11, § 5 ; mais le législateur de 1902, en y ajoutant le mot « immédiatement », a manifesté sa volonté que ce récépissé fût délivré sans délai.

Si cette déclaration était faite après l'expiration du délai prescrit par la loi, le maire ne serait pas juge de son retard et devrait, en toute circonstance, l'accepter et délivrer un récépissé. Bien entendu cette réception tardive ne déchargerait pas le chef d'entreprise des pénalités que la loi attache à toute déclaration de ce genre.

2° Multiplicité des mentions que doivent contenir la déclaration et le procès-verbal.

Le § 2 de l'article 11 de la loi de 1898 s'était borné à exiger sur la déclaration les noms et adresses des témoins de l'accident. L'insuffisance de ces renseignements ne tarda pas à se faire sentir. Bientôt apparut la nécessité qu'il y avait à ce que cette déclaration, pièce initiale de la procédure, dont elle était en quelque sorte la base, fût plus détaillée sur les qualités des déclarants et sur les causes de l'accident.

De plus, même si elle contenait les renseignements prescrits par la loi de 1898, la liberté de rédaction dont jouissaient ceux qui les recevaient entraînait des omissions ou des amplifications regrettables.

Un décret du 23 mars 1902, relatif à l'exécution des articles 11 et 12, est venu mettre un terme à ce manque d'uniformité ; les modèles qu'il consacre sont obligatoires et une concordance exacte dans les termes existe maintenant entre la déclaration faite par le patron et le procès-verbal dressé par le maire.

En plus des noms et adresses des témoins, la déclaration et le procès-verbal devront contenir le nom, qualités et adresse du chef d'entreprise, les circonstances dans lesquelles s'est produit l'accident, la nature des blessures ; ce

décret prescrit en outre l'indication de l'engin, du travail ou du fait qui a occasionné l'accident, de la nature des blessures avec la mention du décès, s'il est survenu, du titre et du siège du syndicat de garantie de la société d'assurances ou de la compagnie à primes fixes qui assure le chef d'entreprise ou la mention qu'il n'y a pas d'assureur.

Le caractère obligatoire de ces indications résulte de la circulaire du ministre du commerce du 23 mars 1902.

« Elles sont strictement obligatoires pour le
« déclarant, qui ne peut se dispenser de les
« fournir intégralement et dans la forme pres-
« crite. Les tempéraments qu'admettait ma cir-
« culaire du 21 août 1899 et la condescendance
« des mairies à recevoir des déclarations in-
« complètes ou différentes du modèle régle-
« mentaire ne seraient plus admissibles main-
« tenant que le contenu et la forme même des
« déclarations se trouvent déterminés par le
« législateur lui-même ou en vertu de sa délégation spéciale. »

Ces prescriptions ont reçu leur application à partir du 1^{er} mai 1907.

On ne saurait reprocher au législateur ces exigences, qui ont eu l'heureux résultat de substituer à des pièces le plus souvent disparates

des documents uniformes et remplis d'indications indispensables.

3° *Certificat médical.*

Une réforme importante a été introduite par la loi de 1902 dans l'article 11 de la loi de 1898 en ce qui concerne la production du certificat médical :

La loi de 1898 obligeait le déclarant à joindre à sa déclaration un certificat médical indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et la date à laquelle le médecin pouvait prévoir que la blessure aurait un caractère définitif.

Le certificat médical étant le complément indispensable de toute déclaration, le chef d'entreprise était obligé d'en faire délivrer un, même pour les petits accidents qui, le plus souvent, n'exigeaient pas des soins médicaux assidus et, par conséquent, ne devaient par la suite donner droit à aucune indemnité.

En disposant que, dans les quatre jours qui suivent l'accident, et seulement dans le cas où la victime n'a pas repris son travail, le patron devra produire ce certificat médical, le législateur a voulu exonérer le chef d'entreprise d'une obligation coûteuse et inutile. Lorsque, par suite de l'accident, l'ouvrier aura été empêché pendant quatre jours de reprendre son travail, il sera

présumable que la blessure présente un certain degré de gravité, et l'obligation à la charge du chef d'entreprise aura sa raison d'être ; la loi ne parle pas de prolongation de ce délai de production de ce certificat en raison des dimanches et jours fériés.

Dans le silence de la loi, ce bénéfice de prorogation de délai ne peut être appliqué à la production du certificat médical¹.

Il va sans dire que, si le chef d'entreprise le juge utile, il pourra déposer un certificat médical à l'appui de toute déclaration en même temps que cette dernière.

Naturellement, le certificat déposé après la déclaration devra contenir les indications prescrites par l'article 11 § 3. Un récépissé spécial en constatera le dépôt, alors que, sous la loi de 1898, un seul récépissé était délivré pour la déclaration et le certificat médical.

Dans sa circulaire du 23 mars 1902, le Ministre du Commerce signale les imperfections relevées dans la plupart des certificats médicaux, et engage les chefs d'entreprise à les faire libeller conformément aux prescriptions de l'art. 11 ; car, en cas d'irrégularité, les sanctions édictées par l'article 14 leur seraient applicables.

De même que les maires ne sont pas juges

1. Circulaire du Garde des Sceaux, 11 juillet 1902.

de la validité des déclarations faites tardivement ou ne répondant pas exactement aux exigences de la loi, de même ils ne sauraient avoir le droit de refuser de recevoir un certificat déposé tardivement ou ne contenant pas les prescriptions légales. Ils s'attribueraient, en effet, un rôle de juge que la circulaire de 1902 leur refuse ; ils pourront éclairer les parties, requérir au besoin l'application des pénalités de l'article 14, mais ils ne pourront se substituer au juge, qui seul doit statuer».

4° Limitation du délai légal pendant lequel la victime ou ses représentants peuvent faire la déclaration de l'accident.

L'ancien article 11 de la loi de 1898 § 4 reconnaît à la victime ou à ses représentants, le droit de faire la déclaration de l'accident. En cas de négligence de la part du patron, l'ouvrier pouvait donc en remplir les formalités.

Pour le patron, il y a là une obligation ; pour l'ouvrier, il n'y a qu'une faculté ; mais il est évident qu'il a intérêt à en user ; cette déclaration devra, dit le texte de la loi de 1902, être faite dans les mêmes conditions que celle du chef d'entreprise, c'est-à-dire, notamment, que l'ouvrier devra également déposer un certificat à l'appui de sa déclaration.

La principale innovation de la loi de 1902 en

cette matière a été de fixer un délai, alors que la loi de 1898 n'en comportait aucun, et que la circulaire du 21 août 1899 reconnaissait que « la déclaration facultative de la victime ou de « ses représentants n'était assujettie à aucune « limitation de délai. » Ce délai sera d'un an à dater de l'accident ; l'année expirée, la victime sera irrecevable à la faire.

5°. *Avis à donner par le maire à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur des mines selon des formes réglées par décret.*

La fin de l'article 11 porte deux modifications. L'ancien paragraphe correspondant de la loi de 1898 prescrivait que l'avis de l'accident devait être donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

Le nouvel alinéa a supprimé l'intermédiaire de l'inspecteur divisionnaire du travail, et tout accident déclaré donnera lieu à la transmission d'un avis, soit à l'inspecteur départemental, soit à l'ingénieur ordinaire des mines, sous la distinction établie par la circulaire du 21 août 1899, à savoir que devront être transmis aux agents des mines exclusivement les avis d'accidents survenus dans les mines, minières et carrières ou les dépendances légales ou les accidents

déclarés comme provenant d'appareils à vapeur, pourvu que ces appareils ne se trouvent pas en service dans l'enceinte des chemins de fer.

Tous les autres avis devront être transmis à l'inspecteur départemental du travail.

Le nouvel alinéa porte en outre qu'avis de l'accident sera donné dans les formes réglées par décret, et cette forme a été établie par le décret du 23 mars 1902.

Le rôle du maire au sujet de cette transmission et le délai de transmission ont été également déterminés par une circulaire du ministre du Commerce du 22 mars 1902, dont nous extrayons le passage suivant :

« Il y aura lieu d'appeler particulièrement
« l'attention des maires sur l'obligation qui
« leur est faite d'indiquer sur l'avis la durée
« probable d'incapacité de travail, d'après les
« énonciations du certificat médical, en les invi-
« tant à mettre le plus de précision possible
« dans ce renseignement, qui peut utilement
« guider l'action du service de l'inspection.

« En vue d'alléger tout ensemble le travail
« des maires et celui des inspecteurs, la trans-
« mission d'avis au service de l'inspection ne
« sera d'ailleurs effectuée que pour les seuls
« accidents ayant été suivis de décès ou ayant
« donné lieu à production de certificat médical.

« Cette transmission doit se faire dans le
« même délai que celle de l'avis au juge de paix,
« c'est-à-dire dans les vingt-quatre heures qui
« suivent le dépôt du certificat et, en tout cas,
« au plus tard dans les cinq jours qui suivent
« la déclaration de l'accident. »

ARTICLE 12

*Enquête. Frais et émoluments avancés par le Trésor
aux Juges de paix et à leurs greffiers.*

TEXTE ANCIEN

—

Lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et le certificat médical au juge de paix du canton où l'accident s'est produit.

Dans les vingt-quatre heures de la réception de cet avis, le juge de paix

TEXTE NOUVEAU

—

Dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat, et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident, le maire transmet au juge de paix du canton où l'accident s'est produit la déclaration et soit le certificat médical, soit l'attestation qu'il n'a pas été produit de certificat.

Lorsque, d'après le certificat médical produit en

procède à une enquête à l'effet de rechercher :

1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;

2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent ;

3° La nature des lésions ;

4° Les ayants droits pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité ;

5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes.

exécution du paragraphe précédent ou transmis ultérieurement par la victime à la justice de paix, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle de travail, ou lorsque la victime est décédée, le juge de paix, dans les vingt-quatre heures, procède à une enquête à l'effet de rechercher :

1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;

2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent, le lieu et la date de leur naissance ;

3° La nature des lésions ;

4° Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité, le lieu et la date de leur naissance ;

5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes ;

6° La société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise était assuré ou le

syndicat de garantie auquel il était affilié.

Les allocations tarifées pour le juge de paix et son greffier en exécution de l'article 29 de la présente loi et de l'article 31 de la loi des finances du 13 avril 1900 seront avancées par le Trésor.

La première modification apportée par la loi de 1902 au texte de l'article 12 porte sur la transmission au juge de paix, par le maire, de la déclaration d'accident et du certificat médical.

Le rôle du maire n'est pas terminé par la transmission de l'avis prescrite par l'article 11 que nous venons de voir.

Le juge de paix du canton où l'accident s'est produit doit être tenu au courant du contenu des pièces dressées et reçues par le maire. Sous l'empire de la loi de 1898, le maire ne devait transmettre au juge de paix la copie de la déclaration et le certificat médical que si ce dernier constatait que la blessure de l'accidenté paraissait devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, à plus forte raison si la mort s'était déjà produite.

Le législateur de 1898 avait subordonné l'envoi de ces pièces au juge de paix à la gravité

de l'accident, voulant ainsi ne pas compliquer la tâche des juges de paix et ne pas les encombrer de pièces relatives à des accidents trop peu graves pour avoir une suite judiciaire.

Mais, en déchargeant les juges de paix, le législateur avait donné aux maires un pouvoir d'appréciation trop étendu, dans le cas où le certificat n'était pas affirmatif sur les conséquences de l'accident: le maire offrait-il des garanties de compétence suffisantes pour pouvoir, alors que l'homme de l'art avait cru devoir réserver son opinion, décider qu'il était en présence d'une incapacité permanente ou seulement temporaire ?

De plus, dans le cas où ce pouvoir d'appréciation était retiré au maire par la déclaration dans le certificat du caractère temporaire de l'incapacité, ne pouvait-il pas être utile de transmettre quand même ce certificat au juge de paix, devant lequel plus tard des difficultés pouvaient surgir au sujet du règlement de l'indemnité journalière ? Dans ce cas, le juge de paix, lorsque les parties se présentaient devant lui, n'ayant pas reçu communication du certificat médical et de la déclaration, ignorait les données élémentaires de la cause.

N'y avait-il pas lieu de décharger le maire de la responsabilité d'appréciation et de le rem-

placer dans ce rôle par le juge de paix qui, accoutumé à la discussion des actions relatives aux accidents de travail, était plus à même d'apprécier les termes des certificats médicaux ?

Les inconvénients causés par les pouvoirs d'appréciation étendue dont le maire usait, ont été signalés à la Chambre des députés par M. Mirman dans son rapport le 14 mai 1901, et le rapporteur ajoutait :

« Il est, croyons-nous nécessaire, que le
« rôle des maires soit réduit et simplifié dans
« tous les cas, quel que soit l'accident, quelque
« suite qu'il doive avoir, de quelque façon que
« s'exprime le certificat médical, et même si au-
« cun certificat médical n'a été produit, le
« maire, d'après notre nouveau texte, devra
« transmettre : 1^o la déclaration, 2^o le certificat
« médical ou, à défaut, l'attestation qu'aucun
« certificat médical ne lui a été présenté.

C'est dans ce sens que le paragraphe 1^{er} de l'article 12 a été modifié : les maires dorénavant n'auront plus le pouvoir d'apprécier l'utilité de la transmission ; elle leur est imposée, dans tous les cas, même s'il n'y a pas de certificat médical, sauf à attester dans l'avis cette absence de certificat. (Circulaire ministérielle du 23 mars 1902.)

De plus la loi a pris soin de spécifier le délai d'envoi de ces pièces, qui doivent être transmises dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat, et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident.

De même que le maire n'est pas juge de la validité d'une déclaration tardive, le retard apporté dans cette déclaration ou dans le dépôt du certificat ne lui permet pas d'en différer l'envoi, et il devra les faire parvenir au Juge de paix aussitôt qu'il les aura reçus.

DEUXIÈME MODIFICATION. — *Pouvoir d'appréciation donné au juge de paix sur l'utilité ou l'inutilité de l'enquête.*

Nous en avons fini avec le rôle du maire, et nous sommes maintenant devant le Juge de paix, dont le rôle commence à la transmission des pièces par le maire.

« L'enquête, dit le Ministre de la Justice
« dans sa circulaire du 10 juin 1899, a une
« grande importance : elle servira de base au
« règlement amiable ou judiciaire qui inter-
« viendront ultérieurement entre le chef d'en-
« treprise et la victime » ; aussi ne faut-il pas
s'étonner de ce que le législateur ait cru devoir tracer d'une façon détaillée le rôle du Juge de paix qui va y procéder.

Ce dernier, à la réception des pièces qui lui ont été transmises par le maire, prendra connaissance de leur contenu, et spécialement du certificat médical, et lorsque, d'après ce certificat médical, l'accident lui paraîtra devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, ou lorsque la victime sera décédée, il devra procéder à une enquête.

Le pouvoir d'appréciation du caractère de l'accident passe donc du maire au juge de paix, puisque maintenant, dans tous les cas, les pièces sont transmises à ce dernier.

Remarquons que cette substitution se justifie entièrement en raison de la compétence et de la situation du Juge de paix, et que, de plus, il n'y aura pas à craindre de leur part la négligence que l'on pouvait redouter des maires. Dès que les Juges de paix reconnaîtront que l'enquête s'impose, ils feront toutes diligences pour y procéder, poussés qu'ils y seront par la rémunération de leur travail, que leur assure l'article 12 *in fine*.

Ainsi donc, le juge de paix ouvrira l'enquête, selon le caractère que semblera revêtir la blessure de la victime, d'après les appréciations du certificat médical.

Il résulte des termes de l'article 12 que, dans le cas où le certificat produit conclurait nette-

ment à une incapacité temporaire, il n'y aurait pas lieu à enquête. Mais le certificat médical déposé par le chef d'entreprise peut être contesté par la victime, qui pourra déclarer l'accident et déposer un certificat médical rédigé par un médecin qu'elle aura choisi. Ces pièces seront également transmises au juge de paix, qui devra procéder à une enquête, bien que le certificat produit par le patron ne semble pas attribuer à l'accident la même gravité que celui déposé par l'ouvrier.

Le paragraphe 2 de l'article 12 prévoit une autre hypothèse ; il s'agit du cas où le certificat médical a été produit par la victime au juge de paix dans les circonstances suivantes. L'accident a paru tout d'abord sans gravité ; la déclaration et le certificat portaient que l'incapacité en résultant serait temporaire. Aux termes de la loi, il n'y aura pas alors d'enquête. Puis, plus tard, les conséquences de l'accident s'aggravent, et un nouveau certificat médical constate que l'incapacité est permanente : c'est un certificat intervenant dans ces conditions que l'article 12 permet de transmettre directement au juge de paix sans l'envoyer au maire, et l'enquête devra être ouverte sur ce nouveau certificat.

En un mot il y aura lieu à enquête lorsque le caractère grave de la blessure résultera,

soit du certificat médical déposé par le chef d'entreprise lors de la déclaration soit du certificat médical déposé postérieurement par la victime lors de sa déclaration, soit du certificat médical transmis ultérieurement par la victime par envoi direct au juge de paix. Nous croyons également qu'il y aura pour le juge de paix obligation de procéder à l'enquête quand le médecin ne se sera pas prononcé sur les conséquences de l'accident, et même quand le juge de paix, n'ayant pas reçu de certificat médical ou même de déclaration, aura appris que la victime est décédée ou atteinte d'incapacité permanente, en provoquant la déclaration et le dépôt d'un certificat médical.

3° *Points sur lesquels doit porter l'enquête.* — La loi de 1898 faisait porter l'enquête sur cinq points. La loi de 1902 a maintenu ces cinq chefs ; mais les renseignements que le juge de paix doit recueillir ont été encore précisés par notre loi, et le magistrat devra en outre rechercher le lieu et la date de naissance de la victime, le lieu et la date de naissance des ayants droit, la société d'assurances à laquelle le chef d'entreprise peut être assuré ou le syndicat de garantie auquel il est affilié.

4° *Avances faites par le Trésor des allocations tarifées pour le juge de paix et son greffier, en exécu-*

tion de l'article 29 de la loi de 1902 et de l'article 31 de la loi de finances du 13 avril 1900. Cette partie de l'article 12 a été ajoutée par la loi de 1902.

Aux termes de l'article 14 de la loi du 10 juillet 1901 sur l'assistance judiciaire, les frais de transport des juges, des officiers ministériels et des experts, les honoraires de ces derniers, les taxes des témoins dont l'audition a été autorisée par le tribunal ou le juge et, en général, tous les frais dus à des tiers non officiers ministériels sont avancés par le Trésor, conformément à l'article 118 du décret du 18 juin 1811. Cet article ne parle pas des émoluments des officiers ministériels, de telle sorte que, pour en être payés, les officiers ministériels devaient attendre l'issue du procès, et n'avaient d'espoir de recouvrer leurs émoluments que dans le cas où l'adversaire de leur client succombait, à moins que les parties ne se soient conciliées, auquel cas, conformément à l'article 31 de la loi de finances du 13 avril 1900, l'administration de l'enregistrement et des domaines procédait contre l'adversaire de la victime comme s'il était condamné, et poursuivait le recouvrement des droits fixes et émoluments des greffiers et des officiers ministériels relatifs à l'enquête et à la conciliation ; de sorte que, si

l'assisté perdait son procès, s'il décédait sans ayants droit ou si un accord intervenait autrement que devant le président du tribunal, il y avait une perte presque certaine pour les officiers ministériels.

On avait proposé de mettre ces frais à la charge du chef d'entreprise (amendement Colliard), même lorsque l'enquête n'avait pas été suivie d'une conciliation devant le président ou d'un jugement. Mais la Chambre repoussa cet amendement ; il était, en effet, inadmissible de faire supporter au chef d'entreprise les frais d'une enquête faite d'office, lorsqu'elle n'a même pas été suivie de tentative de conciliation : ces frais devaient logiquement être mis à la charge du Trésor, puisque l'enquête était faite d'office par l'autorité judiciaire.

C'est ainsi que fut voté par la Chambre, le 30 mai 1901, l'amendement de Ramel : « Les « frais exposés par le juge de paix et son « greffier seront avancés par le Trésor. » Mais cet amendement ne portait que des frais exposés par le juge de paix et le greffier. Il semblait en résulter que les honoraires des greffiers, tarifés par les décrets du 5 mars 1899 et du 31 mai 1900, n'y étaient pas compris ; de plus, en vertu de la loi de finances du 13 avril 1900, les greffiers ont droit à des émoluments pour déli-

vance d'actes que l'amendement ne semblait pas englober.

Aussi en vint-on au texte actuel, aux termes duquel les allocations tarifées pour le juge de paix et son greffier, en exécution de l'article 29 de la loi de 1902 et de l'article 31 de la loi de finances du 13 avril 1900, seront avancées par le Trésor.

Ces allocations consistent en frais de transport et indemnités aux juges de paix et aux greffiers pour leur assistance à l'enquête et aux divers actes qu'elle peut occasionner.

Les avances du Trésor donnent aux juges de paix et aux greffiers une situation privilégiée sur les autres officiers ministériels. Le texte de l'article 12 ne parle, en effet, que des allocations tarifées pour eux.

Les officiers ministériels n'auront que le droit que leur accorde l'article 31 de la loi des finances du 13 avril 1900 aux émoluments pour délivrance d'actes visés par l'article 29 de la loi du 9 avril 1898. Cet article 31 porte en outre qu'en cas de conciliation devant le président du tribunal, les officiers ministériels bénéficieront d'un exécutoire de dépens délivré, à l'administration de l'Enregistrement et des Domaines, contre l'adversaire de l'assisté; cet exécutoire comprend les droits, frais et émoluments dus aux greffiers

et aux officiers ministériels à l'occasion de l'enquête préalable et de la conciliation; de sorte que, en cas de désistement ou d'échec de la demande de la victime, de décès sans ayants droit, les officiers ministériels autres que les greffiers devront renoncer presque inévitablement à leurs émoluments.

Les juges de paix et greffiers jouissent d'une situation privilégiée grâce aux avances du Trésor: une réforme semble s'imposer, sur ce point, dans l'intérêt des avoués et des huissiers qui ont prêté leur ministère aux accidentés.

ARTICLE 17.

Appel. — Expertises médicales

TEXTE ANCIEN

TEXTE NOUVEAU

Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois, l'appel devra être interjeté dans les quinze jours de la date du jugement s'il est contradictoire, et, s'il est par défaut, dans la quinzaine

Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois, l'appel, sous réserve des dispositions de l'article 449 du Code de procédure civile, devra être interjeté dans les trente jours de la date

à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable, en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

du jugement s'il est contradictoire, et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable, en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

Toutes les fois qu'une expertise médicale sera ordonnée, soit par le juge de paix, soit par le tribunal ou par la cour d'appel, l'expert ne pourra être le médecin qui a soigné le blessé, ni un médecin attaché à l'entreprise ou à la société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise est affilié.

Des deux changements introduits dans l'article 17 de la loi de 1898 par celle de 1902, le

premier porte sur le délai d'appel ; le second, qui constitue une addition à l'ancien texte, limite le choix de l'expert, qui devra être nommé par le Juge de paix, le Tribunal ou la Cour d'appel, lorsqu'une expertise médicale aura été ordonnée.

1° *Délai d'appel.* — La rédaction de l'ancien § 1^{er} de l'article 17 de la loi de 1898 avait donné lieu à des difficultés d'interprétation sur le point de savoir si l'article 449 du Code de procédure civile, qui déclare non recevable tout appel de jugement non exécutoire par provision, interjeté dans la huitaine qui suit le jugement, était applicable à notre matière.

Système de l'affirmative. — L'article 17 de la loi de 1898 déclare que les jugements rendus en vertu de cette loi sont susceptibles d'appel dans les formes du droit commun ; pour y déroger il faut un texte formel, aussi bien en matière d'accidents du travail qu'en toute autre matière ; il faut éviter que le perdant, sous le coup de la déception que lui occasionnera la perte de son procès, puisse interjeter appel sans avoir le temps de la réflexion que lui impose l'article 449. Celui-ci demeure applicable, le législateur de 1898 n'ayant pas manifesté d'intention contraire.

Système de la négative. — Contre le système précédent, basé sur une application rigoureuse

des principes du droit, s'est élevé un autre système consacré par un grand nombre d'arrêts et plus particulièrement par la Chambre civile de la Cour de cassation les 3 février et 17 mars 1902.

Au point de vue juridique ce deuxième système est basé sur les considérations suivantes :

Lorsque la loi réduit la durée du délai d'appel, par exemple en matière d'ordre et de contribution, de saisie immobilière, ou de référé, on admet généralement que l'article 449 n'est pas applicable, et que, par conséquent, l'appel peut être porté dans la huitaine.

Il doit en être de même en matière d'accident de travail, où le législateur a réduit le délai d'appel en le ramenant à quinze jours au lieu de deux mois.

De plus, voyons les conséquences de l'application de l'article 449 à la matière des accidents du travail.

L'ouvrier, si le jugement n'est pas exécutoire par provision, aura quinze jours pour porter appel, et, pendant huit jours, il ne pourra user de cette voie de recours, de sorte qu'il ne lui restera que sept jours utiles.

En fait, avec le système précédent, la victime se trouvait pour ainsi dire dans l'impossibilité d'attaquer le jugement faute de temps ; c'est à

peine si, en n'appliquant pas l'article 449, l'ouvrier aurait pu, dans le délai de quinze jours, remplir les formalités qui étaient nécessaires pour porter l'appel, à plus forte raison, si on le déclare applicable.

Avant de porter l'appel, la victime, en effet, doit connaître le jugement qu'elle veut faire réformer ; à cette fin, il lui faudra en avoir reçu une expédition dont la délivrance nécessitera quelques jours.

De plus, avec la loi de 1898, le bénéfice de l'assistance judiciaire ne s'étendait pas de plein droit à l'acte d'appel ; l'ouvrier était donc obligé de demander l'assistance judiciaire, ce qui nécessite une réunion et une décision du bureau d'assistance judiciaire ; de telle sorte qu'il obtiendra ce bénéfice quand le délai sera expiré, à moins qu'il ne paye de ses propres deniers l'exploit d'appel : cette dépense lui aurait été évitée, s'il avait eu le temps voulu pour solliciter le bénéfice de l'assistance judiciaire.

Cette diversité d'interprétation appelait une réforme que le législateur de 1902 a introduite en conciliant les conclusions des deux systèmes que nous venons d'exposer. Il a donné satisfaction au premier système en déclarant que l'article 449 serait applicable tant que le jugement serait contradictoire et non exécutoire par pro-

vision : il faut que l'appelant réfléchisse ; il a donné satisfaction au deuxième système en reconnaissant que le délai qui restait ainsi à l'intéressé était insuffisant, et en décidant que le délai d'appel ne serait plus de quinze jours, mais d'un mois.

Il faut donner à l'ouvrier non plus le temps de remplir les formalités nécessaires pour l'obtention de l'Assistance judiciaire, il l'a de plein droit (loi de 1902, art. 22), mais de prendre connaissance du dispositif du jugement qui le déboute ou ne lui donne pas entière satisfaction et éviter un appel inconsidéré.

Ce délai part, ainsi que le porte l'article 17, du jour du jugement ; une proposition de M. Goujon, du 18 décembre 1900, tendait à lui donner comme point de départ le jour de la signification du jugement ; le promoteur de l'amendement exposait que seule la signification du jugement avait pour résultat de faire connaître à l'ouvrier la décision du tribunal.

M. Mirman a répondu à cette objection de la façon suivante : « Cet acte de signification
« entraîne d'encombrantes et coûteuses forma-
« lités : il faut lever la grosse, signifier à avoué,
« signifier à partie ; il faut entrer dans le détail
« d'une procédure lente et compliquée. Le légis-
« lateur a pris de tels soins pour organiser, en

« ce qui touche ces affaires d'accidents du tra-
« vail, une procédure plus simple, que votre
« commission n'a pas voulu altérer ce carac-
« tère de simplification qui marque si heureuse-
« ment la loi actuelle ; elle a pensé qu'elle arri-
« verait plus heureusement au but qu'avec la
« proposition de M. Goujon ; elle croit néces-
« saire d'attendre en gardant le même point de
« départ pour le délai, qui serait alors prolongé
« de quinze jours à un mois ; ainsi, selon elle,
« seraient conciliés, au mieux des intérêts de
« chacun, et les exigences de la pratique et le
« désir si légitime de réduire au minimum la
« durée de ces procès. »

La loi de 1902 n'a rien changé en ce qui concerne les jugements par défaut, qui demeurent susceptibles d'opposition, comme sous la loi de 1898, pendant les quinze jours qui suivent la signification du jugement à partie, au cas de jugement par défaut contre partie, et par application de l'article 157 du Code de procédure civile pendant les huit jours qui suivent la signification à avoué, en cas de défaut contre partie ayant un avoué.

La loi de 1902 a également conservé sans modification la disposition de l'article 17 qui met la Cour d'appel en demeure de statuer dans le mois de l'acte d'appel et cette mesure de

célérité prise par le législateur donne la faculté aux parties de se pourvoir en Cassation.

Enfin, un alinéa a été ajouté au texte de l'article 17, concernant le choix du médecin expert, quand le juge de paix, le Tribunal ou la Cour d'appel ordonneront une expertise médicale pour s'éclairer sur l'état de la victime, le médecin ne pourra être celui qui a soigné le blessé ou un médecin attaché à l'entreprise ou à la société d'assurances à laquelle le chef de l'entreprise est affilié.

Par cette disposition, le législateur a voulu sauvegarder les intérêts de l'ouvrier ; elle fut proposée par MM. Defontaine, Lamendin, Basly et Andrieu dans les termes où elle a été introduite dans la loi de 1902, et fut votée par la Chambre et le Sénat sans discussion. Il y a lieu d'étendre cette obligation en cas d'expertise ordonnée par le président du tribunal statuant en référé. (Paris, 25 juillet 1902.)

ARTICLE 18

Prescription. — Dispositions relatives aux instances suivies contre les départements et les communes.

TEXTE ANCIEN

TEXTE NOUVEAU

—
L'action en indemnité

—
« L'action en indemnité

prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident.

prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident, ou de la clôture de l'enquête du juge de paix, ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire.

« L'article 55 de la loi du 10 août 1871 et l'article 124 de la loi du 5 avril 1884 ne sont pas applicables aux instances suivies contre les départements ou les communes, en exécution de la présente loi. »

Prescription annale établie par le législateur de 1898. — En fixant le point de départ du délai à l'expiration duquel la victime se verrait forclose du droit d'intenter une action en indemnité contre le patron, le législateur de 1898 avait à tenir compte tout à la fois et de l'intérêt du chef d'entreprise et de celui de l'ouvrier.

Il n'était pas possible d'appliquer ici les délais de prescription du droit commun, variant entre 3 ans (action civile basée sur le délit d'homicide ou de blessures par imprudence) et 30 ans (action en indemnité basée sur l'article 1382 du Code civil).

Il était nécessaire, en effet, que les questions nées des accidents du travail fussent solutionnées dans le plus bref délai: « Il était nécessaire de ne pas laisser les chefs d'entreprise « sous le coup de réclamations tardives et par « par cela même suspectes; la présomption de « responsabilité qui pèse sur eux trouve sa « contre-partie dans une courte prescription. » (Circulaire du Garde des Sceaux du 10 juin 1899.)

Aussi le législateur de 1898, qui avait institué une procédure spéciale pour les accidents du travail, procédure expéditive eu égard aux intérêts engagés, a-t-il été amené à fixer une prescription spéciale permettant, dans sa pensée, à la victime d'exercer utilement son action en indemnité, et au chef d'entreprise d'être, dans un temps assez restreint, fixé sur la nature de la réparation à sa charge.

L'ancien article 18 fixe le délai de prescription à un an à dater du jour de l'accident.

Malgré les précautions prises par le législateur pour concilier tout à la fois les intérêts du patron et de l'ouvrier, l'annalité de la prescription a été vivement critiquée et a donné lieu, dans la jurisprudence chargée d'en faire l'application, à de nombreuses divergences.

On a reproché à ce délai d'un an, dont le point de départ remontait au jour de l'accident,

de ne pas donner à l'ouvrier tout le temps nécessaire pour obtenir satisfaction.

Une hypothèse a été faite par M. Julien Goujon, auteur d'un projet de réforme de l'article 18. Pour rare que soit sa réalisation, il suffit qu'elle puisse se produire pour que l'on ait à en tenir compte.

Il faut envisager, dit-il, en résumé, que la victime ne soit pas fixée sur l'action à intenter contre le chef d'entreprise. Elle hésitera entre l'action de droit commun de l'article 1382 et celle résultant de la loi de 1898, et, dans la crainte de ne pas réunir les conditions exigées par la loi de 1898, elle aura intenté une action basée sur l'article 1382. Puis, un an s'est écoulé depuis l'accident, et l'ouvrier, s'apercevant de son erreur, se réclame de la loi de 1898 ; on lui oppose alors la prescription de l'article 18, et alors que sa demande sera notoirement juste au fond, elle sera irrecevable, le délai étant expiré.

Dans sa réponse à cette objection, M. Mirman déclara que l'erreur se produisait le plus souvent en sens inverse, et que la victime, dans le doute, choisira la procédure de la loi de 1898, plus rapide et moins compliquée ; il ajoutait, en outre, — ce qui est plus discutable — que l'article 2246 du Code civil apportait un remède à cette situation, en déclarant que la citation en justice,

même devant un Tribunal incompétent, interrompait la prescription. Le délai d'un an recommençait à courir du jour où serait rendu le jugement d'incompétence.

Une autre hypothèse consiste à envisager la situation d'un ouvrier qui, en raison du service du demi-salaire qui lui a été fait et continué sans interruption pendant plusieurs mois, du certificat médical qui n'a fait aucune allusion à une incapacité permanente, a cru qu'il était atteint d'une incapacité temporaire. L'enquête n'a pas eu lieu ; mais, plus tard, des complications surviennent, et l'incapacité devient permanente. Berné pendant une année par l'assurance d'une guérison, l'ouvrier laisse passer le délai pendant lequel il a le droit d'exercer son action ; un désaccord éclate entre lui et le chef d'entreprise sur la fixation de la rente ; il va s'adresser à justice : sera-t-il forclos, et n'y aura-t-il pas une rigueur excessive à lui appliquer la prescription annale qu'il ne pouvait éviter, ignorant le caractère de sa blessure ?

En présence de ces difficultés, le législateur de 1902 n'a pas cru devoir prolonger le délai de prescription : on proposait un délai de 3 ans ; s'il avait été accepté le but de la loi de 1898 n'eût pas été atteint. Le règlement des indemnités ne doit pas pouvoir rester en sus-

pens trop longtemps, dans l'intérêt des parties et aussi dans le but de faciliter la tâche du juge saisi, qui doit rechercher et établir s'il y a entre l'accident et la blessure un lien de causalité incontestable.

Il restait au législateur une ressource, celle de donner à la prescription un point de départ différent de celui que lui assignait la loi de 1898.

C'est en ce sens que l'article 18 a été modifié, et que la prescription, restée annale, court du jour de l'accident ou du jour de la clôture de l'enquête de justice de paix ou de la cessation du paiement de l'indemnité journalière.

Avec cette innovation, les lenteurs de l'enquête ne pourront plus préjudicier à la victime, pas plus que le versement de l'indemnité journalière ne permettra aux compagnies d'assurances d'endormir la confiance de l'ouvrier ou d'abuser de son ignorance.

Jour de l'accident. — Cette date résultera de la déclaration passée par le patron ou ses représentants en vertu de l'article 11, avec faculté pour le chef d'entreprise d'en faire la preuve, à défaut de déclaration, par témoins et par présomptions.

Il peut arriver que l'accident très grave ait entraîné la mort en quelques jours ; les ayants droit n'ont pu se prétendre tels que de ce jour

du décès, qui sera le point de départ de la prescription.

Clôture de l'enquête du Juge de paix. — Cette date a été choisie comme point de départ de prescription pour faire cesser le préjudice qui résultait des retards que l'enquête pouvait subir, retards provenant soit du maire, soit du juge de paix, et qui pouvaient être cause que l'année s'était écoulée sans que la victime eût pu lancer son assignation : l'ouvrier était étranger à ce retard et il était injuste qu'il lui fût préjudiciable.

Cessation du paiement de l'indemnité temporaire. — En l'absence de toute disposition légale, l'effet du paiement de l'indemnité journalière avait été différemment interprété par les tribunaux. — Une première opinion y voyait une reconnaissance de dette qui interrompait le cours de la prescription ; une seconde opinion lui avait refusé ce caractère ; il fallait en tous les cas scruter l'intention du débiteur, et rechercher si, en la versant, il avait eu l'intention d'acquitter simplement une dette relative à une incapacité sans gravité dans la suite, ou s'il n'y avait vu que le prélude d'une rente prenant naissance à la consolidation de la blessure, ou par une décision judiciaire définitive.

Le service de l'indemnité journalière pen-

dant une année pouvait illusionner l'ouvrier sur la gravité de sa blessure, et l'amener à ne pas prévoir qu'il serait possible pour lui d'obtenir plus tard une rente, et qu'alors il serait trop tard.

L'interprétation sanctionnée par le législateur l'avait été déjà par la majorité des tribunaux : « Le paiement de l'indemnité journalière ne saurait être opposé à l'ouvrier à titre de prescription. »

Il reste toujours aux tribunaux le soin de déterminer quand commencera à courir la prescription, dans le cas où ces trois points de départ seraient en concurrence.

Il peut arriver notamment qu'un accident suivi d'incapacité permanente ait donné lieu au paiement de l'indemnité journalière et à une enquête. Prendra-t-on comme point de départ la cessation du paiement de l'indemnité journalière ou la clôture de l'enquête ? Le législateur n'ayant pas prévu le cas, il y a lieu d'appliquer le principe qui domine la matière et qui a motivé l'innovation de l'article 18, à savoir que le point de départ sera celui qui permettra à la victime d'exercer le plus tard possible son action en indemnité : la clôture de l'enquête, si elle intervient après la cessation de l'indemnité journalière ; la cessation du paiement de l'indem

nité journalière, si celle-ci continue à être servie après l'enquête, si, par exemple, l'enquête était close avant la consolidation de la blessure ¹.

Les règles de droit commun seront applicables en ce qui concerne le mode de calcul du délai (articles 2260 et 2261 du Code civil) et les causes d'interruption et de suspension (articles 2242 et suivants du Code civil). Sur les causes d'interruption d'ailleurs, cette solution, acceptée par plusieurs Cours d'appel (Rouen, 11 mars 1901 ; Paris, 12 juillet 1902 ; Rennes, 27 mai 1902), avait été préconisée par M. Mirman dans son rapport, où il s'exprimait ainsi : « Il ne
« faut pas oublier que la prescription peut être
« interrompue par les moyens de droit com-
« mun », et M. le Garde des Sceaux, dans sa circulaire du 22 août 1901, a confirmé cette opinion en déclarant que « la prescription d'un an
« édictée par l'article 18 de la loi de 1898 est
« susceptible d'interruption dans les termes du
« droit commun ».

Nous n'entrerons pas dans le détail des différentes solutions qui étaient nées dans la jurisprudence sur l'application à la prescription de la loi de 1898 des actes déclarés interruptifs ou

1. CABOUAT, *Réformes réalisées par la loi du 22 mars 1902*, p. 41.

des situations qui suspendaient la prescription en droit commun. Disons seulement que la plupart des grosses difficultés ont été résolues par la loi de 1902, qui a fixé le point de départ de la prescription à la clôture de l'enquête du juge de paix ou à la cessation du paiement de l'indemnité journalière.

C'est ainsi, par exemple, qu'il n'y a plus lieu de se demander, comme avant 1902, si la requête adressée par la victime au juge de paix pour le prier de procéder à l'enquête, la convocation à l'enquête et l'enquête elle-même rentrent dans la catégorie des actes émanant du créancier, et sont interruptifs de prescription, puisque, aux termes de notre loi, l'enquête est déclarée interruptive. C'est ainsi que la reconnaissance expresse ou tacite du droit de l'ouvrier par le chef d'entreprise, si elle intervient au cours de l'enquête, sera sans intérêt au point de vue de la prescription. De même, le législateur, ayant fixé le point de départ de la prescription à la cessation du paiement de l'indemnité temporaire, a fait disparaître une controverse très vive qui s'était élevée sur le point de savoir si ce paiement constituait une reconnaissance de dette de rente envers l'ouvrier, auquel cas elle était interruptive de prescription, sinon elle n'aurait pas empêché le patron de prescrire.

Dispense de mémoire dans les instances engagées contre le département ou les communes.

Le dernier alinéa de l'article 18 envisage la situation des ouvriers victimes d'accidents alors qu'ils travaillaient au compte des départements ou des communes.

« L'article 55 de la loi du 10 août 1871 et « l'article 124 de la loi du 5 avril 1884 ne sont « pas applicables aux instances suivies contre « les départements ou contre les communes en « exécution de la présente loi. »

Aux termes de l'article 55 de la loi du 10 août 1871, relative aux conseils généraux, et de l'article 124 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, aucune action judiciaire autre que les actions possessoires ne peut, à peine de nullité, être intentée contre un département ou une commune qu'autant que le demandeur a préalablement adressé au préfet un mémoire exposant l'objet et les motifs de sa déclaration ; il lui en est donné récépissé, et l'action ne peut être portée devant les tribunaux que deux mois après la date du récépissé, sans préjudice des actes conservatoires.

En l'absence d'un texte abrogeant ces dispositions, elles étaient demeurées applicables en notre matière, et un jugement du tribunal civil de la Seine, à l'occasion d'un accident survenu

sur les chantiers du Métropolitain et par conclusions présentées au nom de la Ville de Paris par le préfet de la Seine, a déclaré l'action de l'ouvrier non recevable pour défaut de mémoire préalable, l'a débouté de sa demande et condamné aux dépens.

Le législateur de 1902 a prononcé l'abrogation de cette disposition par l'addition finale faite à l'article 18 : la situation antérieurement faite à l'ouvrier était en contradiction avec le principe de la législation spéciale des accidents du travail, qui, nous avons déjà eu occasion de le signaler, a voulu que la procédure fût expéditive, et que toutes les victimes fussent, autant que possible, traitées sur un même pied d'égalité.

ARTICLE 20

Communication des pièces de procédure criminelle.

TEXTE ANCIEN

TEXTE NOUVEAU

Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

« Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre I^{er}.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

« Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre I^{er}.

« Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

« En cas de poursuites criminelles, les pièces de procédure seront communiquées à la victime ou à ses ayants droit.

« Le même droit appartiendra au patron ou à ses ayants droit. ».

C'est également par voie d'addition au texte ancien que l'article 20 a été modifié par la loi de 1902. Il n'a rien été changé aux dispositions de cet article en ce qui concerne la suppression des indemnités forfaitaires en cas de faute in-

tentionnelle de la part de la victime, ou d'augmentation de cette même pension en cas de faute inexcusable de la part du chef d'entreprise ou de ses préposés.

La modification porte sur l'addition suivante à l'ancien texte.

« En cas de poursuites criminelles les pièces de procédure seront communiquées à la victime ou à ses ayants droit.

Le même droit appartiendra au patron ou à ses ayants droit.

Si l'accident en raison duquel l'ouvrier va demander une indemnité à son patron occasionne des poursuites criminelles de la part du Parquet contre l'auteur de l'accident, le procureur de la République va, parallèlement à l'enquête à laquelle se livre le juge de paix, ordonner une instruction dans le but de rechercher si l'accident ne présente pas les caractères d'un crime ou d'un délit.

A cet effet, des rapports seront dressés par le commissaire de police et ses subalternes, et ces rapports et procès-verbaux constitueront un dossier déposé au Parquet, et dont le tribunal civil, chargé de statuer sur la demande dont il est saisi, pourra prendre connaissance pour se documenter sur les circonstances qui ont entouré l'accident.

Il était nécessaire, dans ces conditions, que les parties qui allaient avoir à faire valoir leurs droits devant le tribunal civil pussent savoir ce que contenait le dossier du Parquet, et fussent mises à même de discuter le bien fondé des renseignements recueillis par l'instruction.

C'est ainsi que MM. Julien Goujon et Lechevallier proposèrent l'amendement qui a constitué le premier alinéa de l'addition à l'article 20, sauf une modification de rédaction.

Cet amendement était ainsi conçu : « En cas
« de poursuites criminelles, les pièces de pro-
« cédure seront communiquées à la victime
« ou à ses ayants droit, si les juges, chargés
« du règlement des indemnités doivent en faire
« état ».

La dernière partie : « Si les juges, chargés du règlement des indemnités, doivent en faire état », fut repoussée par la Chambre ; il était difficile d'apprécier l'influence de ces renseignements sur les juges : il y aurait eu là un pouvoir d'interprétation, de la part du Parquet, que précisément on voulait lui enlever.

La première partie passa sans modifications. M. Goujon, aux raisons que nous avons exposées ci-dessus, ajoutait, pour en justifier l'introduction, que, « dans les tribunaux d'arrondis-

« sement, c'est le même tribunal qui juge en
« matière correctionnelle et en matière civile.
« Si une instance correctionnelle est engagée en
« dehors de l'ouvrier, le même président, les
« mêmes juges auront connaissance du dossier
« criminel ; l'ouvrier ou ses représentants pour-
« ront demander les pièces de procédure, pour
« que, devant le président du tribunal et devant
« les juges qui auront statué au criminel, et qui
« jugeront au civil, les objections puissent être
« présentées ».

Le Ministre du Commerce s'opposa à l'adop-
tion de cet amendement, le considérant inutile,
parce que la communication du dossier criminel
aux deux parties était d'usage en droit commun ;
ce à quoi M. Pourquery de Boisserin répondit :
« Bien souvent, Messieurs les procureurs géné-
« raux, les procureurs ou leurs substituts re-
« fusent la communication de ces derniers aux
« avocats, et souvent aussi ils les remettent au
« tribunal après la clôture des débats. Ainsi, les
« deux parties sont entravées dans leur défense,
« puisqu'elles ne peuvent répondre aux argu-
« ments découlant de l'information et tenter de
« détruire l'impression contraire à leurs intérêts
« que sa lecture peut inspirer. Dans l'intérêt des
« deux parties et celui d'une bonne justice, le
« Parquet ne doit jamais pouvoir refuser cette

« communication ; il est bon que la loi pose ce « principe. »

L'amendement fut adopté par le Sénat, à la suite d'une réponse de M. Goujon, dans laquelle celui-ci invoquait une décision de la Cour de Paris du 2 mai 1900, jugeant que, en matière d'accident du travail, les tribunaux pouvaient s'inspirer non seulement de l'enquête du Juge de paix prescrite par la loi, mais encore de l'information faite par les commissaires de police.

Le dernier alinéa de l'article 20 : « *Le même droit appartiendra au patron ou à ses ayants droit* », est dû à l'intervention de M. Fernand David. L'amendement Goujon-Pourquery de Boisserin avait pour but d'édicter cette communication en faveur de l'ouvrier. M. David fit remarquer que le patron pouvait, aussi bien que l'ouvrier, ignorer le contenu du dossier du Parquet, et qu'il y avait le même intérêt d'équité pour faire de la communication de ce dossier une obligation à la charge du Parquet, aussi bien envers le patron qu'envers le demandeur en indemnité.

Nous croyons que, par ayants droit, le législateur a eu en vue outre, les héritiers de la victime et du patron, la compagnie d'assurances qui sera substituée au chef d'entreprise sur l'instance.

En vertu du même principe d'égalité de traitement, le Parquet, bien que la loi n'ait pas pris à cet égard de disposition spéciale, est tenu de communiquer le dossier au tiers auteur de l'accident, qui doit pouvoir avoir en mains les mêmes moyens de défense et d'accusation que celui qui l'actionne en responsabilité.

ARTICLE 22

Assistance judiciaire

TEXTE ANCIEN

—
Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit devant le tribunal.

A cet effet, le président du tribunal adresse au procureur de la République, dans les trois jours de la comparution des parties prévue par l'article 16, un extrait de son procès-verbal de non-conciliation ; il y joint les pièces de l'affaire.

Le procureur de la République procède comme il

TEXTE NOUVEAU

—
Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit, devant le président du tribunal civil et devant le tribunal,

Le procureur de la République procède comme il est prescrit à l'article 13 (paragraphes 2 et suivants) de la loi du 22 janvier 1851, modifiée par la loi du 10 juillet 1901.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'applique de plein droit à l'acte d'ap-

est prescrit à l'article 13, paragraphes 2 et suivants, de la loi du 22 janvier 1851.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

pel. Le premier président de la Cour, sur la demande qui lui sera adressée à cet effet, désignera l'avoué près la Cour dont la constitution figurera dans l'acte d'appel, et commettra un huissier pour le signifier.

Si la victime de l'accident se pourvoit devant le bureau d'assistance judiciaire pour en obtenir le bénéfice en vue de toute la procédure d'appel, elle sera dispensée de fournir les pièces justificatives de son indigence.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière, et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

L'assisté devra faire déterminer par le bureau d'assistance judiciaire de son domicile la nature des actes et procédure d'exécution auxquels l'assistance s'appliquera.

Innovation de la loi de 1898. — Avant la loi spéciale sur les accidents du travail du 9 avril 1898, l'ouvrier pouvait se voir refuser l'assistance judiciaire pour intenter une action en vertu du droit commun contre son patron : sans doute, dans la grande majorité des cas, elle lui était accordée, mais le Bureau d'assistance judiciaire devant lequel il en sollicitait le bénéfice, avait pleins pouvoirs d'appréciation.

La loi de 1898 a été le prélude d'une réforme consistant à supprimer tout aléa et le paragraphe premier de l'article 22 de cette loi convertit en obligation ce qui était, pour les Bureaux d'assistance judiciaire, une simple faculté. Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit devant le tribunal.

Innovation de la loi de 1902. — Le législateur de 1902 est allé encore plus loin dans cette voie : la loi de 1898 ne donnait de plein droit l'assistance judiciaire que devant le tribunal ; la loi de 1902 l'accorde de plein droit à l'intéressé devant le président du tribunal.

De plus, la loi de 1898 n'avait pas parlé de l'appel ; cette lacune a été comblée par notre loi, qui a étendu le bénéfice de l'assistance judiciaire de plein droit à l'acte d'appel dispensant

l'intéressé de fournir, pour l'obtention de l'assistance judiciaire, aucune pièce justificative de son indigence.

Enfin, la loi de 1898 avait accordé le bénéfice de l'assistance judiciaire aux actes d'exécution mobilière et immobilière et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires ; la loi de 1902 a confirmé cette disposition et désigné le Bureau d'assistance judiciaire du domicile de la victime pour déterminer la nature des actes de procédure auxquels l'assistance judiciaire s'étendra.

C'est l'ordre ci-dessus que nous suivrons pour examiner les innovations introduites par la loi de 1902 dans la loi de 1898, en ce qui a trait au bénéfice de l'assistance judiciaire.

1° Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit à la victime ou à ses ayants droit devant le président du tribunal civil.

L'assistance judiciaire n'était accordée de plein droit à la victime, par le paragraphe 1^{er} de l'article 22 de la loi de 1898, que lorsqu'elle en était arrivée à l'introduction de son action devant le tribunal. Jusqu'à ce que la procédure fût à cette hauteur, l'accidenté ou ses ayants droit étaient livrés à leurs propres ressources ; ils devaient notamment comparaître devant le président du tribunal en conciliation sans être

assistés d'un conseil, à moins qu'ils n'en aient choisi un, sauf à le rétribuer eux-mêmes.

Il en résultait de sérieux inconvénients : l'ouvrier en effet ignorait la loi : il était amené la plupart du temps à se figurer que l'accident dont il avait été victime lui donnait droit à une réparation dont il s'exagérait l'importance, ignorant le mode de calcul de l'indemnité. Des offres lui étaient faites en conciliation dont il lui était impossible de distinguer le bien fondé ; il était aussi presque fatalement entraîné à s'imaginer que la proposition qui lui était faite était inférieure à ce qui lui était dû en réalité, et à refuser des offres quelquefois raisonnables. Sans doute, le président du tribunal était tout désigné pour l'éclairer ; mais cela ne l'empêchait pas de se montrer souvent intransigeant, et de nombreuses conciliations demeuraient infructueuses, alors qu'elles auraient pu aboutir si l'intéressé avait pu à l'avance se renseigner auprès de son conseil sur l'étendue de ses droits.

En outre, toute une catégorie de gens que la loi a voulu écarter des questions soulevées par les accidents du travail trouvaient là l'occasion de profiter de l'inexpérience des accidentés, et de les pousser à exagérer leurs prétentions, dans le but de se faire allouer une rémunération.

C'est pour multiplier le nombre des conciliations efficaces, et diminuer l'intervention des agents d'affaires plus ou moins consciencieux, que le législateur de 1902 a donné à l'ouvrier le droit de demander, dès le début de la procédure, un avocat, qui, par son expérience et sa connaissance de la loi, éclairerait l'ouvrier sur la détermination qu'il aurait à prendre en conciliation. L'importance de ce premier acte judiciaire est capitale, et légitime bien la mesure prise par le législateur.

Ainsi donc, le visa du parquet devra être donné avant la conciliation ; l'avocat et l'officier ministériel qui seront chargés de soutenir les intérêts de l'ouvrier devront être désignés également avant cette comparution devant le président ; il en est résulté tout naturellement que le § 2 de l'article 22 de la loi de 1898 ne pouvait être maintenu. Il portait en effet, que dans les trois jours de la comparution devant le président, ce magistrat adressera au procureur de la République un extrait de son procès-verbal de non-conciliation en y joignant les pièces ; le procureur de la République donnait alors le visa du parquet, et, grâce à ce visa, le bénéfice de l'assistance judiciaire était alors accordé de plein droit à la victime pour son instance devant le tribunal. Cette disposition a été purement et simplement retranchée.

Le greffe de la justice de paix transmettra, dans les cinq jours de la clôture de l'enquête, le dossier au greffe du tribunal ; du greffe il sera communiqué au Parquet, où le procureur de la République, après avoir examiné si l'affaire a bien les caractères requis par la loi des accidents du travail, le visera, et du Parquet il sera transmis au bâtonnier de l'Ordre des avocats ou au président de la Chambre des avoués et au syndic des huissiers ; un avocat, un avoué et un huissier seront alors commis pour s'occuper des intérêts de l'accidenté. Il faudra que toutes ces transmissions s'opèrent sans retard pour que le président, qui, dans ses lettres de convocation indiquera les noms des « conseils » qui sont désignés à l'assisté, puisse, conformément à l'article 16, envoyer ses lettres de convocation dans les cinq jours qui suivent la transmission du dossier par le Juge de paix.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire est-il accordé pour la procédure devant le juge de paix ? La loi est muette sur ce point. Le paragraphe 4 de l'article 13 de la loi de 1851, qui n'a pas été modifié par la loi de 1901, prescrit que, si la cause est portée devant un conseil de préfecture, un tribunal de commerce ou devant un juge de paix, le président du conseil, le président du tribunal ou le juge de paix se borne

à inviter le syndic des huissiers à désigner un huissier. — Les intéressés, en vertu de l'application de ce texte, n'auraient qu'à adresser une demande au juge de paix.

Nous ne croyons pas toutefois que cette large interprétation autorise l'ouvrier, par exemple, à exiger qu'un avoué lui soit désigné pour l'assister à l'enquête.

Cette opinion résulte d'une circulaire du Garde des Sceaux du 10 juin 1899, qui fit savoir aux procureurs généraux que, l'enquête étant faite d'office aux termes de la loi par l'autorité judiciaire, les frais que cette enquête nécessite doivent être avancés par le Trésor, sauf recours de celui-ci contre l'adversaire de l'assisté au cas de condamnation.

Référé. — C'est également en vertu de cette large interprétation que, en l'absence de toute disposition expresse, il y a lieu de décider que le bénéfice de l'assistance judiciaire est acquis à la victime en cas de référé devant le président nécessité entre l'enquête et la conciliation.

Un référé peut devenir nécessaire, par exemple, en cas de décès de la victime avant la fin de l'enquête, pour faire procéder à une autopsie, aux fins de rechercher s'il y a une relation de cause à effet entre l'accident et le décès ; en

cas de nomination d'expert, pour rechercher si la victime n'est pas guérie, alors que le patron le prétend et qu'elle soutient le contraire (tribunal de la Seine, 16 décembre 1901), cas où le juge des référés peut se déclarer compétent. Dans ce cas intervenant avant la conciliation, il semble que le bénéfice de l'assistance judiciaire n'aurait pas dû être accordé, puisqu'il ne peut l'être que sur le visa du procureur de la République, et que ce visa ne peut être donné qu'après la conciliation. La modification de l'article 22 § 1^{er}, en disposant que le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé devant le président du tribunal, permet de trancher affirmativement la question.

II^e — *Extension du bénéfice de l'assistance judiciaire à l'acte d'appel.*

L'innovation capitale de la loi de 1902 en cette matière porte sur l'extension de plein droit de l'assistance judiciaire à l'acte d'appel.

La loi de 1898 ne parlait pas de l'acte d'appel. En conséquence, le droit commun était applicable, et la matière était réglementée par la loi du 22 janvier 1851, modifiée le 10 juillet 1901.

L'ouvrier était donc contraint de demander à nouveau le bénéfice de l'assistance judiciaire pour attaquer le jugement ; la demande était adressée au procureur général de la cour d'ap-

pel et transmise au bureau de la cour, qui se réunissait et rendait une décision. Or, il ne faut pas oublier que, sous l'empire de la loi de 1898, l'ouvrier n'avait que quinze jours pour porter appel du jugement : était-il certain de pouvoir obtenir l'assistance judiciaire en temps utile, en présence des formalités que nécessitait cette obtention ? En réalité, il pouvait fort bien arriver que le délai d'appel fût expiré sans que l'appelant eût été informé du sort de sa demande, et avant qu'il eût pu faire le nécessaire pour porter l'affaire devant la cour d'appel. Il se trouvait donc dans l'obligation de faire l'avance des frais d'appel, alors que peut être il recevrait plus tard avis que sa demande n'était pas admise ; et, n'ayant pas les moyens de poursuivre l'instance avec ses ressources, il perdait, en abandonnant l'instance, le bénéfice de la dépense qu'il avait faite inutilement.

L'article 17 de la loi de 1902 apporta une première amélioration à son sort en doublant le délai d'appel, de telle sorte que l'ouvrier connaîtrait très probablement la décision du bureau avant d'intenter son action en réformation, et pourrait alors se rendre mieux compte de ce qu'il avait à faire.

Il n'y avait qu'un pas à faire pour donner satisfaction à la victime en lui accordant de plein

droit le bénéfice de l'assistance judiciaire pour en appeler du jugement de première instance. Toutefois, cette réforme n'a pas été introduite sans difficulté dans la loi, et a donné lieu à de longs débats, dont nous croyons utile de donner un aperçu.

En faveur de cette extension de plein droit du bénéfice de l'assistance judiciaire à l'instance d'appel, on faisait valoir les arguments suivants :

1° Cette mesure est commandée par l'équité, qui veut que l'assistance judiciaire soit accordée de plein droit et le plus largement possible ;

2° Que les procureurs généraux ne fassent pas toutes diligences pour faciliter la demande de l'ouvrier, et qu'il y avait tout intérêt à préserver l'impétrant d'un refus du Bureau d'assistance judiciaire ;

3° Que le patron était dans une situation privilégiée en raison de sa fortune : il pouvait critiquer le jugement de première instance à son aise, et il était bon de consacrer la gratuité de l'instance d'appel pour l'ouvrier, ce qui le mettrait sur le même pied que le patron.

Cette proposition fut combattue, et on proposa d'étendre le bénéfice à l'acte d'appel seul. On répondait ainsi aux arguments ci-dessus :

1° Il y a des jugements de première instance qui sont inattaquables, ceux qui n'ont fait qu'ap-

pliquer une disposition certaine, incontestable ; il est fâcheux d'en faciliter la discussion par la voie d'appel.

2° Les Cours d'appel sont débordées par les nombreuses affaires portées ainsi devant elles.

3° Le bénéfice de l'assistance judiciaire accordé de plein droit à la procédure d'appel poussait l'ouvrier à user de cette voie dans tous les cas, puisqu'il n'aurait en général rien à perdre, tandis que le patron devait exposer des frais pour se défendre, ne seraient-ce que les honoraires de l'avocat qui plaiderait sa cause.

4° Que les bureaux d'assistance judiciaire des Cours d'appel faisaient œuvre utile en procédant à une sélection des diverses demandes qui leur étaient soumises, et que, d'ailleurs, ils opéraient d'une façon assez libérale ;

5° Que le système qui consiste à n'accorder le bénéfice de l'assistance judiciaire qu'à l'acte d'appel seul offre toute garantie à l'ouvrier, puisqu'il a de plein droit le bénéfice de l'assistance judiciaire pour l'acte d'appel, c'est-à-dire l'acte initial, et que, d'un autre côté, le bénéfice de l'assistance judiciaire lui est assuré de plein droit pour toute la durée de l'instance d'appel, sans qu'il ait aucune nouvelle démarche à faire lorsque l'appel a été interjeté par le patron.

Ce sont ces raisons qui l'ont emporté et qui ont amené la disposition du paragraphe 3 de l'article 22, aux termes duquel le bénéfice de l'assistance judiciaire est assuré à l'ouvrier pour l'acte d'appel.

Notons que cette disposition avait déjà été adoptée par la Chambre, le 4 février 1901, sur l'initiative de M. Rivals, qui l'avait ainsi formulée : « Le bénéfice de l'assistance judiciaire « s'appliquera de plein droit à l'acte d'appel, qui « sera rédigé et signifié par les soins de l'avoué « et de l'huissier désignés pour occuper en première instance ».

Le 4 février 1901, la Chambre des députés, en prolongeant le délai primitif de l'appel, adopta cet amendement sur l'approbation de la Commission d'assistance et de prévoyance sociales.

M. Bertrand fit alors observer que cet acte d'appel devait contenir constitution d'avoué près de la Cour, conformément à l'article 61 du Code de procédure civile ; l'acte d'appel n'était autre chose qu'une assignation. Cette nécessité rendait la proposition inacceptable en fait, puisque le nom de l'avoué commis n'était pas encore connu, et il proposait de remplacer l'exploit d'appel par une déclaration au greffe du Tribunal de première instance, avec notification aux

parties intéressées dans la quinzaine de la décision du Bureau.

La Commission du Sénat écarta l'appel par voie de déclaration au greffe, sous prétexte qu'il aurait prolongé outre mesure le délai d'appel, et que le procès gagné par le chef d'entreprise ne pouvait rester indéfiniment en suspens. (Rapport de M. le sénateur Demole au Sénat, 6 mars 1902.) Elle donna à l'appelant le droit d'obtenir du président de la Cour devant laquelle l'appel devait être porté, la désignation de l'avoué qui serait constitué et suivrait, s'il y avait lieu, sur l'instance d'appel là où le besoin serait.

De plus, la loi de 1851 modifiée en 1901 exigeait, pour obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire, que l'impétrant justifiât de son indigence. Pour accélérer la procédure, le législateur de 1902 a dispensé le demandeur d'établir son indigence par la production des deux pièces mentionnées à l'article 10 de la loi du 22 janvier 1851. (1^o Extrait du rôle des contributions, ou certificat de non-imposition délivré par le percepteur ; 2^o certificat de déclaration d'indigence délivré par le maire.)

Procédure d'appel. — Nous avons vu, en donnant un aperçu de la discussion qui s'est élevée devant les Chambres, au sujet de la proposition de MM. Basly, Lamandin et Defontaine, que

le bénéfice de l'assistance judiciaire n'avait été accordé à la victime que pour l'acte d'appel. Si donc, après avoir usé de ce bénéfice pour porter devant la Cour une demande en réformation, le bénéficiaire veut poursuivre l'instance sans en supporter les conséquences pécuniaires, il devra solliciter le bénéfice de l'assistance, conformément au droit commun. Bien que la nouvelle loi le dispense de fournir des pièces justificatives de son indigence, nous croyons que le bureau de la Cour ne fera que répondre au vœu du législateur et défendre les intérêts du patron, qu'il ne faut pas léser sous prétexte de protéger ceux de l'ouvrier, en refusant le bénéfice de l'assistance judiciaire à celui-ci, sur le vu de pièces établissant la non-indigence de l'appelant.

III^e Extension du bénéfice de l'assistance judiciaire aux actes d'exécution mobilière et immobilière et aux contestations incidentes à l'exécution des décisions judiciaires.

La partie du texte de l'ancienne loi relative à cette extension est demeurée dans la loi de 1902 ce qu'elle était dans celle de 1898. Toutefois, de même qu'il eût été dangereux de faire bénéficier de l'assistance judiciaire toute la procédure d'appel, sous peine de voir abuser de cette faveur, de même il eût été dangereux d'accorder, sans restriction, de plein droit, le bénéfice de

l'assistance judiciaire à tous les actes d'exécution et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

Aussi, pour protéger le chef d'entreprise et supprimer, dans la mesure du possible, les poursuites téméraires de la part de l'ouvrier, la loi du 10 juillet 1901 a-t-elle donné un large pouvoir d'appréciation aux bureaux d'assistance judiciaire, qui doivent « déterminer la « nature des actes et procédés d'exécution auxquels elle s'applique. » Les bureaux devront rechercher s'il y a intérêt ou urgence pour le demandeur à signifier tel ou tel acte au débiteur.

Ainsi la victime, après avoir obtenu gain de cause, ne sera pas exposée à rester avec un titre vain entre les mains ; l'assistance judiciaire lui permettra d'en poursuivre l'exécution sans frais, mais aussi le débiteur sera mis à l'abri des actes d'exécution vexatoires, alors qu'il peut n'avoir jamais eu l'idée de ne pas se conformer au jugement intervenu.

Dans ce cas la loi de 1901 accordait compétence au bureau qui avait déjà accordé l'assistance judiciaire, au début de l'instance, devant le tribunal civil ; l'article 22 *in fine* de notre loi de 1902 désigne, pour statuer sur l'opportunité des actes auxquels il y aura lieu d'étendre le

bénéfice de l'assistance, le bureau d'assistance judiciaire du domicile de l'assisté.

Accidents agricoles. — Avant de terminer l'étude des modifications introduites dans la loi du 9 avril 1898 par la loi de 1902, notons qu'aux termes du § II de cette loi, ses dispositions ont été étendues aux accidents visés par la loi du 30 juin 1899.

Cette dernière loi a pour objet de mettre les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont étaient victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, à la charge de l'exploitant dudit moteur, c'est-à-dire de l'individu ou de la collectivité qui dirigeait le moteur ou le faisait diriger par ses préposés.

Dans la séance du 8 juin 1899, plusieurs députés ont proposé d'incorporer cette disposition dans le texte de la loi de 1898, au lieu d'en faire une loi spéciale, comme le proposait la commission d'assistance et de prévoyance.

Le Ministre du Commerce fit observer que la loi du 30 juin 1899, était une dérogation à celle du 9 avril 1898 puisqu'elle étendait le bénéfice de la loi de 1898 à des gens non salariés, alors que cette loi suppose que ceux qui en bénéficient sont liés avec le chef d'entreprise par un contrat de travail.

La Chambre estima, avec lui, qu'il valait mieux faire de ces dispositions une loi spéciale.

Le Sénat apporta au texte de la Chambre une addition qui devait spécifier l'étendue de la loi et qui prit place à la fin de celle-ci : « En « dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du « 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agricul-
« ture. »

Cette loi, à laquelle sont applicables les modifications introduites par la loi de 1902, comme le seront également celles introduites par la loi de 1905 que nous allons examiner dans la deuxième partie de cet ouvrage, vise donc seuls les accidents occasionnés par l'emploi des machines agricoles mues par des moteurs inanimés, et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines ; celui qui est responsable, c'est l'exploitant du moteur. La loi de 1898 sert de base pour le calcul des indemnités quand la victime n'est pas salariée ou n'a pas de salaire fixe, et sont calculées d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune et sur les bases des tarifs de la loi de 1898.

DEUXIÈME PARTIE

Modifications à la loi de 1898, introduites
par la loi du 31 mars 1905

INTRODUCTION

Nous avons déjà vu, à l'occasion des débats parlementaires qui ont précédé le vote de la loi du 22 mars 1902, que la Commission d'assurances et de prévoyance sociales avait retenu un certain nombre de propositions tendant à modifier la loi du 9 avril 1898, et les avait classées en trois catégories selon leur caractère. La troisième catégorie ainsi formée avait été l'objet d'un rapport de M. Mirman, déposé le 14 mai 1901 et adopté par la Chambre ; il portait modification des articles 2, 3, 4, 7, 10, 11, 12, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 26, 27 et 30 de la loi du 9 avril 1898.

Le Sénat se montra encore plus rigoureux dans sa sélection : il ne conserva presque uniquement que

les propositions qui devaient modifier la procédure et qui ont fait l'objet de la loi de 1902, que nous venons de voir.

Quant aux autres propositions, M. le sénateur Demole, rapporteur au Sénat, était d'avis d'en différer la discussion, jugeant qu'elles étaient de nature à soulever d'importantes discussions.

Le Sénat adopta les conclusions de la Commission, et vota l'urgence pour la première partie des modifications proposées. De retour à la Chambre, elles furent également admises par celle-ci, qui, sur la proposition de M. Mirman, vota à la presque unanimité des suffrages une résolution invitant le gouvernement à intervenir près du Sénat pour hâter le vote des modifications que celui-ci avait renvoyées à un examen ultérieur, sous prétexte qu'elles touchaient au fond du droit et qu'elles exigeraient un examen approfondi.

Ce n'est que trois ans après, presque jour pour jour, que l'examen de ces propositions différées par le Sénat fut terminé et qu'elles furent consacrées législativement par la loi que nous allons étudier, qui porte la date du 31 mars 1905.

PRÉPARATION DE LA LOI

Bien que communes tout à la fois aux deux lois modificatives de 1902 et de 1905, nous ne reprendrons pas les discussions parlementaires dont nous avons parlé au début de cet ouvrage, qui se sont terminées par l'adoption de la loi de 1902 ; nous prendrons la loi de 1905 telle qu'elle était en projet le 21 mars 1902, pour la suivre dans les différentes phases qu'elle a traversées avant de constituer un texte définitif.

Après le vote de la loi de 1902, de nombreuses propositions de modification de la loi de 1898 furent déposées sur le bureau de la Chambre. La plupart émanaient de M. Mirman, qui, le 2 juillet 1903, déposa un rapport tendant à comprendre dans l'application de la loi du 9 avril 1898 toutes les exploitations commerciales. (Proposition examinée les 2, 7 et 9 juin 1904, adoptée par la Chambre et renvoyée au Sénat le 14 juin 1904.)

Proposition du même député tendant à appliquer la loi de 1898 à l'État, aux départements et aux communes, dans tous les cas où, à leur place, un entrepreneur aurait pu être soumis à la loi de 1898. (Proposition renvoyée, le 1^{er} décembre 1902, à la Commission d'assurances et de prévoyance sociales.

Projet du même député invitant le Gouvernement à proposer l'extension des principes généraux de la loi de 1898 aux travailleurs agricoles. (Déposé, discuté et adopté par la Chambre le 9 juin 1904.)

Deux propositions de M. Paul Constant et autres, dont l'une invitait le gouvernement à proposer un projet de loi pour l'assurance sur les accidents agricoles. (Renvoyé à la commission d'assurances et de prévoyance sociales le 25 mars 1903, et l'autre proposait la modification des articles 1, 3, 16, 18 et 22 de la loi de 1898. (Renvoyé à la commission le 10 mars 1903.)

Proposition de M. Fernand David, tendant à modifier la procédure de revision des indemnités. (Renvoi à la Commission le 12 mars 1903.)

Projet récent de M. de Caraman, déposé après l'entrée en vigueur de la loi de 1905, tendant à faire assurer le paiement des indemnités journalières pour incapacités temporaires par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen du fonds de garantie institué par la loi. (Renvoi à la Commission le 14 avril 1905.)

Notons que la Chambre avait voté séparément une proposition de M. Julien Goujon, tendant à améliorer la loi du 9 avril 1898 au profit des chauffeurs, mécaniciens et autres agents des compagnies de chemins de fer, et un projet de M. Mirman ayant pour objet de donner à tout employeur le droit de

substituer à la responsabilité éventuelle de l'article 1382 du Code civil la responsabilité forfaitaire dans les accidents de travail.

Ces deux propositions et celle tendant à modifier les articles 3, 4, 10, 15, 16, 19, 21, 24, 26, 27 et 30 de la loi du 9 avril 1898, ajournée par le Sénat, donnèrent lieu à trois rapports, déposés au Sénat par M. Chovet les 1^{er} et 19 décembre 1903 et 17 mars 1904.

A la suite de ces rapports, une enquête fut faite par le Sénat auprès des intéressés, et le projet de M. Chovet, contenu dans son troisième rapport supplémentaire, fut examiné par la Commission, qui le retoucha sensiblement et le fit parvenir à la Chambre, où, sur le rapport de M. Mirman, il fut adopté, sauf certaines dispositions des articles 15 et 16, qui avaient pour objet de déterminer la compétence des juges de paix et du tribunal civil, dont nous parlerons ci-après.

Sur ce point, le texte du Sénat fut repoussé par la Chambre, qui proposa la disjonction des articles 15 et 16. La Commission du Sénat persista dans son opinion, et réincorpora au texte voté par la Chambre les parties des articles 15 et 16 qui en avaient été disjointes ; mais, pour satisfaire aux critiques dont son projet avait été l'objet à la Chambre, et pour faire disparaître toute confusion, elle en modifia légèrement le texte.

Dans la séance du 16 mars 1905, le nouveau texte, ainsi modifié, fut voté d'urgence par le Sénat sans débat. Il en fut de même à la Chambre, où le rapporteur, M. Mirman, conclut à l'adoption, déclarant que les articles 15 et 16, dont le Sénat avait modifié les textes, donnaient satisfaction aux critiques qu'il avait fait valoir au nom de la Chambre.

C'est ainsi que fut votée, le 24 mars 1905, la deuxième loi modificative, qui, comme la précédente, fut déclarée applicable aux accidents agricoles visés par la loi du 30 juin 1899.

Aperçu général des modifications introduites par la loi de 1905 dans la loi du 9 avril 1898.

La nouvelle loi modifie les articles 3, 4, 10, 15, 16, 19, 21, 27 et 30 de la loi du 9 avril 1898.

Avant d'entrer dans le détail de ces diverses modifications, voyons quels sont les principaux points sur lesquels elles ont porté.

Les accidentés auront droit à l'indemnité journalière les dimanches et jours fériés, aussi bien que les autres jours. (Article 3.)

Cette indemnité journalière leur est accordée dès le premier jour, si l'incapacité temporaire a duré plus de dix jours. (Article 3.)

Des dispositions nouvelles sont introduites au sujet des indemnités dues aux ouvriers étrangers. (Article 3.)

Le législateur améliore la situation des ouvriers en ce qui concerne la date et le lieu de versement des indemnités journalières et des rentes. (Article 3.)

Il précise et détermine plus équitablement le salaire de base sur lequel seront calculées l'indemnité journalière et les rentes. (Articles 3 et 10.)

Il réglemente la fixation des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation. (Article 4.)

Il délimite rigoureusement la compétence respective du juge de paix et du Tribunal civil. (Articles 15 et 16)

Il édicte de nouvelles règles concernant les ouvriers blessés à l'étranger ou en France, loin de l'établissement ou du dépôt dont ils font partie, et plus spécialement les agents de chemin de fer. (Article 15.)

Il autorise le recours en cassation contre les jugements de justice de paix pour violation de la loi. (Article 15.)

Il autorise le Président du Tribunal à allouer des provisions aux ayants droit des ouvriers blessés. (Article 16.)

Il met le chef d'entreprise assuré à l'abri de tout recours. (Article 16.)

Il détermine la procédure de revision. (Art. 19.)

Le rachat des rentes inférieures à 100 francs est interdit pendant la minorité de l'ouvrier, et ne pourra jamais avoir lieu que suivant un tarif légal. (Article 21)

Il facilite au chef d'entreprise son affiliation à une autre compagnie d'assurances lorsque celle à laquelle il était assuré est mise en demeure de cesser ses opérations ; l'ancienne police subsiste pendant un certain temps. (Article 27.)

Les cas de nullité des conventions contraires à la loi de 1898 sont précisés. (Article 30.)

Les ouvriers sont protégés contre l'exploitation des agents d'affaires. (Article 30.)

Des sanctions pénales sont édictées à cet effet. (Article 30.)

Les modifications introduites par cette loi sont étendues aux accidents agricoles visés par la loi du 30 juin 1899.

Après cet aperçu d'ensemble des innovations de la loi de 1905, nous allons les étudier en détail.

ARTICLE 3

Rentes et indemnités dues aux victimes d'accidents de travail — Ouvriers étrangers

TEXTE ANCIEN

—

Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, l'ouvrier ou l'employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente

TEXTE NOUVEAU

—

Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, l'ouvrier ou l'employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente

égale aux deux tiers de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

A. Une rente viagère égale à 20 % du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente

égale aux deux tiers de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, à une indemnité journalière, sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés, égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, à moins que le salaire ne soit variable ; dans ce dernier cas, l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. L'indemnité est due à partir du cinquième jour après celui de l'accident ; toutefois, elle est due à partir du premier jour, si l'incapacité de travail a duré plus de dix jours. L'indemnité journalière est payable aux épo-

mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. Pour les enfants, légitimes ou naturels reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de 16 ans, une rente calculée sur le salaire, annuel de la victime, à raison de 15% de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 %, s'il y en a deux, de 35 % s'il y en a 3 et de 40 % s'il y en a 4 ou un plus grand nombre.

Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20% du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 % du salaire, ni 60% dans le second.

C. Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et descendants qui était à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jus-

ques et lieu de paye usités dans l'entreprise, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

A. Une rente viagère égale à 20 % du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 % de ce

qu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 % du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 %.

Chacune des rentes prévues par le même paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables par trimestre ; elles sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers victimes d'accidents qui cesseront de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité, si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 % s'il y en a deux, de 35 % s'il y en a trois, et de 40 % s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 % du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 % du salaire, ni 60 % dans le second.

C. Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 % du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 %.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, ré-

duite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables à la résidence du titulaire, ou au chef-lieu de canton de cette résidence, et, si elles sont servies par la caisse nationale des retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire.

Elles sont payables par trimestre et à terme échu ; toutefois, le tribunal peut ordonner le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

Ces rentes sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital

puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28.

Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité, si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Les dispositions des trois alinéas précédents pourront toutefois être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents

L'article 3 traite du calcul des indemnités qui seront servies, en raison des accidents survenus, aux ouvriers désignés dans l'article 1^{er} de la loi, soit aux victimes elles-mêmes, soit à leurs représentants.

La distinction établie par la loi de 1898 subsiste. L'accident aura entraîné une incapacité permanente ou simplement temporaire. L'incapacité permanente sera elle-même plus ou moins

grave : elle sera absolue ou partielle ; enfin l'accident pourra avoir entraîné la mort.

Selon que l'accident aura entraîné l'une ou l'autre de ces conséquences, il donnera lieu à une indemnité forfaitaire différente.

En cas d'incapacité absolue et permanente, laissant l'ouvrier inapte à toute espèce de travail physique ou intellectuel, la victime aura droit à une rente égale aux $\frac{2}{3}$ de son salaire annuel.

En cas d'incapacité partielle et permanente, diminuant la capacité professionnelle de la victime, mais ne la rendant pas inapte à tout travail, et lui permettant encore de gagner un salaire quelconque, la victime aura droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

En cas d'incapacité temporaire appelée à disparaître, et à la condition que cette incapacité ait duré plus de 4 jours (loi de 1898), la victime aura droit, à partir du cinquième jour à une indemnité égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, outre ce qui sera mis à la charge du patron sous l'article 4.

Telles étaient les tarifications forfaitaires établies par la loi de 1898.

Une première modification a été introduite par la loi de 1905 en ce qui concerne le calcul de l'indemnité de demi-salaire en cas d'incapacité temporaire.

Le texte de l'article 3 de la loi de 1898 donnait lieu à des différences d'interprétation regrettables. Le législateur de 1898 s'était contenté de donner droit pour la victime à une indemnité temporaire, dont il avait déterminé le taux sans dire toutefois si cette indemnité devait être multipliée par le nombre de jours ouvrables seulement, ou si l'on devait y joindre également les dimanches et jours fériés,

On serait tenté tout d'abord de ne comprendre dans ce calcul que les jours dits « ouvrables » : ce n'est en effet que pendant ces jours-là que l'ouvrier est à même de gagner un salaire ; or l'indemnité journalière, qui a pour but de remplacer, dans une certaine mesure, le salaire de la victime, ne devrait pouvoir être calculée que sur ce salaire lui-même. (Dans ce sens : Justice de paix de Marseille, 2^e canton, 2 septembre 1899.)

Ce n'était pas l'interprétation de la majorité de la jurisprudence, qui, dans un très grand nombre de cas, s'était prononcée en sens contraire, et dont la théorie a été définitivement consacrée, avant la loi de 1905, par un arrêt de la Cour de cassation, Chambre civile du 28 mars 1901, aux termes duquel l'indemnité journalière est due pour tous les jours sans exception, aussi bien les dimanches et jours fériés que les jours ouvrables.

Il ne restait plus au législateur qu'à introduire cette façon de voir dans la loi ; c'est ce qu'il a fait

dans l'article 3 de la loi de 1905 après le rapport de M. Mirman, que nous croyons devoir rapporter.

« Des contestations se sont élevées sur la
« question de savoir si l'indemnité journalière
« devait être attribuée à la victime sans distinction
« entre les jours ouvrables et les jours fériés. La
« loi de 1898 ne s'exprime pas sur ce point en
« termes formels. Il y a évidemment un intérêt
« supérieur à dissiper toute incertitude sur une
« question de principe, qui, à la liquidation de
« chaque accident, se dresse devant les parties ou
« devant le juge ; il faut que la loi affirme ou
« refuse nettement à la victime le droit à recevoir
« cette indemnité les dimanches et autres jours
« fériés. Nous proposons à la Chambre d'affirmer ce
« droit. Ce demi-salaire journalier, c'est, dans l'es-
« prit du législateur de 1898, le minimum indis-
« pensable à l'ouvrier pour subvenir à ses besoins
« et à ceux de sa famille pendant cette période qui
« s'étend entre l'accident et la reprise du travail, et
« durant laquelle il est provisoirement mais tota-
« lement immobilisé.

« Cette indemnité a réellement un caractère
« alimentaire. Or, il faut vivre les dimanches
« comme les autres jours.....

« Nous demandons à la Chambre, non de
« modifier la loi de 1898, mais simplement, étant

« donné que deux jurisprudences contradictoires
« se sont établies, de consacrer dans notre nou-
« veau texte celle de ces jurisprudences qui est à
« la fois la plus fréquente aujourd'hui et la plus
« humaine, et celle d'ailleurs qui vient d'être rati-
« fiée par un récent arrêt de la Cour de cassation. »

Rapport de M. Mirman à la Chambre le 14 mai 1901.

Le nouvel article 3 comporte une distinction que l'ancienne loi n'avait pas faite : « L'indemnité
« journalière sera de la moitié du salaire moyen
« des journées de travail pendant le mois qui a
« précédé l'accident. »

Sous le régime de l'ancien texte, une difficulté pouvait s'élever au moment du calcul de l'indemnité journalière. Le calcul était facile à établir quand la victime gagnait tous les jours le même salaire; mais il est des ouvriers dont le salaire varie dans des proportions considérables, selon que leur travail est plus ou moins abondant; il en est ainsi notamment des débardeurs de ports dont la rémunération peut varier entre cinq et vingt-cinq francs par jour.

En interprétant la loi de 1898 à la lettre, on était amené à calculer l'indemnité journalière allouée à un débardeur, par exemple, en prenant la moitié du salaire qu'il gagnait le jour ou la veille de l'accident, ce qui donnait un chiffre excessi-

vement variable, selon que l'accident était survenu au moment où l'ouvrier gagnait un salaire moyen ou au moment où il gagnait un salaire très élevé.

Au Sénat, M. Prévot en fit l'observation, ce qui amena l'addition à l'ancien article que nous venons de signaler : « A moins que le salaire ne soit variable ; dans ce cas l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. » Rien de plus équitable : l'ouvrier vivant sur la moyenne de ses salaires, il était de toute justice qu'en cas d'accident, son indemnité journalière fût calculée sur la moyenne de ses salaires.

La Chambre accueillit favorablement cette addition. Il en résulte que l'on prendra comme base de l'indemnité journalière, si le salaire est variable, le salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident.

S'il arrivait que la victime avait été blessée alors qu'elle ne travaillait que depuis quelques jours au service de son patron, il y aurait lieu, ou de prendre la moyenne des journées pendant lesquelles la victime aura effectivement travaillé, ou d'appliquer, par analogie, les dispositions de l'article 10 relatives au salaire de base des rentes en cas d'incapacité permanente. On ajouterait, dans ce dernier cas, à la rémunération reçue par la victime celle qu'elle

aurait pu recevoir pendant la période nécessaire pour compléter le mois d'après la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie pendant ladite période ¹.

La première solution paraît se rapprocher davantage du texte, mais la deuxième est peut-être susceptible, dans certaines circonstances, d'aboutir à un résultat plus équitable, par exemple lorsque l'accident sera survenu le jour même où l'ouvrier a été embauché ou peu de jours après qu'il aura commencé à travailler.

Point de départ de l'indemnité. — L'article 3 de la loi du 9 avril 1898 n'accordait d'indemnité journalière que pour les accidents ayant entraîné une incapacité temporaire de travail ayant duré plus de quatre jours, et encore cette indemnité n'était payable qu'à compter du cinquième jour. En agissant ainsi, on avait voulu éviter que la réparation de certains accidents sans importance ne fût mise à la charge du chef d'entreprise, alors qu'ils donnaient souvent lieu, de la part des ouvriers peu consciencieux, à une habile simulation.

Mais cette disposition, toute de prudence, avait donné des résultats regrettables.

Une proposition fut émise par la Chambre et portait que l'indemnité journalière serait due, si l'incapacité de travail avait duré plus de quatre

1. CABOUAT, *Traité des accidents du travail*, t. II, p. 60.

jours et à partir du premier jour. Le rapporteur, M. Mirman, donnait en substance les raisons de cette modification.

La plupart des ouvriers vivent au jour le jour, et toute incapacité qui se prolonge est pour eux une aggravation de misère ; l'indemnité journalière est le minimum de leur entretien matériel ; d'autre part, les abus n'étaient pas à craindre, puisqu'une incapacité qui a duré quatre jours pleins revêt déjà un certain caractère de gravité, et que l'appréciation du médecin et, en cas de contestation, la décision du Juge de paix sont des garanties suffisantes.

La Commission du Sénat refusa de modifier le texte en ce sens, et son rapporteur, M. Chovet, y voyait une aggravation de 25 % des charges des chefs d'entreprise. Mais, en première lecture, le Sénat avait admis à l'unanimité un amendement de M. Expert Bezançon tendant à assurer le paiement de l'indemnité journalière aux ouvriers à partir du premier jour, quand l'incapacité aurait duré plus de dix jours.

Un amendement de M. Prévot, adopté par la Commission, tendant à porter ce délai à quinze jours ne fut pas admis par le Sénat et repoussé après le pointage,

Les dix jours furent maintenus, et la Chambre, sur le rapport de M. Mirman, accepta le texte transactionnel entre celui de la Chambre de 1901

et celui de 1898. Il passa dans l'article 3 de notre loi modificative ; et, « si l'avantage qu'il donnait « aux travailleurs était inférieur à celui qu'ils « eussent pu espérer, il était loin d'être négli-
« geable ». (Rapport Mirman, 24 décembre 1904.)

Lieu et date du paiement de l'indemnité journalière. — La loi de 1898 n'avait rien édicté en ce qui concerne les lieu et date de paiement de l'indemnité journalière. La Loi de 1905 a comblé cette lacune par une addition au paragraphe 4 *in fine* de l'article 3 : « L'indemnité journalière est payable « aux époques et lieu de paye usités dans l'entre-
« prise, sans que l'intervalle puisse excéder 16
« jours ».

Lieu de paiement. — La Commission de la Chambre avait proposé comme lieu de paiement l'endroit où la victime touchait son salaire au moment de l'accident. Au cours de la discussion devant la Chambre, M. l'abbé Lemire faisait remarquer qu'il résulterait de là une charge pour l'ouvrier, pour lequel l'indemnité journalière constituait un secours qui ne pouvait être onéreux pour lui ; il proposait un amendement tendant à faire payer l'indemnité journalière à la résidence de l'ouvrier. La Chambre accepta cette modification, mais elle fut repoussée par le Sénat, sous prétexte qu'il en résulterait pour le chef d'entreprise des exigences abusives, et on faisait remarquer que la caisse des

retraites pour la vieillesse obligeait bien les vieillards à se déplacer et, en cas d'impotence, à faire toucher leur retraite par procuration ; il n'était donc pas exagéré de mettre un déplacement à la charge de l'indemnitaire.

M. Stanislas Ferrand proposa également de faire payer par mandat-carte l'indemnité journalière au domicile de la victime ; cette proposition fut repoussée par la Chambre et au Sénat. M. Chovet en a signalé un triple inconvénient : le paiement par mandat-carte entraînerait des frais, des dérangements pour le chef d'entreprise, et aurait l'inconvénient de ne pas indiquer la cause du paiement.

Époque de paiement. — Le paiement aura, lieu aux époques de paye usitées dans l'entreprise sans que l'intervalle puisse excéder 16 jours. — La loi de 1898 était également muette sur ce point. La Commission du Sénat avait d'abord proposé de fixer cet intervalle à 15 jours ; mais, les mois étant de 30 ou 31 jours et même 28 jours, il était difficile d'opérer les paiements dits de quinzaine exactement les premier, quinze et trente de chaque mois, et il était plus conforme aux usages de dire que l'intervalle entre deux payes successives ne pourrait excéder 16 jours.

Le nouvel article 3 ne contient pas de modifications relatives au calcul de la pension à laquelle ont droit, en cas de mort de l'accidenté, le conjoint

survivant, les enfants légitimes et naturels orphelins, ascendants ou descendants.

Mode de paiement des rentes. — Quant au mode de paiement de ces pensions, la loi de 1898 disait seulement qu'elles seraient payables par trimestre. Le paiement en devait-il être fait au domicile du débiteur ? Était-il exigible d'avance ou à terme échu ? Ces questions étaient laissées à la décision de la jurisprudence.

Celle-ci appliqua pour le lieu de paiement l'article 1247 du Code civil, aux termes duquel le paiement aurait dû être effectué au domicile du débiteur. (Toulouse, 7 avril 1901.) Étant donné que, dans la plupart des cas, cette rente était payable par une assurance qui avait été substituée au chef d'entreprise, si le titulaire de la rente demeurait loin du siège social, il lui fallait se déplacer, ou faire les frais d'une procuration coûteuse.

Pour obvier à ces inconvénients pratiques, les rentes ont été déclarées payables à la résidence du titulaire ou au chef-lieu de canton de cette résidence et, si elles sont servies par la caisse nationale des retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire. Ces préposés sont : les trésoriers payeurs généraux, les receveurs des finances et les percepteurs.

Date de paiement des rentes. — La loi de 1898, à ce sujet, ne contenait qu'une disposition : Les

rentes sont payables par trimestres. La loi de 1905 a conservé ce mode d'échéance, mais elle a innové en complétant ainsi le texte primitif : « *et à terme échu, toutefois, le Tribunal peut ordonner le paiement d'avance du premier arrérage* »

A défaut de dispositions légales déclarant les rentes payables à terme échu ou d'avance, la jurisprudence, dans la majorité des cas, avait décidé qu'elles étaient payables à terme échu. La Commission de la Chambre repoussa une proposition de M. Albert Poulain, tendant à décider que ces rentes seraient payables par trimestre et d'avance : il y aurait un danger à les rendre exigibles d'avance, notamment dans le cas où il faudrait en restituer une partie, si la victime décédait avant l'expiration du trimestre qu'elle aurait ainsi reçu. Des amendements de MM. Perrette et Hausman proposèrent le paiement par mois et d'avance. Le législateur ne voulut pas exiger le paiement d'avance de ces rentes, mais donna satisfaction aux divers amendements dans lesquels cette demande avait été incorporée par le texte qui fut adopté par la Chambre, le 23 mai 1901, sans observations.

Ayants droit des ouvriers étrangers. — La loi de 1898 a assimilé les ouvriers étrangers aux ouvriers français en cas d'accident, à la condition qu'ils résidassent en France au moment de l'accident mais, si, après avoir fait fixer le montant de la rente qui doit

leur être servie, ces ouvriers quittent le territoire français, une seule indemnité leur sera accordée, comprenant un capital égal à trois fois le montant de la rente à laquelle ils avaient droit.

Quant aux ayants droit de ces ouvriers étrangers, la loi de 1898, article 3, se bornait à dire qu'ils ne recevraient aucune indemnité, si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

La loi n'avait pas prévu le cas des ayants droit quittant la France après fixation de la rente. Dans ces conditions, les ayants droit de l'ouvrier étranger étaient plus favorisés que ne l'était l'ouvrier lui-même, et, qu'ils restassent en France ou non, la rente continuait à leur être servie.

Le législateur de 1905 a fait disparaître cette inégalité choquante en assimilant les ayants droit de l'ouvrier étranger à l'ouvrier étranger lui-même, dans le cas où ils quitteraient le territoire français ; ils toucheront également, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur était allouée.

Les ayants droit français de l'ouvrier étranger, par exemple les enfants et petits-enfants d'un ouvrier étranger, né en France de parents étrangers (article 8 § 3 C. civ.), s'ils quittent la France, auront droit à la rente de même que les ayants droit français.

Ce capital, ajoute le texte, ne pourra dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à

l'article 28. Cette addition a trait à un cas spécial, exposé dans le rapport de M. Mirman du 14 mai 1901.

Si l'ayant droit est un enfant, l'indemnité qui lui est allouée après l'accident n'est pas une rente viagère, mais une rente qui doit cesser lorsqu'il aura 16 ans accomplis; si l'on ne prévoyait le cas par une disposition législative spéciale, cet ayant droit, au moment où il va avoir 16 ans et où la rente va cesser de lui être servie, va déclarer qu'il désire quitter le territoire français, et va réclamer le capital qui est attribué à tout ayant droit quittant la France, c'est-à-dire une somme égale à trois fois le montant annuel de cette rente, quitte à revenir en France le lendemain. C'est pour rendre impossible cette spéculation que la Commission de la Chambre proposait d'ajouter : « *Toutefois pour les enfants, ce capital ne pourra dépasser le total des annuités restant à courir jusqu'à 16 ans.* »

Au Sénat, le texte souleva des objections de la part de la commission sénatoriale, M. Chovet, rapporteur, le trouva préjudiciable aux intérêts du débiteur de la rente, c'est-à-dire, le plus souvent, à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

« D'après le texte de la Commission de la Chambre, le capital immédiatement payable à un enfant de 13 ans atteindrait la totalité des arrérages qui lui eussent été servis jusqu'à l'âge de 16 ans. Or,

« pour établir le prix de la rente à servir, il faut
« tenir compte de la capitalisation et de la mortalité,
« alors qu'en versant immédiatement le capital, le
« débiteur perdrait les intérêts des sommes versées
« par anticipation et le bénéfice de la mortalité. »

« Il nous a paru nécessaire, disait le rap-
« porteur, pour mettre le débiteur, et notamment
« la caisse nationale des retraites, à l'abri de toute
« perte de ce chef, de compléter le texte de la
« Chambre des députés en limitant la somme
« susceptible d'être remboursée à ce que vaut,
« d'après le tarif, la rente ainsi remboursée au
« au moment du remboursement. » (3^e rapport
supplémentaire de M. Chovet, le 17 mars 1904.)

Droits des ouvriers étrangers et ayants droit en vertu des traités diplomatiques. — Enfin, un dernier paragraphe nouveau a été ajouté à l'article 3, aux termes duquel les dispositions relatives aux ouvriers étrangers et à leurs ayants droit pourront être modifiées par traités, dans la limite des indemnités prévues pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

Cet alinéa final permet de modifier les dispositions relatives aux ouvriers et ayants droit étrangers en France, dans le cas où, dans le pays d'origine de ces indemnitaires, les Français auraient des avantages équivalents.

Il ne comprenait d'abord que les représentants des ouvriers étrangers ; en cas d'équivalence entre les législations des deux pays, M. Mirman proposait de faire fléchir la loi vis-à-vis des familles des ouvriers étrangers ne résidant pas en France au moment de l'accident, et auxquelles aucune réparation n'était accordée.

Le texte définitif s'applique aux ouvriers et à leurs représentants ou ayants droit : notons toutefois qu'il faut, pour appliquer cette disposition, que les mesures soient contenues dans des traités diplomatiques, et que les avantages faits par les pays d'origine des ouvriers étrangers à nos nationaux soient équivalents à ceux garantis par notre loi, et qu'ils rentrent dans les indemnités prévues par l'article 3 de la loi de 1898.

« Le dernier paragraphe de l'art. 3 permet au
« Gouvernement, seul juge des initiatives à prendre
« et de la réserve à garder, de consentir, dans la
« mesure qui lui paraîtra compatible avec les légi-
« times préoccupations de nos entreprises et la
« disproportion des effectifs ouvriers en cause, un
« régime progressif de réparation réciproque au
« profit des pays qui ne se montreraient pas moins
« empressés que le nôtre à développer et à appli-
« quer les législations protectrices du travail et des
« travailleurs, en écartant à cet égard des dispa-
« rités de concurrence commerciale dont leurs

« ouvriers et nos industriels feraient également les « frais. » (Circulaire du Ministre du Commerce du 3 mai 1905.)

Le législateur a voulu ainsi favoriser la conclusion de traités de travail entre la France et les autres Etats à l'instar de celui qui a été conclu le 15 avril 1904 avec l'Italie, rendu exécutoire par décret du 8 octobre 1904.

ARTICLE QUATRE

Frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation. — Choix du médecin. — Droit de surveillance de l'état de la victime par le chef d'entreprise.

TEXTE ANCIEN

—
Le chef d'entreprise supporte en outre les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de 100 fr. au maximum.

Quant au frais médicaux et pharmaceutiques, si la victime a fait choix elle-même de son médecin, le

TEXTE NOUVEAU

—
Le chef d'entreprise supporte, en outre, les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de cent francs (100 fr.) au maximum.

La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son

chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite.

pharmacien. Dans ce cas, le chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton où est survenu l'accident, conformément à un tarif qui sera établi par arrêté du Ministre du Commerce, après avis d'une commission spéciale comprenant des représentants de syndicats de médecins et de pharmaciens, de syndicats professionnels ouvriers et patronaux, de sociétés d'assurances contre les accidents du travail et de syndicats de garantie, et qui ne pourra être modifié qu'à intervalles de deux ans

Le chef d'entreprise est seul tenu dans tous les cas, en outre des obligations contenues en l'article 3, des frais d'hospitalisation, qui, tout compris, ne pourront dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du

15 juillet 1893, majoré de cinquante pour cent (50 %), ni excéder jamais quatre francs par jour pour Paris ou trois francs cinquante centimes partout ailleurs.

Les médecins et pharmaciens ou les établissements hospitaliers peuvent actionner directement le chef d'entreprise.

Au cours du traitement, le chef d'entreprise pourra désigner au juge de paix un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime. Cette désignation, dûment visée par le juge de paix, donnera audit médecin accès hebdomadaire auprès de la victime en présence du médecin traitant, prévenu deux jours à l'avance par lettre recommandée.

Faute par la victime de se prêter à cette visite, le paiement de l'indemnité journalière sera suspendu par décision du juge de paix, qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.

Si le médecin certifie que la victime est en état de reprendre son travail et que celle-ci le conteste, le chef d'entreprise peut, lorsqu'il s'agit d'une incapacité temporaire, requérir du juge de paix une expertise médicale, qui devra avoir lieu dans les cinq jours.

Le législateur de 1905 a réglementé d'une façon très minutieuse ce qui a trait au traitement médical de la victime, alors que la loi de 1898 n'avait fait que mettre à la charge du chef d'entreprise les frais médicaux, pharmaceutiques et les frais funéraires, ces derniers évalués au maximum de 100 francs, et, dans le cas où la victime choisirait son médecin, à dire que le chef d'entreprise ne pouvait être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix, conformément au tarif adopté dans chaque département par l'Assistance médicale gratuite.

Les innovations introduites par la loi de 1905 dans l'article 4 de la loi de 1898 portent sur quatre points :

1^o *Faculté pour la victime de faire choix de son médecin et de son pharmacien ;*

2° *Tarification des frais médicaux et pharmaceutiques ;*

3° *Paiement des frais d'hospitalisation ;*

4° *Droit de surveillance par le patron de l'état de la victime pendant le traitement.*

1° *Faculté par la victime de choisir son médecin et son pharmacien.* — L'article 4, § 2, de la loi de 1905 permet, dans tous les cas, à la victime de faire choix elle-même de son médecin. Cette faculté semblait bien découler de l'art. 4 §, 2 de la loi de 1898 ; mais ce texte faisait simplement et incidemment allusion au cas où la victime aurait choisi elle-même son médecin.

Bien que cette liberté de choix semble naturelle, un doute s'était cependant élevé à son sujet. Les compagnies d'assurance qui ont l'habitude de contracter avec des médecins des abonnements pour soigner les accidentés refusaient ce droit aux victimes.

Dans ces conditions, les ouvriers, incertains de leurs droits, demandaient un texte formel remplaçant le texte douteux de la loi de 1898. L'initiative de la réforme revient à M. Dubuisson, dont la proposition ainsi formulée : « La victime peut toujours faire choix elle-même de son pharmacien et de son médecin », fut acceptée à la Chambre et au Sénat. Ce droit fut même précisé à la suite d'une proposition de M. Massabuau, tendant à

limiter le choix du médecin au canton où résidait la victime, et il fut décidé que ce choix pouvait être opéré, non seulement dans le canton où réside la victime, mais là où elle le voudra.

Notons, d'autre part, que ce droit est garanti, aux termes de l'article 30, § 4, par une amende de 16 francs à 300 francs et, en cas de récidive dans l'année, par une amende de 500 à 2.000 francs, sous réserves de l'article 463 du Code pénal, qui pourront être prononcées contre toute personne qui, soit par des menaces de renvoi, soit par refus ou menaces de refus des indemnités dues en vertu de la loi, aura porté atteinte au droit de la victime de choisir son médecin.

2° Paiement des frais médicaux et pharmaceutiques, dans le cas où la victime fait choix de son médecin et de son pharmacien. — Dès l'instant qu'il était loisible à la victime de choisir elle-même son médecin et son pharmacien, il s'ensuivait logiquement que le chef d'entreprise devait être mis à l'abri des excès qui pourraient être commis dans les dépenses médicales et pharmaceutiques.

La loi de 1898, envisageant le cas où la victime avait fait ce choix elle-même, s'en rapportant au tarif adopté dans chaque département pour l'assistance médicale pratique (loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite), donnait compétence au juge de paix du canton pour fixer la somme de

ces frais selon les tarifs adoptés ; mais, dans certains départements, ces tarifs n'existaient pas ; 19 départements n'avaient pas de tarif médical, et 7, dont la Seine, n'avaient pas de tarifs pharmaceutiques. D'autre part, lorsque ces tarifs existaient, ils variaient sensiblement avec les départements.

Aussi, la Commission de la Chambre, sur le rapport de M. Mirman (14 mai 1901), proposa de compléter le texte en ajoutant : « ou, à leur défaut, aux usages locaux ». Ce texte de la Commission fut voté par la Chambre.

Devant le Sénat, il fut vivement critiqué. (Séance du 16 juin 1904.) On reprocha à ce mode d'évaluation d'être trop peu rémunérateur pour le corps médical. MM. Pouettre, Piédebidou et Petitjean proposèrent d'évaluer le montant des frais médicaux et pharmaceutiques au moyen des tarifs ouvriers existant dans 63 départements et, pour le surplus, des usages locaux. Cet amendement fut accepté dans la séance du 16 juin 1904.

Le dernier mot n'était pas dit sur cette question, et, quelques jours après, 21 juin 1904, un nouvel amendement de M. le sénateur Gourju, avait pour but de substituer aux tarifs ouvriers et aux usages locaux, qui ne seraient qu'une disposition transitoire, un tarif qu'établirait un règlement d'administration publique rendu sur la proposition de M. le Ministre du Commerce, avant la deuxième année

qui suivrait la promulgation de la loi nouvelle, après avis du comité consultatif des assurances et du Conseil supérieur de l'assistance publique, et qui déterminerait les frais médicaux et pharmaceutiques à la charge des chefs d'entreprise.

C'est à la suite de cet amendement que la Commission sénatoriale rédigea le texte qui, après avoir reçu quelques modifications de terminologie, devint le § 2 *in fine* de notre article 4.

En exécution de cette disposition législative, un arrêté du 20 mai 1905 institua une commission qui se réunit pour élaborer un double tarif médical et pharmaceutique, ayant pour but de « réserver au « corps médical et aux pharmaciens des rémuné-
« rations légitimes ; de n'imposer à l'industrie que
« des charges supportables, et de maintenir effec-
« tivement, au profit des victimes des accidents, le
« droit légal au libre choix du médecin et du phar-
« macien ». (Circulaire du Ministre du Commerce du 6 novembre 1905.)

Ce tarif comprend deux titres : le premier titre comprend la base des frais médicaux, et le deuxième, la base des frais pharmaceutiques.

D'ailleurs, le tarif ainsi élaboré, destiné à aider les juges de paix dans leurs évaluations, n'a rien de définitif. C'est un tableau qui, aux termes de la loi, pourra être modifié après deux années d'expérience. « Cette expérience, dans l'intérêt de tous, doit être

« loyalement acceptée et pratiquée, même dans les
« cas exceptionnels où elle imposerait certains
« sacrifices passagers. » (Même circulaire).

3° *Paiement des frais d'hospitalisation.* — Il peut arriver que la gravité de l'état de la victime nécessite son transport à l'hôpital, et qu'elle y soit transportée, soit sur sa demande, soit sur la proposition du chef d'entreprise.

La loi de 1898 n'avait pas parlé du paiement des frais d'hospitalisation, et la jurisprudence était divisée sur le point de savoir qui les supporterait en définitive.

Deux opinions étaient en présence. La première distinguait, dans ces frais, les frais médicaux et pharmaceutiques, qui seront à la charge du chef d'entreprise, en plus de l'indemnité journalière, et les dépenses d'entretien de la victime qui seront prélevées sur l'indemnité journalière, comme correspondant au logement et à la nourriture de la victime pendant sa maladie.

La deuxième opinion ne faisait pas de distinction, et mettait les frais d'hospitalisation à la charge du chef d'entreprise, sans que l'indemnité journalière en pût être diminuée.

Le premier système se basait sur ce fait que l'indemnité journalière est destinée à pourvoir à la subsistance de l'ouvrier, c'est-à-dire à ses frais d'entretien chez lui ou à l'hôpital : il y avait double

emploi à mettre à la charge du chef d'entreprise les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais d'entretien, alors qu'il payait déjà l'indemnité journalière, dont une partie était destinée à ces derniers. De plus, c'était favoriser un calcul intéressé de la part de l'ouvrier, qui, s'il ne supportait pas la part des frais d'hospitalisation relative à son entretien, serait poussé à réclamer l'hospitalisation par économie.

Le deuxième système voyait une impossibilité matérielle de faire une division quelconque dans les frais d'hospitalisation.

Nous ne reprendrons pas en détail les longs débats qui se sont engagés sur ce point devant les Chambres. Disons seulement que M. Mirman, dans son rapport au nom de la Commission de la Chambre, distinguait deux cas :

Premier cas. — C'est le chef d'entreprise qui a offert à la victime de lui faire donner à l'hôpital les soins qu'il lui doit, ou encore la victime, sans être consultée ou sans qu'elle ait la possibilité de choisir, d'examiner et de refuser des offres contraires, a été transportée à l'hôpital, ou enfin la victime, à laquelle des soins ont été d'abord offerts à domicile, qui les a acceptés, qui commence peut-être à les recevoir, les voit suspendus, s'en trouve privée et se rend à l'hôpital pour continuer le traitement auquel elle a droit et qui vient, en fait, de lui être retiré.

Deuxième cas, — La victime, au contraire, se trouvait en état de choisir librement, et a nettement repoussé l'offre qui lui était faite, déclarant préférer l'hospitalisation aux soins qui lui auraient été assurés par l'entreprise.

Dans le premier cas, aucune part des frais d'hospitalisation ne pourrait être déduite de l'indemnité journalière. Le traitement à l'hôpital est plus avantageux pour le chef d'entreprise ; l'ouvrier y reçoit des soins assidus qui activeront sa guérison ou empêcheront une aggravation de la blessure.

Dans le deuxième cas, la Commission estimait que, lorsque l'ouvrier avait refusé d'autres soins que ceux de l'hôpital qui lui étaient offerts par le chef de l'entreprise, ou lorsque, après les avoir acceptés et alors qu'ils continuaient à lui être régulièrement assurés, l'ouvrier s'y est volontairement soustrait pour se faire transporter à l'hôpital, dans ce cas les frais d'hospitalisation devaient être à la charge du chef d'entreprise pour tout ce qui ne concernerait pas les frais alimentaires et d'entretien, lesquels seront déduits de l'indemnité journalière et, pour éviter toute difficulté sur le calcul de cette part, la Commission proposait de fixer le montant des frais d'entretien et de séjour à un quart de l'indemnité journalière. Le rapport de la Commission, présenté par M. Mirman, s'ex-

primait ainsi : « Lorsque la victime a refusé les
« soins médicaux et pharmaceutiques assurés par
« l'entreprise et déclaré préférer l'hospitalisation,
« le chef d'entreprise ne sera tenu, outre les frais
« d'hospitalisation, que des trois quarts de l'indem-
« nité journalière.

Cette proposition fut l'objet de nombreux amendements. M. Haussmann proposait de laisser les frais d'hospitalisation autres que les frais pharmaceutiques et médicaux à la charge de la commune. Cette proposition fut repoussée. (Séance du 20 mai 1901.)

Un amendement fut proposé par M. Fernand David, ainsi conçu : « Lorsque la victime est soignée
« à l'hôpital, le chef d'entreprise ne sera tenu,
« outre les frais d'hospitalisation couramment
« appliqués, que des $\frac{3}{4}$ de l'indemnité journa-
« lière » ; et le promoteur de la proposition l'expliquait en substance de la façon suivante : il n'y a pas lieu de rechercher qui a provoqué l'entrée à l'hôpital ; dans tous les cas, la victime aura droit aux $\frac{3}{4}$ de l'indemnité journalière pendant le séjour à l'hôpital. Il est en effet impossible d'affirmer, dans les circonstances qui ont entraîné l'accident, qu'il, du patron ou de l'ouvrier, a demandé le transport à l'hôpital ; et, si on accepte la distinction de la Commission, on va faire naître de nombreux conflits alors que l'intérêt est minime.

De plus, n'établirait-on pas ainsi une sorte de prime pour le patron, qui avait intérêt, tout au moins momentanément, à laisser l'ouvrier faire la demande d'hospitalisation, pour lui permettre de bénéficier d'une réduction du $\frac{1}{4}$ de l'indemnité journalière ?

Cet amendement avait attiré l'attention de la Commission, et un nouveau texte proposé par elle fut accepté par la Chambre le 23 mai 1901 ; il était ainsi conçu : « Le chef d'entreprise est tenu, dans « tous les cas, à la totalité des frais d'hospitalisation. »

Au Sénat, la Commission proposa le texte suivant, qui a passé dans la loi : « Le chef d'entreprise est « seul tenu dans tous les cas, en outre des obli-
« gations contenues en l'article 3, des frais d'hospi-
« talisation ». De plus, elle proposait de limiter ces frais d'hospitalisation par un tarif : « Le chef
« d'entreprise est tenu, dans tous les cas, en outre
« des obligations contenues dans l'article 3, aux
« frais d'hospitalisation jusqu'à concurrence de
« 1 franc par jour, tout compris, conformément
« à la loi sur l'assistance médicale gratuite ; cette
« somme sera portée à 2 francs 50 à Paris et à
« 2 francs dans les villes au-dessus de 100.000
« habitants. »

Puis la Commission changea elle-même son texte, et la fin en était ainsi rédigée : « Jusqu'à
« concurrence de 1 franc 50 par jour, tous frais

« d'entretien et de nourriture, ainsi que tous frais
« médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques
« compris, les chiffres de 2 francs 50 à Paris et
« de 2 francs dans les villes de plus de 100.000
« habitants étaient maintenus ».

Enfin « en considération des intérêts des hôpitaux
« qui ne sauraient souffrir de l'application de la
« législation sur les accidents du travail, et aussi
« de ceux des industriels, qui ne peuvent être à la
« merci de leurs prétentions ou de celles des
« médecins », le texte actuel a été définitivement
adopté. Il contient une majoration légale de 50 %
des tarifs de la loi d'assistance publique du 15 juillet
1893, et les frais d'hospitalisation, tout compris, ne
pourront jamais excéder 4 francs par jour pour
Paris et 3 francs 50 partout ailleurs.

*Action directe de médecins, pharmaciens et
établissements hospitaliers contre les chefs d'entre-
prise.* — La loi de 1905, en donnant aux médecins,
pharmaciens et établissements hospitaliers le droit
d'actionner directement le chef d'entreprise en
paiement de ce qui leur en est dû, n'a fait que consacrer
la jurisprudence générale. (Justice de paix de
Peyrolles, 30 janvier 1902. — Châlons-sur-Saône,
5 mars 1904.)

4° *Droit de surveillance de l'état de la victime
par le patron pendant le traitement.* — Nous avons
vu que la loi de 1898 avait incidemment envisagé

le cas où la victime ferait elle-même le choix de son médecin, sans cependant reconnaître expressément à l'ouvrier un droit qui lui a été donné par la loi de 1905. La loi de 1898 n'a même pas incidemment reconnu au chef d'entreprise un droit qui semble le corollaire de celui dont jouissent les ouvriers, à savoir, de pouvoir en prendre également un de son choix, pour le renseigner sur l'état de l'accidenté.

Le § 5 de l'article 4 de la loi de 1905 permet au chef d'entreprise de se faire renseigner sur l'état de la victime par l'intermédiaire d'un médecin qu'il pourra désigner au juge de paix, et pose les conditions dans lesquelles ce droit sera exercé.

D'après le premier projet de la Chambre, voté en juin 1901, le chef d'entreprise ne pouvait que proposer à l'agrément du juge de paix la désignation d'un médecin.

Un amendement de M. le sénateur Treille donnait aux juges de paix la possibilité de désigner un médecin sur la demande du chef d'entreprise. En combattant cet amendement, le rapporteur déclarait qu'il n'y avait pas de raison pour que le patron fût l'objet de plus de suspicion que l'ouvrier, à qui la loi accordait de pouvoir choisir lui-même son médecin.

Aux termes du texte adopté par la loi de 1905, le médecin sera choisi par le chef d'entreprise, et le juge de paix ne pourra s'opposer à ce choix ; il

se bornera à donner son visa à cette désignation ; il pourra faire des observations s'il le juge convenable, sauf au chef d'entreprise à passer outre ; le visa ne fera que donner un caractère officiel à la désignation.

Il va sans dire que ce médecin sera payé par le chef d'entreprise, que son rôle, se bornera à constater l'état de la victime et à renseigner le chef d'entreprise, sans qu'il puisse de sa propre initiative, intervenir dans le traitement suivi par l'ouvrier.

Accès hebdomadaire du médecin du patron auprès de la victime. — La Chambre des députés n'accordait le droit d'accès que tous les mois ; la loi de 1905, autorise les visites hebdomadaires. Cette modification au texte de la Chambre a été introduite en raison des accidents qui n'entraînaient qu'une incapacité de 15 à 20 jours, car, dans ce cas, le droit de visite eût été trop restreint :

D'autre part, la visite hebdomadaire est facultative pour le médecin du chef d'entreprise, dont les visites pourront être moins fréquentes.

Lorsque le médecin ainsi choisi voudra visiter la victime, il devra prévenir le médecin traitant deux jours à l'avance par lettre recommandée, et la visite aura lieu en présence de ce dernier. Cette précaution du législateur a eu pour but d'empêcher le médecin du chef d'entreprise de profiter de sa visite pour critiquer le traitement que le médecin

de l'ouvrier fait suivre à ce dernier, et pour soustraire la victime à toute intimidation volontaire ou involontaire de la part du médecin de l'entrepreneur.

Il n'y a pas, dans la loi qui a prescrit la présence du médecin traitant lors des visites de son confrère, une défense pour celui-ci de procéder à son examen, si le médecin traitant a été prévenu dans les formes légales, et ne se trouve pas là à l'heure qui lui a été indiquée.

Il eût été en effet trop facile pour l'ouvrier de rendre vain le contrôle que la loi accorde au patron, en s'entendant avec son médecin pour que ce dernier ne se présente pas lors de la visite hebdomadaire du médecin choisi par le chef d'entreprise.

Sanctions — Refus de la victime de se prêter à la visite. — Suspension du paiement de l'indemnité journalière.

L'article 4 de la loi de 1905 a sanctionné deux situations auxquelles le droit de visite du médecin du chef d'entreprise pouvait donner naissance.

Il peut d'abord arriver que la victime se refuse à l'examen du médecin ainsi choisi. L'article 4 § 6, dans ce cas, décide que, par décision du juge de paix, le paiement de l'indemnité journalière sera suspendu après convocation de la victime par simple lettre recommandée.

Aucune forme n'est prescrite par la loi pour saisir le Juge de paix de ce refus ; une lettre du

médecin ou encore une requête du chef d'entreprise avec attestation du médecin rempliront ce but.

L'ouvrier sera convoqué : s'il se présente et que les motifs qu'il fournit de son opposition à la visite du médecin du chef d'entreprise ne paraissent pas suffisants au Juge de paix, celui-ci prononcera la suspension du paiement de l'indemnité journalière à dater du refus.

Si, plus tard, l'ouvrier revenait sur son refus et faisait savoir au médecin du chef d'entreprise qu'il est disposé à se prêter à son examen, le paiement de l'indemnité journalière reprendrait son cours.

Désaccord entre le médecin du patron et la victime ou son médecin sur l'état du blessé. — Un deuxième cas a été prévu et sanctionné par l'article 4 : si le médecin du patron certifie que la victime est en état de reprendre son travail, et si celle-ci le conteste, le chef d'entreprise, en cas d'incapacité temporaire, peut requérir du Juge de paix une expertise médicale, qui devra avoir lieu dans les cinq jours. L'expertise aura pour but de rechercher si la victime est totalement guérie, et le Juge de paix, se basant sur les conclusions de l'expert, ordonnera la cessation du paiement de l'indemnité journalière, sa continuation, ou se déclarera incompétent.

Le rapport de M. Chovet à cet égard s'exprime ainsi : « Lorsqu'il s'agit d'incapacité temporaire,

« nous avons voulu, en tant que de besoin, éviter
« toute équivoque et faire ressortir d'une façon
« indiscutable que le Juge de paix n'avait pas à
« s'occuper de l'incapacité permanente dont il n'a
« pas à connaître. »

Si donc le médecin du patron certifie que la victime est atteinte d'une incapacité permanente, le Juge de paix devra se déclarer incompétent et renvoyer l'affaire devant le président du Tribunal.

Nous verrons par la suite (article 30) que le législateur a pris soin de garantir la sincérité des certificats médicaux en édictant des peines élevées dans le cas où le médecin se livrerait à une collusion préjudiciable à l'ouvrier ou au patron.

ARTICLE 10

Calcul du salaire de base pour la fixation des rentes.

TEXTE ANCIEN

TEXTE NOUVEAU

—
Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pen-

—
Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant

dant ce temps, soit en argent, soit en nature.

« Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise augmentée de la rémunération *moyenne qu'ils ont reçue*, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, *les ouvriers de la même catégorie*.

« Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération qu'ils auraient pu recevoir pendant la période de travail nécessaire pour compléter les douze mois, d'après la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie pendant ladite période.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

Si, pendant les périodes visées aux alinéas précédents, l'ouvrier a chômé exceptionnellement et pour des causes indépendantes de sa volonté, il est fait état du salaire moyen qui eût correspondu à ces chômages.

Le législateur de 1898 a pris comme base du calcul des rentes le salaire annuel gagné par la victime. Toutefois, ce mode de calcul n'était employé que pour les ouvriers au service de l'industriel depuis au moins douze mois.

Pour les ouvriers employés depuis moins de douze mois dans l'industrie, victimes d'accidents, le salaire de base devait être calculé sur le montant des sommes qu'ils avaient touchées depuis leur entrée dans l'atelier, et la moyenne de celles reçues par les ouvriers de la même catégorie, pendant la période complémentaire des douze mois précédant l'accident.

Une modification dans la rédaction du texte de l'article 10 relative à cette dernière catégorie d'ouvriers a été introduite à la suite d'un amendement de M. Audrieu. Aux termes : « *Augmenté de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie* », la Chambre a substitué : « *Augmenté de la rémunération qu'ils auraient pu recevoir pendant la période de travail nécessaire pour compléter les douze mois, d'après la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie pendant ladite période.* »

Un alinéa nouveau a en outre été ajouté dans la loi de 1905 ; il a trait au chômage exceptionnel subi par le blessé pour des causes indépendantes

de sa volonté, disposition introduite sur une proposition de M. Félix Martin.

« Si, pendant les périodes visées dans les alinéas « précédents, dit le législateur, l'ouvrier a chômé « exceptionnellement et pour des causes indépendantes de sa volonté, il est fait état du salaire « moyen qui aurait correspondu à ces chômages. »

Toutefois, le législateur n'a pas indiqué ce qu'il fallait entendre par chômage exceptionnel et par causes indépendantes de la volonté de l'ouvrier.

On peut ranger dans les causes de chômage exceptionnel : 1° les maladies, dans lesquelles nous comprendrons les indispositions inhérentes à l'humanité, auxquelles nul ou à peu près n'échappe, et ce en nous basant sur l'esprit de la loi de 1905, qui a voulu avant tout que le salaire, sur lequel serait calculée la rente fût ramené au chiffre qu'il eût atteint s'il n'avait été interrompu par une cause involontaire et exceptionnelle ¹.

2° Les accidents, quelles qu'en soient la durée et la gravité : il y a là une cause exceptionnelle et involontaire de chômage ;

3° Le service militaire, mais bien entendu en ce qui concerne les périodes d'exercice ². Pour ce qui est du service militaire, auquel chaque citoyen doit satisfaire pendant une période de deux ans, la

1. CABOUAT, *Traité des accidents de travail*, t. II, p. 71.

2. Idem.

solution est simple. Si l'accident dont l'ouvrier a été victime est survenu plus d'un an après le retour dans ses foyers, il y aura lieu d'appliquer l'article 10, § 1^{er}. Si l'accident survient moins d'un an après ce retour, la victime sera assimilée aux ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident. (Art. 10, § 2.)

Ces causes sont personnelles à chaque ouvrier. Sont-ce les seules qui donnent lieu à l'application de l'art. 10, § 4 ?

Il ne paraît pas douteux, tant en raison du texte que de l'intention du législateur que nous avons déjà signalée, que les causes de chômage qui atteignent l'industrie, crises, incendies, etc... doivent avoir le même effet que les causes personnelles de chômage ci-dessus relatées ; la suspension de travail qui en résulte est bien exceptionnelle et indépendante de la volonté de l'ouvrier ¹.

Que si l'ouvrier victime de l'une des causes de chômage qui frappent l'industrie où il est employé, cherchait et trouvait à s'employer en attendant la reprise de travail chez son premier patron, nous ne croyons pas que le juge puisse se baser sur le salaire qu'il a pu ainsi recueillir pendant le chômage chez un autre employeur : l'ouvrier y gagnera ou y perdra, mais le principe édicté par la loi de 1905 dans son intérêt exige que, son

1. CABOUAT, *Traité des accidents de travail*, t. II, p. 75.

salaire de base soit calculé sur ce qu'il aurait gagné en restant au service du patron dont l'industrie a été suspendue.

Il résulte conséquemment des termes mêmes du § 4 de l'art. 10 que le chômage présentant un caractère indubitablement volontaire de la part de la victime ne saurait donner lieu à l'application du bénéfice que cet article réserve aux ouvriers victimes de chômage exceptionnels et indépendants de leur volonté¹.

Grèves. — L'application de l'art. 10 *in fine* soulève une question plus délicate. Quelle sera l'influence des grèves sur le calcul des salaires de base ? Autrement dit, la grève constitue-t-elle une cause de chômage exceptionnel et indépendant de la volonté de l'ouvrier, ou n'a-t-elle pas ce caractère ?

Plusieurs Cours d'appel ont vu dans la grève une rupture du contrat de travail : lorsqu'elle est terminée et que les grévistes rentrent à l'usine, un nouveau contrat de travail se forme, et, si l'un d'eux, avant que douze mois se soient écoulés depuis le retour à l'usine, est victime d'un accident de travail, on ne fera pas entrer en ligne de compte son travail antérieur à la grève, et il sera traité comme l'est tout ouvrier ayant travaillé moins de douze mois au service du patron. (Art. 10, § 2.)

Cette solution a été consacrée par la Cour de cassation (4 mai 1904.)

1. CABOUAT, *Traité des accidents de travail*. t. II, p. 77.

Malgré l'autorité qui se rattache à l'autorité des décisions de la Cour suprême, nous croyons avec M. Cabouat, que des raisons de fait devront faire fléchir ce principe qui, en cas de grève totale des ouvriers de l'usine, aurait pu avoir pour conséquence de ne pouvoir tenir compte à l'accidenté des journées que la grève lui aurait fait perdre dans le calcul de son salaire de base.

Les grèves ne sont qu'un moyen pour les ouvriers de peser sur la volonté des entrepreneurs pour arriver à la satisfaction de leurs revendications. Et même, dans le cas où les conditions du contrat de travail les motivent, et où elles ont pour but de les modifier, les grévistes ne cherchent-ils pas à influencer le patron, sans songer un seul instant à résilier leur contrat et à ne pas reprendre leur travail à l'usine, si le patron fait droit en totalité ou en partie à leurs réclamations ? Il n'y a pas, à tout prendre, résiliation du contrat de travail, mais simplement suspension momentanée de ce contrat de travail, qui ne sera définitive que si le patron en prononce la résiliation.

Nous ne saurions, d'autre part, ne pas comprendre les grèves dans l'application de l'article 10, § 4 en prétextant que tous ceux qui participent à la grève doivent en supporter les conséquences comme d'un acte délibéré et personnel, et qu'elle constitue une cause volontaire de chômage, pas plus d'ailleurs

que nous ne saurions accepter la distinction que l'on a faite entre les ouvriers ayant provoqué la grève et ceux qui n'ont fait que la suivre parce que le départ des premiers les empêchait effectivement ou moralement de continuer leur travail, et ce en raison de la difficulté où l'on se trouverait de faire une démarcation certaine entre ces deux catégories de responsables et de leur appliquer des modes d'évaluation de salaires de bases différents ¹.

La grève, pensons-nous, constitue pour les ouvriers, au premier chef, un moyen de défendre leurs intérêts contre les employeurs ; c'est la forme sous laquelle se manifeste l'exercice d'un droit légal, et l'assimiler à un chômage habituel et volontaire serait aller à l'encontre du vœu du législateur de 1905, qui a voulu protéger l'ouvrier contre les conséquences des causes de suspension de travail exceptionnelles et de force majeure, dans lesquelles nous estimons devoir ranger la grève.

ARTICLE 15

Compétence respective du juge de paix et du Tribunal — Accidents en territoire étranger

TEXTE ANCIEN

TEXTE NOUVEAU

Les contestations entre	Sont jugées en dernier
les victimes d'accidents et	ressort par le juge de paix
les chefs d'entreprise, rela-	du canton où l'accident

1. CABOUAT, *Accid. du trav.*, t. II p. 84.

tives aux frais funéraires, de maladie, aux frais ou aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever, et dans les quinze jours de la demande, les constestations relatives tant aux frais funéraires qu'aux indemnités temporaires.

Les indemnités temporaires sont dues jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure, c'est-à-dire jusqu'au jour où la victime se trouve, soit complètement guérie soit définitivement atteinte d'une incapacité permanente ; elles continuent, dans ce dernier cas, à être servies jusqu'à la décision définitive prévue à l'article suivant, sous réserve des dispositions du quatrième alinéa dudit article.

Si l'une des parties soutient, avec un certificat médical à l'appui, que l'incapacité est permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent par une décision dont il transmet, dans les trois jours, expédition au président du

tribunal civil. Il fixe en même temps, s'il ne l'a fait antérieurement, l'indemnité journalière.

Le juge de paix connaît des demandes relatives au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques, jusqu'à 300 fr., en dernier ressort et à quelque chiffre que ces demandes s'élèvent, à charge d'appel dans la quinzaine de la décision.

Les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière sont exécutoires nonobstant opposition. Ces décisions sont susceptibles de recours en cassation pour violation de la loi.

Lorsque l'accident s'est produit en territoire étranger, le juge de paix compétent, dans les termes de l'article 12 et du présent article, est celui du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.

Lorsque l'accident s'est produit en territoire français, hors du canton où est

situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime, le juge de paix de ce dernier canton devient exceptionnellement compétent, à la requête de la victime ou de ses ayants droit adressée, sous forme de lettre recommandée, au juge de paix du canton où l'accident s'est produit, avant qu'il ait été saisi dans les termes du présent article, ou bien qu'il ait clos l'enquête prévue à l'article 13. Un récépissé est immédiatement envoyé au requérant par le greffe, qui avise, en même temps que le chef d'entreprise, le juge de paix devenu compétent, et, s'il y a lieu, transmet à ce dernier le dossier de l'enquête, dès sa clôture, en avertissant les parties, conformément à l'article 13.

Si, après transmission du dossier de l'enquête au président du tribunal du lieu de l'accident et avant convocation des parties, la victime ou ses ayants droit

justifient qu'ils n'ont pu, avant la clôture de l'enquête, user de la faculté prévue à l'alinéa précédent, le président peut, les parties entendues, se dessaisir du dossier et le transmettre au président du tribunal de l'arrondissement où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.

De profondes modifications ont été introduites par la loi de 1905 dans l'article 15 de la loi de 1898, et de longues discussions se sont élevées dans les commissions et dans les Chambres au moment de sa rédaction.

Aux termes du paragraphe unique de l'art. 15 de la loi de 1898, les juges de paix avaient été reconnus compétents pour juger les contestations qui pouvaient s'élever sur le règlement des frais funéraires, des frais de maladie et des indemnités temporaires.

Aucune difficulté ne pouvait s'élever quand le patron et l'ouvrier avaient reconnu que l'accident n'avait entraîné qu'une incapacité temporaire, et que la victime ne demandait pas de rente ; en cas de désaccord sur le chiffre des indemnités récla-

mées par la victime, le juge de paix statuait, et ses pouvoirs ne donnaient lieu à aucune contestation.

Mais, lorsque l'accident avait entraîné une incapacité permanente de travail, il en allait tout autrement. La victime était en droit de réclamer une rente, et le Tribunal civil était seul compétent pour statuer sur la rente.

Qu'arrivait-il alors ? Le Tribunal devait-il, en même temps qu'il statuait sur la rente, statuer également sur les frais de maladie, les frais funéraires et l'indemnité journalière ? ou bien, au contraire, le juge de paix demeurait-il compétent pour ces dernières indemnités, sauf à renvoyer les parties devant le Tribunal pour y voir statuer sur la rente ?

Dans le doute, la plupart des juges de paix, soit de leur propre initiative, soit sur la demande des compagnies d'assurances, se déclaraient incompétents pour fixer l'indemnité journalière chaque fois que le Tribunal civil était saisi d'une demande de pension, et même quand l'incapacité permanente était déjà certaine et qu'il apparaissait que le Tribunal serait prochainement saisi.

La jurisprudence était très divisée sur ce point, et trois systèmes différents avaient été adoptés par les Cours d'appel.

Premier système.— Selon un premier système, le juge de paix était seul compétent pour la fixa-

tion de toute indemnité autre que la rente. Cela résultait des termes généraux de l'art. 15 qui ne distinguait pas et visait toutes les contestations pouvant s'élever sur le paiement des frais médicaux, funéraires et de l'indemnité temporaire. Le législateur n'a pas voulu contraindre la victime à attendre que le Tribunal fût saisi d'une demande de pension, ce qui demande un certain temps, avant de pouvoir toucher l'indemnité journalière, qui a pour but de faire face immédiatement aux besoins alimentaires de la victime et de sa famille ; d'autre part, l'art. 16 édicte que, si l'affaire n'est pas en état, le Tribunal devra surseoir à statuer sur la rente, et que l'indemnité journalière continuera à être servie jusqu'à la décision définitive : il faut donc que celle-ci ait été fixée avant le jugement du Tribunal.

(En ce sens : Douai, 22 février 1900 ; — Caen, 6 février 1901.)

Second système. — D'après un deuxième système, le Tribunal civil est seul compétent. Il y a un lien de connexité entre les deux actions. (Art. 171 du Code de Procédure civile.) — La demande en paiement de l'indemnité journalière est l'accessoire de la demande en paiement de la rente, qui est principale et doit suivre cette dernière : on évite ainsi des contrariétés de jugement, si, par exemple, la cessation du paiement de l'indemnité journalière fixée par le juge de paix ne correspon-

ne doit pas au point de départ de la rente fixé par le Tribunal.

(En ce sens, Besançon, 14 février 1900.)

Troisième système. — Enfin, un troisième système reconnaissait la compétence du juge de paix et du Tribunal civil. Le juge de paix était compétent en raison des termes de l'art. 15, et le Tribunal en vertu de la connexité entre les deux actions.

En ce sens : Angers, 16 janvier 1900 ; — Orléans, 30 mai 1900.

En ce qui concerne les frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, l'argument tiré de la connexité n'était plus invoqué, et la difficulté n'avait donné naissance qu'à deux systèmes : Le premier reconnaissant le juge de paix seul compétent (en ce sens : Besançon, 14 février 1900 ; tribunal de Lyon, 24 février 1900), le deuxième, reconnaissant la compétence du juge de paix et du Tribunal. (En ce sens : Angers, 16 janvier 1900 ; Bourges, 27 février 1900 ; Dijon, 28 juin 1900.)

La Cour de cassation a consacré le 3^e système, reconnaissant tout à la fois la compétence du juge de paix et du tribunal civil, et cette opinion qui, ainsi que nous le verrons, n'a pas été adoptée par le législateur de 1905, a été affirmée à différentes reprises par la Cour suprême.

Pour la Cour de cassation, il y a entre les deux demandes nées d'un fait unique un lien de con-

nexité étroite, et, en les jugeant séparément, on risquerait de leur donner des solutions inconciliables. Par suite, le tribunal civil, juridiction ordinaire, doit primer le juge de paix, juridiction exceptionnelle, et connaître de toutes les contestations relatives à l'affaire.

(Cassation : 21 janvier 1903, 9 mars 1903, 4 août 1903.)

Mais le fait que le tribunal, juridiction ordinaire, a été saisi d'une demande connexe à celle dont le juge de paix, juridiction exceptionnelle, a été saisi par action séparée n'explique pas que cette juridiction exceptionnelle doive se déclarer incompétente ; elle pourra seulement ordonner le renvoi de l'affaire devant le Tribunal, si les parties le demandent (article 171 du Code de procédure civile), et à la condition que les deux actions connexes soient pendantes devant des Tribunaux du même degré.

(Cassation, 25 novembre 1903.)

En présence de ces divergences profondes sur cette question d'intérêt primordial, le législateur devait déterminer d'une façon indiscutable les attributions respectives des juges de paix et du Tribunal civil.

« L'expérience a prouvé la nécessité d'établir,
« entre le domaine du juge de paix d'une part et
« d'autre part le domaine du président du Tribunal,

« une ligne de démarcation si nette, que les parties
« comprennent sans aucun doute possible à qui
« elles doivent s'adresser pour faire résoudre leurs
« contestations. » (Rapport de M. Mirman, 14
mai 1901.)

La Commission de la Chambre, par l'organe
de son rapporteur, proposait de reconnaître la
compétence du Juge de paix sur tout ce qui a trait
à l'indemnité journalière, et de reconnaître la
compétence du Tribunal sur tout ce qui a trait à
la rente.

« D'un côté, dit M. Mirman, et en outre des
« frais funéraires et de maladie, tout ce qui touche
« les indemnités journalières, quelle que soit
« d'ailleurs l'infirmité permanente qui puisse éven-
« tuellement résulter de l'accident, voilà le domaine
« du juge de paix.

« De l'autre, tout ce qui touche, mais rien que
« ce qui touche les rentes, c'est le domaine du pré-
« sident du Tribunal et du Tribunal lui-même. La
« détermination de la quotité de l'indemnité jour-
« nalière est une opération très simple ; la fixation
« de la rente est une opération en général très déli-
« cate et qui peut soulever maintes contestations.

« Il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette qualifica-
« tion imprécise d'accessoire et de principal : il peut
« se présenter tel cas où l'incapacité est très peu
« grave, mais où, la maladie ayant duré longtemps,

« le total des indemnités journalières sera plus
« élevé que la valeur du capital de la rente ; il est
« tels autres cas, où l'accident ayant entraîné le décès
« ou une incapacité permanente totale ou au moins
« très grave, la valeur en capital de la rente consti-
« tituera la partie la plus importante de l'indemnité
« globale. Cette distinction entre l'accessoire et le
« principal sur laquelle s'est établie la fâcheuse
« jurisprudence que nous nous proposons de faire
« disparaître est donc purement théorique ; elle ne
« correspond pas aux faits.

« Il faut ajouter que les deux créances relatives,
« l'une au paiement de l'indemnité journalière,
« l'autre au paiement des rentes sont entourées par
« l'article 23 de la loi de 1898 de garanties essen-
« tiellement différentes. La première est garantie
« par le privilège de l'article 2102, § 6 du Code
« civil et la deuxième par un système nouveau spé-
« cial institué par les articles 24 à 28 de la loi
« de 1898.

« Tout accident donnant droit, aux termes de la
« loi de 1898, à une réparation pécuniaire, est suivi
« d'une période d'incapacité temporaire commen-
« çant le jour de l'accident et se terminant le jour
« du décès ou de la consolidation de la blessure.

« Durant cette première période, la victime a
« droit à l'indemnité journalière, en outre des frais
« médicaux et pharmaceutiques. A partir du décès

« ou de la consolidation s'ouvre une deuxième
« période ; dès le début de celle-ci court la rente.

« La première constituera le domaine du juge
« de paix ; la seconde, celle du président du Tri-
« bunal. »

A la suite de ce rapport, la Chambre vota l'adoption du texte de l'article 15, ainsi rédigé :

Article 15. — *Sont jugées en dernier ressort par le Juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever et dans les quinze jours de la demande, les contestations entre les victimes d'accidents ou leurs ayants droit et les chefs d'entreprise, relatives tant aux frais funéraires qu'aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure, c'est-à-dire jusqu'au jour où la victime se trouve soit complètement rétablie, soit définitivement atteinte d'une incapacité permanente, sans préjudice de l'action que la victime se croirait fondée à exercer conformément à l'article 16.*

La compétence du juge de paix était ainsi nettement déterminée « jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure ».

Un amendement fut proposé par M. Fernand David, ayant pour but d'imposer une expertise dans le cas où les parties ne seraient pas d'accord pour la fixation de la date de la consolidation de la bles-

sure, avec obligation pour le juge de paix de se ranger à l'avis des experts.

Au Sénat, au texte adopté par la Chambre fut ajoutée la disposition suivante : « *En cas de désaccord sur la consolidation de la blessure constatée par certificat médical ou sur sa date, le Juge de paix doit se déclarer, incompetent et transmettre immédiatement expédition de sa décision d'incompétence au Président du Tribunal.* »

La Commission du Sénat était d'avis de réduire la compétence des juges de paix et d'élargir celle du Tribunal.

Comment admettre que le Tribunal civil, seul compétent pour la détermination de la rente, cesse de l'être pour la fixation de son point de départ ? Il n'est pas prudent de donner au juge de paix la possibilité de déterminer, sans restriction et sans appel, la date de la consolidation de la blessure.

De retour à la Chambre le texte voté par le Sénat fut l'objet d'une vive critique de la part de M. Mirman. Ce texte selon le rapporteur avait pour inconvénient de dessaisir le juge de paix, même en cas d'incapacité temporaire, lorsqu'il y avait seulement discussion sur la date de la consolidation.

Sur le rapport de M. Mirman la Chambre repoussa le texte du Sénat et ordonna la disjonction des dispositions des articles 15 et 16, qui pouvaient avoir pour effet de préciser, soit en l'étendant,

soit en la restreignant la compétence du juge de paix à l'égard de celle du Tribunal civil.

« Quelque désir que nous eussions d'adopter
« pour les articles 15 et 16 un texte même différent
« de celui voté par la Chambre en 1901, nous appor-
« tant au moins une solution satisfaisante à ce que
« l'on peut appeler le problème de la compétence,
« il nous a été absolument impossible de ratifier la
« décision prise par le Sénat; d'où la nécessité pour
« nous de disjoindre cette question, si nous voulons
« dès aujourd'hui retenir et fixer, en un texte défi-
« nitif, les autres dispositions nombreuses et impor-
« tantes sur lesquelles l'accord des deux Chambres
« est établi. »

De retour au Sénat, la Commission examina la proposition de la Chambre et persista dans son opinion; elle réincorpora au texte voté par la Chambre les dispositions des articles 15 et 16, relatives à la compétence; toutefois, tout en maintenant énergiquement en principe la compétence exclusive du Tribunal civil pour la fixation de la date de la consolidation de la blessure, le Sénat fit droit aux critiques de la Chambre et apporta au texte primitif des modifications qui eurent pour résultat d'amener un accord et de faire disparaître toute confusion. Ce texte modifié fut adopté par le Sénat le 16 mars 1905 et par la Chambre le 24 mars 1905.

Voyons maintenant quelles ont été les réformes introduites par l'article 15.

Compétence en dernier ressort du Juge de paix pour les frais funéraires et l'indemnité journalière. Délai dans lequel il doit statuer.

L'article 15 de la loi de 1898 ne faisait pas de distinction pour la compétence du juge de paix entre les frais funéraires, les frais de maladie et les indemnités temporaires ; à quelque chiffre que la demande pût s'élever, le juge de paix était compétent pour statuer en dernier ressort.

Le principe de compétence en dernier ressort du juge de paix du canton où l'accident s'est produit a été maintenu par la loi de 1905, en ce qui concerne les frais funéraires et les indemnités temporaires, quel que soit le montant de la demande : nous allons voir plus loin qu'une réforme a été introduite par notre loi en ce qui concerne les frais médicaux et pharmaceutiques.

Mais la loi de 1898, n'imposait au Juge de paix, aucun délai pour statuer sur ces contestations. Le § 1^{er} de l'article 15 de la loi de 1905 fixe un délai de quinze jours à dater de la demande.

Les indemnités temporaires seront dues, dit le nouvel article, jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure, expression qui avait donné lieu à des divergences dans la jurisprudence et au sein même des Chambres,

Le paiement de l'indemnité temporaire cessera et la rente commencera à courir le jour où la victime se trouvera totalement guérie, ou définitivement atteinte d'une incapacité permanente ; dans ce dernier cas, les indemnités temporaires continueront à être servies jusqu'à la décision définitive prévue par l'article 16, sous réserve des dispositions de l'alinéa 4 dudit article, dont nous parlerons ci-après.

Production par l'une des parties d'un certificat constatant que la victime est atteinte d'une incapacité permanente.

Le § 3 de l'article 15 oblige le Juge de paix à se déclarer incompétent, si l'une des parties prétend, avec un certificat médical à l'appui, que la victime est atteinte d'une incapacité permanente ; dans ce cas, le Juge de paix doit transmettre, dans les trois jours, une expédition de sa décision d'incompétence au Président du Tribunal civil ; il fixe en même temps, s'il ne l'a fait antérieurement, le montant de l'indemnité journalière.

Si donc l'accident n'entraîne qu'une incapacité temporaire, le Juge de paix est seul compétent jusqu'à la fin de l'incapacité temporaire ; mais, si la victime soutient qu'elle est atteinte d'incapacité permanente avec un certificat médical à l'appui de sa prétention, le Juge de paix renverra les parties devant le président du tribunal, en se déclarant incompétent.

Qu'il s'agisse d'incapacité permanente partielle ou totale, ou d'incapacité temporaire, le Juge de paix est seul compétent pour fixer le montant de l'indemnité journalière, laquelle sera servie, en cas d'incapacité permanente, jusqu'à la décision définitive, ou jusqu'à ce que le Tribunal y substitue une provision, conformément à l'article 16, § 4.

Il résulte de l'article 15, paragraphe 3, que le juge de paix ne devra se déclarer incompétent que si une incapacité permanente est alléguée, appuyée par un certificat médical. Que si les parties étaient d'accord sur le caractère temporaire de l'incapacité et n'étaient en désaccord que sur la date de la guérison, le juge de paix n'en serait pas moins compétent.

Frais médicaux et pharmaceutiques. Appel. — Sous l'empire de la loi de 1898, le juge de paix était compétent pour juger les contestations relatives aux frais médicaux et pharmaceutiques pouvant s'élever entre le chef d'entreprise et la victime en dernier ressort et à quelque chiffre qu'ils pussent se totaliser : l'œuvre modificative de la loi de 1905 s'est portée sur ce point.

Le juge de paix ne sera plus compétent en dernier ressort que jusqu'à trois cents francs, comme il est dit, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905, sur la compétence des juges de paix pour les actions mobilières et personnelles; au delà

de ce chiffre et à quelque taux que s'élève la demande, le juge de paix sera compétent, mais à charge d'appel.

De plus, le délai d'appel ordinaire contre les jugements de justice de paix est abrégé, et sera de dix jours contre les jugements rendus par le juge de paix lorsque le taux des frais médicaux et pharmaceutiques est supérieure à trois cents francs. Ce délai partira de la décision et non de la signification du jugement.

Exécution, nonobstant opposition, des décisions des juges de paix relatives à l'indemnité journalière. — La loi de 1905 a déclaré, article 15, paragraphe 5, que les décisions des juges de paix relatives aux indemnités temporaires seraient exécutées nonobstant opposition :

Les raisons de cette disposition, introduite par la Commission du Sénat, en ont été données par son président dans son rapport.

« La première partie de cette rédaction nouvelle consiste à rendre exécutoire par provision, « nonobstant opposition, les décisions du juge de « paix relatives à l'indemnité journalière. Nous « n'avons pas cru devoir aller plus loin et admettre « l'exécution provisoire d'une façon absolue, c'est- « à-dire nonobstant opposition ou appel. Voici « pourquoi : le juge de paix, en principe, statue « d'une manière définitive sur l'indemnité journa-

« lière. Mais il peut y avoir appel, si le juge de
« paix est incompétent, s'il y a contestation sur
« l'existence même de l'accident ou sur l'applica-
« tion de la loi à la profession ou à l'accident lui-
« même. L'appel n'est possible que dans ces trois
« cas. S'il est interjeté pour cause d'incompétence,
« la décision sur l'indemnité journalière peut
« avoir été rendue par un juge qui n'a pas
« qualité, et, dans les autres cas, c'est le fond
« même du droit qui est en contestation. Par
« conséquent, une indemnité journalière pourrait
« être accordée à un blessé qui n'y aurait aucun
« droit.

« Nous avons admis l'exécution provisoire
« nonobstant opposition, parce qu'il est arrivé que
« certaines compagnies d'assurances se laissent
« condamner par défaut sur la question de l'indem-
« nité journalière, formaient ensuite opposition à
« la limite extrême du délai et retardaient ainsi
« le paiement de l'indemnité journalière pour
« obtenir du blessé, peut-être, certaines conces-
« sions, notamment qu'il se laisse soigner par le
« médecin de l'assurance. Avec le texte proposé,
« l'exécution du jugement ayant lieu nonobstant
« opposition, le blessé pourra exiger son indemnité
« journalière aussitôt le jugement rendu. »

Pourvoi en cassation. — L'article 15, para-
graphe 3 *in fine*, dispose en outre que ces décisions

sont susceptibles de recours en cassation pour violation de la loi.

Cette partie de l'article 15 contient encore une importante innovation.

Jusqu'à la loi du 31 mars 1905, on faisait application aux jugements en dernier ressort des juges de paix, en matière d'accident de travail, des dispositions de la loi du 25 mai 1838. Ces jugements n'étaient susceptibles de recours en Cassation que pour excès de pouvoir de la part du juge de paix, et un arrêt de la Cour de cassation du 29 janvier 1901 avait décidé que, la loi spéciale du 9 avril 1898 sur les accidents de travail n'ayant rien statué relativement aux jugements rendus en pareille matière par les juges de paix, les droits des parties sont demeurés à cet égard sous l'empire de la loi du 25 mai 1838.

M. le député de Ramel proposa d'ouvrir contre ces jugements le recours en Cassation pour violation de la loi, comme il existe à l'égard des décisions des tribunaux et des Cours d'appel, et cet amendement, défendu par la Commission du Sénat, fut adopté.

Accidents qui se sont produits à l'étranger —
L'article 15, § 6, prévoyant les accidents survenus en territoire étranger dispose : « *Lorsque l'accident s'est produit en territoire étranger, le juge de paix compétent, dans les termes de l'article 12 et du*

présent article, est celui du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attaché la victime.

Par application du droit commun, le juge de paix compétent serait celui du domicile du défendeur, c'est-à-dire du chef d'entreprise. La loi de 1898 avait attribué compétence au juge de paix du canton où l'accident s'était produit, et ce pour la rapidité des constatations. Une première exception a été apportée par la nouvelle loi à cette règle formulée dans l'article 15, § 6 ci-dessus.

On s'était demandé, sous la loi de 1898, si les tribunaux français étaient compétents en cas d'accidents survenus sur un territoire étranger. Par un arrêt du 22 décembre 1902, la Cour de Rennes avait décidé que :

« Les entreprises assujetties, ayant leur siège en
« France et détachant des ouvriers au dehors sont
« responsables des accidents survenus auxdits
« ouvriers dans les termes de la loi de 1898 ; les
« relations entre le patron et l'ouvrier ne se modi-
« fient pas suivant le lieu où s'exécute le contrat. »
La jurisprudence acceptait cette opinion, qui était également celle du Comité consultatif des accidents, qui avait décidé que le tribunal compétent était celui de l'assujetti.

La loi de 1905 décide que le juge de paix du canton où est situé l'établissement ou le dépôt

auquel est attachée la victime est compétent. Le législateur envisageait surtout ceux des employés de chemins de fer des compagnies françaises dont les lignes s'étendent quelquefois sur le territoire d'un pays voisin, et qui sont obligés de passer à l'étranger pour leur service. Le juge de paix du dépôt est compétent dans les termes de l'article 12 et de l'article 15, c'est-à-dire pour procéder à l'enquête et pour statuer sur les contestations relatives aux frais funéraires, médicaux et pharmaceutiques et aux indemnités temporaires.

Il faut entendre, par dépôt, le dépôt de machines dont dépendent le mécanicien et le chauffeur, et, par établissement, aussi bien les gares d'une importance suffisante pour être considérées comme une succursale et lieu d'un centre d'opérations que les succursales des établissements industriels.

Une deuxième dérogation est apportée à la règle suivant laquelle le juge de paix compétent est celui de l'endroit où s'est produit l'accident, par l'article 15, §§ 7 et 8, ainsi conçus : « *Lorsque l'accident s'est produit en territoire français, hors du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime, le juge de paix de ce dernier canton devient exceptionnellement compétent, à la requête de la victime ou de ses ayants droit, adressée sous forme de lettre recommandée au juge de paix du canton où l'accident s'est pro-*

duit, avant qu'il ait été saisi dans les termes du présent article ou bien qu'il ait clos l'enquête prévue à l'art. 13. Un récépissé est immédiatement envoyé au requérant par le greffe, qui avise, en même temps que le chef d'entreprise, le juge de paix devenu compétent et, s'il y a lieu, transmet à ce dernier le dossier de l'enquête, dès sa clôture, en avertissant les parties conformément à l'article 13.

Si, après la transmission du dossier de l'enquête au président du Tribunal du lieu de l'accident et avant convocation des parties, la victime ou ses ayants droit justifient qu'ils n'ont pu, avant la clôture de l'enquête, user de la faculté prévue à l'alinéa précédent, le président peut, les parties entendues, se dessaisir du dossier et le transmettre au président du Tribunal de l'arrondissement où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.

Cette disposition a son origine dans un amendement de M. Goujon, dont nous avons déjà parlé, voté le 5 décembre 1901, ainsi conçu : « Les
« chauffeurs, mécaniciens et autres agents des
« compagnies de chemins de fer pourront assigner
« lesdites sociétés à raison des accidents dont ils
« seront victimes :

« 1^o Devant le Tribunal du lieu de leur siège
« social ;

« 2° Devant le Tribunal du lieu où les faits
« dommageables se sont accomplis ;

« 3° Devant le Tribunal du lieu le plus rappro-
« ché du domicile de la victime au jour de l'acci-
« dent, et dans lequel la compagnie aura une gare
« constituant pour elle une succursale. »

L'accident pouvait survenir dans un endroit très éloigné du domicile de la victime, et, en attribuant compétence au Juge de paix ou au Tribunal du lieu de l'accident, on obligeait celle-ci ou ses ayants droit à de fréquents déplacements. C'est pour obvier à ce sérieux inconvénient que M. Goujon proposa l'amendement ci-dessus qui fut inséré *in extenso* dans le texte du nouvel article 15 par la Commission du Sénat.

L'amendement ne visait que les accidents survenus aux employés de chemins de fer ; le bénéfice en fut étendu à tous les ouvriers qui pourraient être victimes d'accidents du travail en dehors du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel ils sont attachés.

A la suite d'un amendement de M. Félix Martin, le Sénat adopta la rédaction actuelle des deux derniers paragraphes de l'article 15.

Toutefois, cette compétence des juges du dépôt ou de l'établissement auquel la victime est rattachée est exceptionnelle ; elle est facultative pour la victime ou ses ayants droit, qui, pour en bénéficier,

devront adresser au Juge de paix du lieu de l'accident une lettre recommandée.

S'il s'agit d'un accident n'ayant entraîné qu'une incapacité temporaire, la requête devra être adressée au Juge de paix du canton du lieu de l'accident avant que ce dernier ait été saisi d'une demande en paiement de l'indemnité journalière ou des frais de maladie ; car, en assignant le patron en paiement de l'indemnité journalière et des frais médicaux devant le Juge de paix du lieu de l'accident, l'intéressé renonce tacitement au bénéfice de la compétence du Juge de paix du dépôt ou de l'établissement dont il dépend.

S'il s'agit d'accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, la requête devra être envoyée avant la clôture de l'enquête du Juge de paix, c'est-à-dire avant l'expiration du délai de dix jours qui suivra l'accident ; car la clôture de l'enquête dessaisit le Juge de paix du lieu de l'accident.

Le greffe accuse immédiatement réception par un récépissé qu'il envoie au requérant, et avise également le chef d'entreprise et le Juge de paix devenu compétent.

L'enquête est poursuivie par le Juge de paix du lieu de l'accident qui est le mieux placé, et le dossier en est ensuite transmis à son collègue, devenu compétent pour statuer sur l'indemnité journalière, les frais médicaux et les frais funéraires. Les parties sont averties conformément à l'article 13.

Dans les cinq jours de la transmission, les intéressés peuvent prendre connaissance de l'enquête, conformément à l'article 13, et le dossier sera transmis, à l'expiration de ce délai, au président du tribunal de l'arrondissement, c'est-à-dire du tribunal de l'arrondissement où est situé le dépôt ou l'établissement dont dépend la victime.

Le § 8 de l'article 15, a prévu le cas où la victime ou ses ayants droits n'ont pu, avant la transmission du dossier de l'enquête au président du tribunal, user de la faculté que leur réserve l'article 15 : ils pourront s'en prévaloir avant la convocation en conciliation ; à cet effet, ils adresseront au président du tribunal du lieu de l'accident une requête par lettre recommandée, par analogie avec la disposition de l'article 15 § 7, avec les motifs à l'appui. Le Président convoquera les parties, les entendra, et s'il le juge convenable, il pourra se dessaisir de ce dossier, et le transmettre au président du tribunal civil de l'arrondissement où est situé l'établissement ou le dépôt auquel la victime est attachée.

ARTICLE 16

Conciliation

TEXTE ANCIEN

TEXTE NOUVEAU

En ce qui touche les autres indemnités prévues

« En ce qui touche les autres indemnités prévues

par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement convoque, dans les cinq jours à partir de la transmission du dossier, la victime ou ses ayants droit et le chef d'entreprise, qui peut se faire représenter.

S'il y a accord des parties intéressées, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, qui donne acte de cet accord.

Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal, qui statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile.

Si la cause n'est pas en état, le tribunal sursoit à statuer et l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive.

Le tribunal pourra condamner le chef d'entreprise à payer une provision ; sa décision sur ce point sera exécutoire notwithstanding appel.

par la présente loi, le président du tribunal, de l'arrondissement, dans les cinq jours de la transmission du dossier, si la victime est décédée avant la clôture de l'enquête, ou, dans le cas contraire, dans les cinq jours de la production par la partie la plus diligente, soit de l'acte de décès, soit d'un accord écrit des parties reconnaissant le caractère permanent de l'incapacité, ou bien de la réception de la décision du juge de paix, visée au troisième alinéa de l'article précédent, ou enfin, s'il n'a été saisi d'aucune de ces pièces, dans les cinq jours précédant l'expiration du délai de prescription prévu à l'article 18, lorsque la date de cette expiration lui est connue, convoque la victime ou ses ayants droit, le chef d'entreprise, qui peut se faire représenter, et, s'il y a assurance, l'assureur. Il peut, du consentement des parties, commettre un expert dont le rapport doit

être déposé dans le délai de huitaine.

« En cas d'accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, qui en donne acte en indiquant, sous peine de nullité, le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

« En cas de désaccord, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le tribunal, qui est saisi par la partie la plus diligente et statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile. Son jugement est exécutoire par provision.

« En ce cas, le président, par son ordonnance de renvoi et sans appel, peut substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure au demi-salaire ou, dans la même limite, allouer une provision aux ayants droit. Ces provisions

peuvent être allouées ou modifiées en cours d'instance par voie de référé sans appel. Elles sont incessibles et insaisissables et payables dans les mêmes conditions que l'indemnité journalière.

« Les arrérages des rentes courent à partir du jour du décès ou de la consolidation de la blessure, sans se cumuler avec l'indemnité journalière ou la provision.

« Dans les cas où le montant de l'indemnité ou de la provision excède les arrérages dus jusqu'à la date de la fixation de la rente, le tribunal peut ordonner que le surplus sera précompté sur les arrérages ultérieurs dans la proportion qu'il détermine.

« S'il y a assurance, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV, de façon à supprimer tout recours de la victime contre ledit chef d'entreprise.

Point de départ du délai de convocation en conciliation. — Aux termes de l'article 16 de la loi de 1898, le président du Tribunal devait, dans les cinq jours à dater de la transmission du dossier d'enquête, convoquer les parties. Le paragraphe premier du nouvel article 16 donne encore pour mission au président du Tribunal de convoquer les parties en conciliation ; mais, le point de départ du délai pendant lequel le président doit faire parvenir ses convocations aux intéressés varie selon le caractère de l'accident.

Si la victime est décédée avant la clôture de l'enquête, le président convoque les parties pour la conciliation dans les cinq jours de la transmission du dossier par le juge de paix.

Si le décès de la victime n'est survenu qu'après la transmission du dossier de l'enquête ces convocations auront lieu dans les cinq jours de la production par la partie la plus diligente de l'acte de décès.

Si l'accident a entraîné une incapacité permanente absolue ou partielle et qu'il y ait accord entre les parties pour reconnaître que l'incapacité est permanente, les convocations auront lieu dans les cinq jours qui suivent la production par la partie la plus diligente d'un accord écrit des parties constatant le caractère permanent de l'incapacité.

Si l'une des parties soutient que l'accident a entraîné une incapacité permanente en produisant

un certificat médical à l'appui, les convocations pour la conciliation seront adressées par le président, dans les cinq jours de la réception, par ce magistrat de la décision d'incompétence que doit rendre le juge de paix conformément à l'article 15, § 3.

Enfin, lorsque le président n'aura reçu aucune de ces pièces, il devra convoquer les parties dans les cinq jours qui précèdent l'expiration du délai de prescription prévu à l'article 18, lorsque la date de cette expiration lui est connue, c'est-à-dire dans les cinq jours qui précèdent la fin de l'année qui suit la clôture de l'enquête ou la cessation du paiement de l'indemnité journalière : cette convocation d'office a été édictée pour éviter les conséquences de l'inaction de la victime ou de ses ayants droit.

Personnes qui doivent être convoquées par le président. — Le président du Tribunal convoquera en conciliation la victime ou ses ayants droit, le chef d'entreprise et l'assureur. La loi de 1898 n'obligeait pas le président du Tribunal à convoquer l'assureur ; l'article 16 contient une innovation sur ce point. Cette disposition était nécessaire en raison du grand nombre de chefs d'entreprise assurés aujourd'hui. Elle a eu pour but de faire disparaître les retards qui se produisaient autrefois : il arrivait alors que le chef d'entreprise convoqué envoyait, à son lieu et place, l'assureur en conciliation, mais il

arrivait aussi que le patron se présentait seul, et qu'il demandait alors au président un renvoi pour conférer avec son assureur, et la solution de l'affaire se trouvait ainsi retardée. De plus, il était logique que l'assureur, qui sera substitué par la loi au chef d'entreprise pour le payement des indemnités et des rentes dues aux victimes, fût mis en cause dès le début de l'instance.

Représentation des parties convoquées. — La loi de 1898 et celle de 1905 accordent aux chefs d'entreprise la faculté de se faire représenter en conciliation. Cette faculté était sans doute dangereuse, car le patron pouvait donner un pouvoir à un tiers qui se serait montré moins conciliant qu'il ne l'eût été lui-même ; toutefois, en raison des inconvénients qui auraient résulté pour les chefs d'entreprise de grandes industries, où les accidents sont fréquents, de la nécessité pour eux d'être présents à la conciliation, le législateur a eu raison de leur accorder cette faculté de représentation.

Bien que le texte ne parle pas de l'ouvrier ou de ses ayants droit, ceux-ci pourront se faire représenter par un mandataire, d'autant plus que le plus souvent ils ne pourront faire autrement, surtout s'il s'agit de la victime. C'est ainsi, d'ailleurs, que l'entendait M. le Garde des Sceaux, qui, dans sa circulaire du 10 juin 1899, s'exprimait ainsi : « Chacune des parties peut se faire représenter, si elle

« le juge convenable. Cette faculté n'est expressément accordée par la loi qu'aux chefs d'entreprise ; mais on ne saurait, dans le silence du texte, la refuser à la victime, surtout que celle-ci sera quelquefois dans l'impossibilité de se présenter. »

Une assez vive discussion s'est engagée à la Chambre et au Sénat sur le point de savoir si la victime avait le droit de se faire assister, devant le président, d'un conseil. La Chambre des députés admit tout d'abord qu'en dehors du conseil qui est donné à la victime à la suite du visa qui lui accorde de plein droit l'assistance judiciaire, celle-ci pouvait se faire assister par un ouvrier de la même profession.

Le Sénat refusa d'admettre cette disposition dans la crainte qu'elle ne donnât l'occasion à certains exploiters de se présenter à côté des ouvriers, en se prétendant anciens ouvriers d'une industrie semblable, alors que cette prétention était inexacte ; d'ailleurs, la loi de 1902, en modifiant celle de 1898, accorde le bénéfice de l'assistance judiciaire aux ouvriers victimes d'accidents, et un conseil leur était commis. Quel sera, du conseil que l'on permettra ainsi à la victime de choisir, ou de l'avocat et de l'avoué qui lui ont été désignés par l'assistance judiciaire, celui qui aura le droit de prendre la parole devant le Président ? De plus, comment sera-t-il possible au président de savoir si celui qui se

présente devant lui pour assister la victime est bien un ouvrier exerçant ou ayant exercé la même profession ? En outre, si l'ouvrier veut choisir un mandataire pour régulariser la convention qui peut intervenir devant le président entre lui et le chef d'entreprise, il a le droit de le faire, et point n'est besoin de le lui reconnaître dans la loi. C'est en raison de ces objections, formulées par la Commission sénatoriale le 17 juin 1904, que l'amendement fut écarté.

En un mot, lorsque l'ouvrier ou les ayants droit seront dans l'impossibilité de se présenter, ils pourront donner pouvoir à un mandataire de leur choix. Dans le cas où ils seraient présents, ils seront suffisamment éclairés par le conseil qui leur aura été désigné d'office. En l'absence de ce conseil, il appartiendra au Président d'autoriser l'intéressé à se faire assister ; mais nous croyons que ce n'est que dans des cas très rares que ce conseil pourra être autre qu'un avocat ou un avoué.

Si l'accident était dû à la faute d'un tiers, patron et victime auraient intérêt à ce que ce tiers intervînt à la tentative de conciliation, où, par exemple, il pourra reconnaître sa responsabilité et arrêter ainsi l'affaire dès le début. Le président ne saurait donc s'opposer à ce que le tiers comparût en conciliation, et il serait même de son rôle d'attirer l'attention des parties sur l'intérêt qu'elles pourraient avoir à provoquer sa comparution.

Expertise. — Le président du Tribunal peut, sur l'accord des parties, commettre un expert dont le rapport doit être déposé dans le délai de huitaine.

Avant que cette expertise n'ait été ainsi autorisée par la loi, les tribunaux avaient reconnu ce pouvoir au président, sur l'accord des parties. Si, dans un assez grand nombre de cas, cette expertise ne peut donner de résultats définitifs, la blessure n'étant pas encore consolidée, elle peut être cependant très utile, précisément pour renseigner le président sur l'état actuel de la victime et favoriser la conciliation.

Nous avons vu que la loi de 1902, art. 17, dispose qu'en cas d'expertise médicale ordonnée, soit par le Juge de paix, soit par le Tribunal, soit par la Cour d'appel, l'expert ne peut être le médecin qu'a choisi le blessé ou un médecin attaché à l'entreprise ou à la société d'assurances à laquelle le chef d'entreprise est affilié. La loi de 1902 n'a pas prévu le cas de l'expertise ordonnée en conciliation par le président ; on doit logiquement cependant appliquer ici, en ce qui concerne le choix d'expert, les dispositions de l'art. 17 de la loi de 1902.

Notons que l'art. 16, pris à la lettre, semble faire une obligation à l'expert de déposer son rapport dans la huitaine ; dans la pratique, ce délai se trouve trop restreint pour permettre au médecin de se livrer à un examen consciencieux de la vic-

time, qu'il sera quelquefois nécessaire d'observer quelques jours avant de se prononcer sur son état.

Accord des parties. — En cas d'accord des parties, la loi de 1898 donnait pour mission au président de fixer immédiatement dans son ordonnance l'indemnité et de donner actes aux parties de leur accord.

Le rôle du président n'était pas ainsi très rigoureusement limité, et, dans la pratique, les termes un peu vagues de cette partie de l'art. 16 entraînaient des conséquences regrettables. La situation avait été signalée par M. le Ministre du Commerce dans un rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898, dont nous extrayons le passage suivant :
« Les ordonnances irrégulièrement rendues en
« vertu de l'art. 16 étaient particulièrement nom-
« breuses. Bien qu'à la demande du ministère du
« Commerce, l'attention des présidents des Tribu-
« naux eût, à plusieurs reprises, été appelée par
« la Chancellerie sur l'importance du rôle que la
« loi leur confie et sur le caractère tutélaire de leur
« intervention, trop souvent ces magistrats avaient
« perdu de vue ces recommandations et la portée
« de l'art. 16, se prêtant aux conventions des inté-
« ressés, lors même qu'elles étaient souscrites en
« opposition avec les bases forfaitaires et les règles
« impératives de la loi, en se bornant à enregistrer
« purement et simplement les accords qu'on leur

« présentait, sans se soucier d'en vérifier la régularité et d'en établir les bases légales dans leurs ordonnances ; des présidents ou des magistrats, appelés à les suppléer, rendaient en trop grand nombre des ordonnances, ou implicitement irrégulières au regard des dispositions légales, ou d'un tel laconisme qu'aucune énonciation ne permettait d'en reconnaître la régularité. Ces errements n'étaient pas d'ailleurs limités à de petits tribunaux qui eussent pu trouver, dans leur inexpérience des affaires d'accidents, une excuse relative ; certains juges, dans les tribunaux les plus importants, les pratiquaient de propos délibéré. »

Les conséquences défectueuses de la rédaction du texte de l'art. 16 de la loi de 1898 ont donné lieu, jusqu'en 1905, à de nombreuses critiques. Déjà, en 1900, dans une de ses circulaires, le garde des Sceaux déclarait qu'il ne suffisait pas, pour obéir à la loi, que le président se contentât de constater qu'un accord avait eu lieu ou même qu'il s'en référât à un acte sous seings privés passé en dehors de lui. Si un tel acte était intervenu entre les parties, le devoir du président, quand celles-ci comparaitraient devant lui, serait d'en contrôler chaque disposition, pour s'assurer qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions de la loi et de l'insérer tout entier dans son ordonnance.

Aussi le législateur de 1905 a-t-il cru devoir tracer d'une façon précise le rôle du président du Tribunal, en cas d'accord des parties en conciliation : il ne lui sera plus loisible de se borner « à « jouer le rôle d'un simple témoin et d'enregistrer « l'accord intervenu » ; il devra avant tout rechercher si cet accord est conforme aux prescriptions de la loi ; dans le cas où cet accord ne serait pas conforme à ces prescriptions, il devrait le signaler aux parties et leur indiquer les points qui l'attachent d'illégalité.

De plus, poursuivant jusqu'au bout son œuvre réformatrice, le législateur de 1905 prescrit que l'ordonnance du président devra indiquer, sous peine de nullité, le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

Ce magistrat sera ainsi contraint de rechercher si, par exemple, la rente fixée par accord n'est pas une rente d'expédient et si, par exemple, dans le cas où elle aurait été fixée à un taux annuel inférieur à 100 francs, seul cas où la rente est susceptible d'être remplacée par un capital, il n'y aurait pas là la conséquence d'un calcul intéressé de la part de l'assureur, ou de conseils peu scrupuleux qui auraient fait accepter cette rente à la victime, en lui faisant entrevoir la possibilité d'entrer immédiatement en possession d'un capital représentatif.

Désaccord des parties. — En cas de désaccord, la loi de 1898 renvoyait les parties devant le tribunal, qui statuait comme en matière sommaire, conformément au titre 24 du livre II du Code de procédure civile. La loi de 1905 n'a guère apporté à ce texte que des rectifications de forme, et le nouvel article 16 porte que, en cas de désaccord, les parties seront renvoyées à se pourvoir devant le tribunal qui est saisi par la partie la plus diligente et statue comme en matière sommaire.

Si les parties ne se concilient pas, le président fera donc sommairement mention, dans son ordonnance, que les parties n'ont pu s'accorder (art. 54 du C. P. C.); le président ne devra donc pas mentionner les raisons de cette non-conciliation, qui, plus tard, pourraient nuire aux parties; si elles sont d'accord sur certains points, le président leur en donnera acte, il pourra toutefois donner acte au patron de l'offre qu'il ferait d'une rente que la victime n'accepterait pas, ce qui permettrait plus tard au tribunal de condamner celle-ci aux dépens, si l'offre du patron était jugée suffisante.

Substitution d'une provision à l'indemnité journalière. — En ce qui concerne le paiement de l'indemnité journalière, la loi de 1898 se bornait à dire, dans son article 16, paragraphe 4, que cette indemnité, en cas de désaccord sur la rente, continuerait à être servie jusqu'à la décision définitive, et

ne reconnaissait qu'au tribunal civil la faculté de condamner le patron à payer une provision à la victime.

L'inconvénient qui en résultait pour l'accidenté a été développé par M. Mirman dans son rapport du 23 mars 1905, où l'honorable député explique ainsi cette situation digne d'intérêt.

Un ouvrier gagne un salaire assez élevé, et l'accident dont il a été victime est peu grave, quoique entraînant une incapacité permanente ; la réduction de capacité professionnelle est infime et l'ouvrier a pu reprendre son travail avec une petite diminution de salaire ; la rente à laquelle il aura droit sera très peu élevée et notablement inférieure à l'indemnité journalière de demi-salaire que lui sert le patron jusqu'à la décision définitive. Le procès dure un certain temps, et, depuis la consolidation de la blessure à la décision du tribunal, la victime touche une indemnité journalière qu'il peut croire acquise, et qui, cependant, ne lui est pas due en totalité, de telle sorte que le surplus diminuera d'autant la rente qui lui sera allouée, sur laquelle elle sera précomptée ; c'est pour éviter cette fâcheuse situation et pour amener une répartition plus prévoyante et plus conforme aux besoins de la victime que l'article 16 a étendu les pouvoirs du président du tribunal en l'autorisant, si les parties ne sont pas d'accord sur une fixation correspondant à la rente

probable, à substituer à l'indemnité journalière, dans son ordonnance de renvoi, une provision inférieure au demi-salaire.

Ayants droit. — Le législateur de 1905 a donné au président le pouvoir d'allouer une provision aux ayants droit, dont la loi de 1898 n'avait pas parlé. Si l'accident a occasionné la mort, ceux-ci peuvent se trouver sans ressources : une provision pourra leur être allouée aux termes de l'article 16, § 4, dans les limites de l'indemnité journalière.

Modification de cette provision en cours d'instance par voie de référé. — L'article 16 de la loi de 1905, donne au président du tribunal, ainsi que nous venons de le voir, le droit de substituer à l'indemnité journalière, une provision inférieure au demi-salaire. Les dispositions ainsi prises par le président du tribunal sont susceptibles d'être modifiées ; c'est le cas prévu par l'article 16 § 5, *in fine* : *ces provisions peuvent être allouées ou modifiées en cours d'instance par voie de référé, sans appel.*

La modification au taux de l'allocation d'une provision par le président du tribunal peut porter sur une augmentation ou une diminution de cette provision ; toutefois, il faudra, pour que la première décision soit modifiée, que l'intéressé justifie qu'un changement est survenu dans l'état des parties. Il en sera de même de la provision allouée aux ayants

droit, qui pourra également être modifiée par voie de référé.

Incessibilité et insaisissabilité de ces provisions.

— Ces provisions, porte l'article 16 § 4, sont incessibles et insaisissables, et payables dans les mêmes conditions que l'indemnité journalière.

Point de départ des rentes. — *Les arrérages des rentes courent à partir du jour du décès ou de la consolidation de la blessure, sans se cumuler avec l'indemnité journalière ou la provision.*

En cas de mort de la victime, la rente court du jour du décès. Si l'accident n'a entraîné qu'une incapacité permanente, la rente part du jour de la consolidation de la blessure, c'est-à-dire du jour où le caractère de la blessure peut être définitivement déterminé.

Ainsi que nous l'avons vu, entre la consolidation de la blessure et le jugement du Tribunal qui fixe la rente, l'indemnité journalière continue à être payée à la victime, ou est remplacée par une provision inférieure. Bien qu'il fût évident que cette indemnité journalière ainsi payée dans l'intervalle entre la consolidation et le jugement définitif, ou les provisions allouées en vertu de notre article et qui ne sont que des acomptes sur la rente, dussent s'imputer sur celle-ci, le législateur de 1905, par surcroît de précaution, a pris soin de le dire explicitement en insérant, dans le § 5 de l'article 16, le

membre de phrase suivant : « sans se cumuler avec l'indemnité journalière ou la provision ».

Précompte de l'indemnité journalière et de la provision sur les arrérages de la rente dus jusqu'à la fixation de cette rente. — Nous avons vu que le point de départ de la rente est constitué par le décès ou la consolidation de la blessure ; mais cette rente ne sera exigible que lorsque la décision judiciaire qui en fixe le montant aura acquis l'autorité de la chose jugée. Dans l'intervalle, la rente court, mais elle sera en quelque sorte remplacée par l'indemnité journalière servie à la victime, ou la provision qui aurait pu lui être attribuée par le président du tribunal. Lorsque la rente due au blessé sera définitivement arrêtée, il y aura lieu de faire un compte entre la victime et le patron, dans lequel on comparera ce que la victime a reçu à titre d'indemnité journalière ou de provision, et ce qui lui était dû, dans le même espace de temps, à titre de rente. Or il peut arriver que le patron ait ainsi versé à l'accidenté plus que ce à quoi il avait droit à titre de rente, ou, au contraire, que les arrérages de la rente soient supérieurs à ce que la victime a touché. Dans ce dernier cas, il va de soi que le patron ou l'assureur devra compléter la différence. Mais la situation dans l'autre cas, où le patron se trouve créancier de la victime, n'a pas été tout d'abord sanctionnée de la même façon, et la Chambre des

députés avait refusé au patron le droit d'exercer une action en répétition contre la victime.

Sur l'observation de la commission du Sénat qu'il résultait de là une situation particulièrement injuste pour le chef d'entreprise et de nature à encourager la fraude chez les ouvriers, qui n'hésiteraient pas à ne pas reprendre le travail entre la consolidation de la blessure et la fixation de la rente pour ne pas compromettre leurs droits, et qui chercheraient à reculer le plus possible le règlement définitif de l'affaire, on proposa d'abord de faire sur le capital de la rente une prélevation correspondant à la créance du patron sur la victime, et la disposition de l'article 16 actuel fut en dernier lieu adoptée, aux termes de laquelle le Tribunal peut ordonner que la différence entre les arrérages de la rente échus entre la consolidation de la blessure et la date de fixation de la rente, d'une part, et l'indemnité journalière ou la provision touchée par la victime, d'autre part, sera précomptée sur les arrérages ultérieurs, dans la proportion qu'il déterminera.

De plus, pour que cette somme, dans le cas où elle serait assez élevée, ne pût absorber pendant un certain temps la plus grande partie de la rente allouée à la victime, et priver ainsi cette dernière de ressources qui peuvent lui être indispensables, la loi a donné au Tribunal pleins pouvoirs d'appré-

ciation sur la proportion dans laquelle la somme restituable par l'ouvrier serait précomptée sur les arrérages ultérieurs de la rente.

Si le jugement définitif décide que l'ouvrier n'est pas atteint d'une incapacité permanente, et que, par conséquent, il n'a aucun droit à une rente, nous croyons que les sommes versées, entre la date de la consolidation de la blessure et la décision définitive du Tribunal à titre d'indemnité journalière ou de provision seront restituables par la victime. C'était la décision de la Cour de cassation avant la loi de 1905. (2 mars 1904.) Rien dans la loi ne permet de préconiser une solution contraire, malgré toute la rigueur de la théorie de la Cour de cassation.

Substitution de l'assureur au chef d'entreprise pour le paiement des arrérages. — Le dernier paragraphe de l'art. 16 décide que, *s'il y a assurance, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée spécifiera que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV, de façon à supprimer tout recours de la victime contre ledit chef d'entreprise.*

En s'assurant, le patron a entendu se mettre à l'abri par avance des conséquences des accidents dont ses employés pourraient être victimes. De plus, dans le cas où l'assureur ne pourrait payer, soit parce qu'il refuse ouvertement, soit parce

qu'il disparaît, soit encore parce qu'il fait de mauvaises affaires, la loi a substitué à l'assureur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, qui sera tenue de payer les rentes dûes au moyen d'un fonds de garantie, ainsi qu'il est dit à l'art. 24. Le patron semble donc bien garanti contre toutes voies d'exécution de la part de la victime ; toutefois, en fait, cette garantie s'est trouvée à plusieurs reprises illusoire pour le chef d'entreprise : « Il
« s'est trouvé, disait M. Mirman, que, des compa-
« gnies d'assurances étant tombées en faillite, les
« ouvriers ayant droit à la rente se sont adressés,
« non à la caisse, mais au chef d'entreprise, et que
« certains tribunaux ont retenu devant eux ce der-
« nier parce qu'ils ne trouvaient pas dans la loi un
« texte formel dégageant d'une façon absolue la
« responsabilité du patron assuré. » (Cour de Li-
moges, 1^{er} avril 1903.)

C'est ce texte précis que la loi de 1905 a édicté dans l'alinéa 7 de l'art. 16, qui fait un devoir au président, dans son ordonnance, ou au Tribunal, dans son jugement fixant la rente, de substituer l'assureur au chef d'entreprise comme débiteur de la rente.

De cette façon, l'action suivie au nom du chef d'entreprise n'est plus applicable dans ses effets qu'à l'assureur, à dater de l'obtention de l'accord ou du jugement prévu à l'art. 16.

ARTICLE 19

Revision

TEXTE ANCIEN

TEXTE NOUVEAU

La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive.

Le titre de pension n'est remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans.

La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à compter, soit de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière, s'il n'y a point eu attribution de rente, soit de l'accord intervenu entre les parties, ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital, en conformité de l'article 21.

Dans tous les cas, sont applicables à la revision les conditions de compétence et de procédure fixées par

les articles 16, 17 et 22. Le président du Tribunal est saisi par voie de simple déclaration au greffe.

S'il y a accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, le chiffre de la rente révisée est fixé par ordonnance du président, qui donne acte de cet accord en spécifiant, sous peine de nullité, l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité.

En cas de désaccord, l'affaire est renvoyée devant le tribunal, qui est saisi par la partie la plus diligente, et qui statue comme en matière sommaire et ainsi qu'il est dit à l'article 16.

Au cours des trois années pendant lesquelles peut s'exercer l'action en révision, le chef d'entreprise pourra désigner au président du Tribunal un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime.

Cette désignation, dûment visée par le président, donnera audit méde-

cin accès trimestriel auprès de la victime.

Faute par la victime de se prêter à cette visite, tout paiement d'arrérages sera suspendu par décision du président, qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.

Les demandes prévues à l'article 9 doivent être portées devant le tribunal au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision.

Le laconisme de l'article 19 de la loi de 1898 avait fait naître de profondes divergences dans une matière dont l'importance exige cependant d'être bien délimitée.

L'article 19 de l'ancienne loi ne faisait que donner aux parties le droit de faire reviser l'indemnité fixée, en se basant sur l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès, et ce dans les trois ans qui suivaient l'accord intervenu entre les parties ou la décision définitive.

Les Tribunaux s'étaient nettement séparés sur le point de savoir si l'action en revision pouvait être intentée au sujet d'accidents ayant paru, au début, ne devoir être suivis que d'une incapacité tem-

poraire, ou si seulement cette action en revision ne pouvait être exercée qu'en raison d'accidents suivis dès le début d'une incapacité permanente.

Une première opinion, qui était d'ailleurs celle de la Cour de cassation, décidait que la revision devait être précédée d'un accord des parties ou d'une décision définitive. Il y avait concordance entre l'article 16 et l'article 19, ce qui ne pouvait laisser de doute sur l'intention du législateur, qui n'avait voulu viser que les indemnités permanentes.

D'ailleurs, cette interprétation, qui s'opposait à une action en revision d'une indemnité pour incapacité temporaire, était dictée par l'intérêt qu'il y avait à diminuer le plus possible les actions en revision intentées trop longtemps après l'accident pour permettre de contrôler utilement le lien de cause à effet qui doit exister entre l'accident et l'incapacité. (Dans ce sens : Bordeaux, 5 mars 1903 ; Paris, 20 novembre 1903 ; Cassation, 27 juin et 15 novembre 1904).

Les conséquences de cette façon de voir ont été exposées d'une façon très nette par M. Mirman dans son rapport du 14 décembre 1904 ; voici la situation :

« Un ouvrier est blessé ; les médecins déclarent
« qu'il n'y a qu'une incapacité temporaire, qu'au-
« cune infirmité n'est à craindre ; l'affaire n'est pas

« évoquée devant le Tribunal ; l'ouvrier, qui se croit
« indemne, ne l'y porte pas ; il a reçu son demi-
« salaire, peut-être son salaire intégral pendant un
« certain nombre de semaines ; il se croit guéri.
« Un certain temps après, son état se modifie,
« s'aggrave ; les conséquences lointaines, mais
« directes de l'accident sont établies ; l'incapacité
« permanente est manifeste ; il demande la revision.
« Il n'y a pas eu décision définitive, puisqu'il n'y
« avait aucune raison en effet pour que le tribunal
« fût saisi. Il n'y a pas eu accord légal intervenu
« devant le président et consacré par un procès-
« verbal de conciliation, puisque l'ouvrier, ne se
« croyant pas exposé à une incapacité permanente,
« n'a pu songer un instant à demander à compa-
« raître devant le président pour déterminer,
« d'accord avec son patron, la quotité d'une rente
« à laquelle, à ce moment, il ne pensait pas avoir
« droit. Donc, il ne peut avoir recours à la revision.
« Et cependant le législateur a voulu établir la
« revision pour de tels cas. Son intention résulte
« clairement des débats qui se sont institués au
« Sénat en novembre 1895. »

Cependant, une opinion contraire à celle de la Cour de cassation avait été admise par différentes cours d'appel. (Paris, 28 mai 1902 ; Dijon, 1^{er} décembre 1903.) La loi ne distingue pas entre l'indemnité pour incapacité temporaire et la rente pour

incapacité permanente ; l'action en revision doit donc être admise dans les deux cas : cela résulte d'ailleurs des travaux préparatoires de la loi de 1898, où M. Ricard, dans son rapport, avait prévu le cas où la blessure qui, au début, avait semblé n'entraîner qu'une incapacité temporaire, s'était aggravée par la suite, et où il aurait été souverainement injuste de ne pas admettre en pareil cas la revision des indemnités conférées.

C'est cette interprétation qui a été consacrée par la loi de 1905, aux termes de laquelle l'action en revision est ouverte aussi bien pour les accidents ayant entraîné tout d'abord une incapacité temporaire que pour ceux ayant entraîné dès le début une incapacité permanente. Il est bien entendu que, dans le cas d'indemnité temporaire, l'action en revision ne pourra en changer le taux, qui est invariablement fixé à la moitié du salaire actuel de la victime ; mais elle pourra avoir pour résultat l'attribution d'une rente.

Ainsi donc, la loi de 1905 a tranché la controverse en ce sens que l'action en revision peut être exercée en cas d'incapacité temporaire comme en cas d'incapacité permanente.

Elle sera utilement exercée pendant trois ans, qui courront, s'il s'agit d'indemnité temporaire, de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière, et, s'il s'agit d'incapacité perma-

nente, de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée.

Le texte de l'article 19 de la loi de 1898 parlait de décision définitive, mots qui ont été remplacés par « *décision judiciaire passée en force de chose jugée* », et ainsi a disparu toute controverse sur le caractère de la décision servant de point de départ à l'action en revision.

La loi de 1905 a donc eu pour résultat de préciser celle de 1898 sur deux points douteux, à savoir que l'action en revision peut être exercée aussi bien pour les indemnités temporaires que pour les rentes, et que, lorsque cette action a pour point de départ une décision judiciaire, celle-ci ne doit pouvoir être attaquée par aucune voie de recours.

L'action en revision est ouverte quand la pension a été remplacée par un capital, conformément à l'article 21, § 2.

La loi de 1905 a également admis l'action en revision dans le cas où la pension due à la victime a été remplacée par un capital (article 21, § 2), et ce, malgré une double objection faite à ce sujet, suivant laquelle cette disposition serait illusoire ; que, si la revision donnait droit à la victime à une rente supérieure à 100 francs, on aurait violé le principe d'incessibilité, même partielle, d'une rente supérieure à 100 francs ; que, si la revision diminuait la rente,

le patron ne pourrait sans doute pas rentrer dans ses déboursés.

Les avantages pratiques de cette disposition l'ont emporté sur les objections ci-dessus. La substitution du capital à la rente dans le cas de l'article 21, § 2 n'entraîne pas nécessairement une renonciation au droit de revision, qui ne peut être refusé à l'ouvrier, sous peine d'entraîner des conséquences iniques pour la victime ou ses ayants droit.

Procédure de l'action en revision. — Compétence. — La loi de 1905 déclare applicables à la revision, dans tous les cas, les conditions de compétence et de procédure fixées par les articles 16, 17 et 22; la loi de 1898 n'avait rien édicté à ce sujet; certains tribunaux avaient déclaré le droit commun applicable : la loi de 1905, pour dissiper tout doute à cet égard, a déterminé la procédure à suivre.

Le président sera saisi par voie de déclaration au greffe, qui remplace la déclaration d'accident et l'enquête. Sur cette déclaration, le procureur de la République donne le visa, et des conseils sont désignés au demandeur. Le Président, dans les cinq jours de la déclaration, convoque les parties en conciliation. S'il y a accord entre elles conforme aux prescriptions de la présente loi, le chiffre de la rente révisée est fixé par ordonnance du Président, qui donne acte aux parties de cet accord en spéci-

fiant, sous peine de nullité, l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité,

De même que pour la conciliation de l'article 16, le Président devra veiller à ce que l'accord ne soit pas contraire aux prescriptions de la loi, et, de même qu'il doit indiquer le salaire de base dans son ordonnance de conciliation, de même il devra, sous peine de nullité, spécifier l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité en cas d'accord des parties à la suite de l'action en revision.

De même enfin que, lors de la première comparution en conciliation, le président peut commettre un expert du consentement des parties.

En cas de désaccord, l'affaire est renvoyée devant le Tribunal, qui est saisi par la partie la plus diligente et qui statue comme en matière sommaire, ainsi que le comporte l'article 16, paragraphes 3 et 4.

Droit pour le chef d'entreprise de désigner au président un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime. — L'action en revision peut être basée soit sur une aggravation, soit sur une amélioration de l'état de la victime. Cette action étant ouverte au patron et à l'ouvrier, il était nécessaire que celui-là pût être exactement renseigné sur les progrès de la blessure ou sur l'efficacité des soins du traitement suivi par la victime.

Aussi le législateur a-t-il avec raison accordé au chef d'entreprise un moyen de contrôle qui

résulte de l'article 19 § 5, de même que l'article 4 lui en avait accordé un au cours du traitement suivi par la victime avant la consolidation de la blessure.

Au cours des trois ans pendant lesquels pourra être exercée l'action en revision, le chef d'entreprise pourra désigner au président un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime. La désignation sera visée par le président et donnera droit à l'homme de l'art ainsi choisi de visiter le malade une fois par trimestre.

En cas de refus de la victime de se prêter à cette visite, la sanction consistera à faire suspendre par le Tribunal le paiement des arrérages, après que la victime aura été convoquée par lettre recommandée.

Délai attribué à l'indemnitaire pour user du bénéfice du droit d'option de l'article 9. — Aux termes de l'article 9 de la loi du 9 avril 1898, la victime peut, lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision de l'article 19, demander au tribunal statuant en chambre du conseil, que le quart du capital constitutif de sa rente lui soit attribué en espèces, ou que la rente soit réduite pour constituer sur sa tête une rente viagère réversible pour moitié au plus sur la tête de son conjoint.

La loi de 1898 prescrit que cette demande ne pourra être formulée qu'après le délai de revision, mais ne fixe pas de délai dans lequel elle pourra être présentée.

Il semblait inadmissible d'exiger de l'ouvrier qu'il formât cette demande juste au moment où le délai de revision est expiré, ou qu'un jugement a été rendu à la suite de l'action en revision ; d'autre part, il y aurait de graves inconvénients à ce que la victime pût user de cette faculté indéfiniment, ne serait-ce qu'au point de vue du jeu des tarifs. Le délai imparti par l'article 19 pour former ces genres de demandes est d'un mois à dater du jour où expire le délai de l'action en revision.

Enfin, une dernière modification à l'article 19 consiste en la suppression du deuxième paragraphe de cet article, qui disposait que le titre de pension n'était remis à la victime qu'après l'expiration des trois ans pendant lesquels l'action en revision était recevable : en fait, cette disposition était inutile, ne correspondant à rien dans la pratique, les compagnies d'assurances et la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ne délivrant pas de « titres de pension ».

ARTICLE 21

Conversion de la rente en capital.

TEXTE ANCIEN

—

Les parties peuvent toujours, après détermination

TEXTE NOUVEAU

—

Les parties peuvent toujours, après détermination

du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

Sauf dans le cas prévu à l'art. 3, paragraphe A, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 fr.

du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

En dehors des cas prévus à l'art 3, la pension ne pourra être remplacée par le payement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à cent francs (100 fr.), et si le titulaire est majeur. Ce rachat ne pourra être effectué que d'après le tarif spécifié à l'art. 28.

La loi de 1898, article 21, avait autorisé les intéressés à remplacer le paiement de l'indemnité due à la victime par tout autre mode de réparation convenu entre eux ; c'est ainsi, par exemple que le chef d'entreprise pouvait garder à son service l'accidenté, et qu'un avantage pouvait résulter pour ce dernier de cette situation. Toutefois, cette latitude de réparation avait été limitée aux rentes, et en ce sens que la loi de 1898, article 21, § 2, n'autorisait le remplacement de la rente par le paiement d'un capital que lorsque celle-ci était inférieure à 100 fr.

C'est qu'en effet, un tel versement pouvait dans ce cas être avantageux pour le chef d'entreprise et l'ouvrier : pour le chef d'entreprise en ce qu'il ne lui imposait plus le service d'une rente très minime, et, pour l'ouvrier, en ce que le capital représentatif d'une rente de 100 francs ou inférieure à ce chiffre pouvait lui rendre plus de services que la rente elle-même.

Cas du mineur. — La loi de 1905 n'a pas modifié, en principe, le droit d'user de ce remplacement conventionnel ; mais par mesure de prudence, elle ajoute que cette convention ne pourrait intervenir que lorsque la victime serait majeure, « *et si le titulaire est majeur.* »

Taux du rachat. — Ainsi que l'expliquait M. Chovet dans son premier rapport supplémentaire, la loi a voulu protéger l'ouvrier en état de minorité contre une gestion malhonnête ou imprudente de ses intérêts par un tuteur qui aurait pu dilapider le capital ainsi versé, de telle sorte que le mineur, devenu majeur, se serait trouvé sans ressources.

De plus, la loi de 1905 prescrit que le rachat des rentes inférieures à 100 francs ne pourra être effectué que d'après le tarif spécifié à l'article 28.

Avant cette disposition législative, de nombreux abus avaient été commis au moment du rachat des rentes inférieures à 100 francs ; alors que le légis-

lateur avait eu l'intention de favoriser le rachat par le paiement d'une somme équivalente, il était arrivé que des chefs d'entreprise ou des assureurs avaient offert à la victime un capital inférieur, arbitrairement fixé, et que celle-ci, poussée par le désir d'entrer le plus tôt possible en possession de cette somme, l'avait acceptée avec d'autant plus d'empressement que la plupart des ouvriers n'avaient jamais eu une somme aussi importante entre leurs mains, qu'ils la croyaient inépuisable et que les agents d'affaires les poussaient à accepter ce versement et même à le solliciter dans l'espoir de prélever dessus une rémunération.

Le législateur a voulu protéger l'ouvrier contre toutes ces influences funestes pour ses intérêts et la Chambre des députés admit le texte rédigé par la commission, qui constitue le § 2 de l'article 21 actuel.

Toutefois, la Commission du Sénat craignit tout d'abord que ce rachat ne présentât pas d'avantages pour le patron, et que, pour cette raison, celui-ci n'y fût hostile, de telle sorte que la faculté accordée à la victime et qui eût été avantageuse pour elle en certains cas ne devint lettre morte ; aussi proposait-elle de rédiger l'article 21 *in fine* de la façon suivante : « *ce rachat ne pourra être effectué pour un chiffre supérieur de plus d'un sixième à celui qui résulterait de l'application du tarif fixé à l'article 28.* »

Cet amendement ne fut pas admis par le Sénat ; au cours de la discussion, M. Poirier fit observer que le législateur de 1898 n'avait pas autorisé une réduction quelconque du capital de la rente ; que d'ailleurs le rachat n'est véritablement utile que dans certains cas ; qu'il est le plus souvent dangereux et que, s'il intervient, il ne doit pas léser les intérêts de la victime, ni être l'occasion d'un gain pour le débiteur de la rente.

M. Félix Martin avait proposé qu'en cas de désaccord entre les parties, le Tribunal statuât en chambre de conseil. Le promoteur de l'amendement soutenait qu'avec le texte de la commission, le débiteur de la rente restait maître absolu de refuser la substitution ; qu'il y avait là un pouvoir exorbitant, et qu'il y avait lieu de confier au Tribunal le soin de trancher la discussion et d'apprécier les conditions de versement du capital ; ce n'était d'ailleurs qu'appliquer ici les dispositions de l'art. 9 *in fine*, relatif aux discussions qui pouvaient s'élever lorsque la victime demandait, après le délai de revision du règlement définitif de la rente viagère, que le quart du capital représentatif, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la caisse des retraites pour la vieillesse, lui fût attribué en espèces.

Le président de la commission fit observer que l'art. 9 prévoit le cas d'une rente définitivement

fixée, tandis que l'art. 21 prévoit le cas d'une rente contre la fixation de laquelle l'action en revision peut être exercée, et que, dans le cas où, au moyen de cette action, la rente était diminuée, les droits du chef d'entreprise seraient compromis.

L'amendement fut repoussé par le Sénat.

ARTICLE 27

Contrôle de l'État sur les Compagnies d'assurances et les Syndicats de garantie.

TEXTE ANCIEN

—
Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'Etat et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

TEXTE NOUVEAU

—
Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'Etat et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves mathématiques et des cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements, et fixés annuellement, pour chaque compagnie ou association, par arrêté du ministère du Commerce.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance, et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

A toute époque, un arrêté du ministre du Commerce peut mettre fin aux opérations de l'assureur qui ne remplit pas les conditions prévues par la présente loi, ou dont la situation financière ne donne pas des garanties suffisantes pour lui permettre de remplir ses engagements. Cet arrêté est pris après avis conforme du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, l'assureur ayant été mis en demeure de fournir ses observations par écrit dans un délai de quinzaine. Le comité doit émettre son avis dans la quinzaine suivante.

Le dixième jour, à midi, à compter de la publication de l'arrêté au *Journal officiel*, tous les contrats

contre les risques régis par la présente loi cessent de plein droit d'avoir effet, les primes restant à payer ou les primes payées d'avance n'étant acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée, sauf stipulation contraire dans les polices.

Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail est composé de vingt-quatre membres, savoir : deux sénateurs et trois députés élus par leurs collègues ; le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ; le directeur du travail ; le directeur général de la caisse des dépôts et consignations ; trois membres agrégés de l'institut des actuaires français ; le président du tribunal de commerce de la Seine ou un président de section délégué par lui ; le président de la Chambre de commerce de Paris ou un membre délégué par lui ; deux ouvriers membres du Con-

seil supérieur du travail ;
un professeur de la Faculté de droit de Paris ;
deux directeurs ou administrateurs de sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail ou syndicats de garantie ;
deux directeurs ou administrateurs de sociétés anonymes ou en commandite d'assurances contre les accidents du travail ;
quatre personnes spécialement compétentes en matière d'assurances contre les accidents du travail.
Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres, ainsi que la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement, pour chaque Compagnie ou association, par arrêté du Ministre du Commerce.

Dans tous les temps, les chefs d'entreprise ont eu recours aux Compagnies d'assurances pour se couvrir des responsabilités qu'entraînaient pour eux les accidents survenus à leurs employés. Cette tendance à l'assurance s'est accentuée dès l'entrée en vigueur de la loi de 1898, et a pris depuis une telle extension que les compagnies d'assurances ou les syndicats de garantie occupent maintenant une situation prépondérante dans les rapports entre employeurs et employés, et qu'il est de plus en plus rare aujourd'hui que le chef d'entreprise ne soit pas remplacé par un assureur dans le règlement des accidents du travail.

Cet état de choses a particulièrement préoccupé le législateur de 1898, qui avait placé toutes les compagnies d'assurances et syndicats de garantie sous la surveillance de l'Etat, et avait décidé que leur création et leur fonctionnement seraient réglés par un décret portant règlement d'administration publique.

En exécution de l'article 27 de la loi de 1898, un décret intervint le 28 février 1899, aux termes duquel cette organisation était minutieusement exposée. Grâce à cette réglementation le contrôle des opérations des compagnies et syndicats était assuré par l'Etat ; les compagnies insolubles étaient éliminées, et les chefs d'entreprise étaient certains, en s'assurant aux compagnies ainsi régle-

mentées, de s'adresser à des sociétés responsables.

La loi de 1905 édicta, en ce qui concerne les compagnies et les syndicats de garantie, des dispositions encore plus complètes que celles de la loi de 1898. Les modifications ainsi introduites ont divers caractères.

Les unes visent les conditions dans lesquelles le Ministre du Commerce pourra dorénavant mettre fin aux opérations de l'assureur, ainsi que la procédure de ces arrêts de fonctionnement, et fixent législativement la composition du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail qui a été institué par l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1899 en exécution de l'article 16 du règlement d'administration publique du 28 février 1899. Les autres qui présentent une importance générale pour tous les assujettis règlent d'une façon précise leur situation dans le cas de ces cessations d'opérations des compagnies d'assurances et des résiliations de contrats qu'elles entraînent de plein droit, aux termes de l'art. 11-3^o du même règlement d'administration publique,

Affectation privilégiée des réserves mathématiques et des cautionnements au paiement des pensions et indemnités.

Une première modification de texte a pour objet de faire disparaître tout doute sur la désignation

des sommes qui garantiront le paiement des indemnités.

Le § 2 de l'article 27 de la loi de 1898 portait que le montant des réserves ou cautionnements serait affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités ; un règlement d'administration publique devait fixer le montant des réserves à exiger des compagnies, si elles étaient françaises, et des cautionnements, si elles étaient étrangères. Le règlement d'administration publique du 28 février 1899 exigeait des réserves et des cautionnements des compagnies, qu'elles fussent françaises ou étrangères, et spécifiait en outre que les cautionnements étaient affectés par privilège au paiement des pensions et indemnités, mais ne parlait pas des réserves mathématiques ; il s'agissait de savoir si les réserves devaient, au même titre que les cautionnements, être affectées par privilège au paiement des pensions et indemnités fournies par la caisse nationale pour le compte des compagnies.

La nouvelle rédaction de l'art. 27 fait disparaître ce doute en mettant sur le même pied réserves mathématiques et cautionnements, par la substitution de la conjonction « et » à la conjonction « ou ».

M. Chovet, dans son premier rapport supplémentaire du 19 novembre 1903, a donné les motifs de cette modification en ces termes :

« Il est manifeste que ces réserves constituent
« la contre-partie essentielle des engagements pris
« par les assureurs, alors que les cautionnements,
« toujours relativement minimes, ne constituent
« qu'une garantie subsidiaire; en conséquence,
« il est absolument raisonnable que ce privilège,
« prévu par l'article 27, s'exerce sur ces valeurs
« à la décharge du fonds spécial de garantie.
« Donc, le remplacement du mot « ou » par le
« mot « et » constitue une amélioration appréciable ».

Cessation des opérations des Sociétés d'assurances imposées par un arrêté ministériel. — Nous avons dit que le législateur avait pris toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la solvabilité des compagnies d'assurances et faire en sorte que le chef d'entreprise ne pût être dupe de sociétés insolvables; cette préoccupation a poussé le législateur de 1905 à combler une lacune du décret du 28 février 1899.

L'article 18 de ce décret prescrit que, avant le 1^{er} décembre de chaque année, le Ministre du Commerce, après avis du comité consultatif, publie au *Journal officiel*, la liste des sociétés d'assurances mutuelles ou à primes fixes, françaises ou étrangères, qui fonctionnent dans les conditions prévues par le présent décret et par les articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898.

Le Ministre du Commerce ne pouvait donc qu'une fois par an, le 1^{er} décembre, empêcher de fonctionner les compagnies d'assurances dont la gestion avait donné lieu à des plaintes ; il en résultait que les compagnies d'assurances pouvaient se livrer à des opérations répréhensibles ou dangereuses pour le fonds de garantie, sans qu'il y eût lieu de s'opposer à leur fonctionnement, avant cette date.

Pour obvier à cette inconvénient, dont les conséquences pouvaient être très graves, l'article 27, paragraphe 4, de la loi de 1905 permet au Ministre du Commerce, *à toute époque*, de mettre fin aux opérations des compagnies ou syndicats de garantie qui ne rempliraient pas les conditions de fonctionnement légales et dont la situation financière ne donnait pas de garanties suffisantes pour l'exécution de leurs engagements.

Toutefois, pour que les assureurs ne puissent se plaindre de mesures arbitraires, la loi a pris en leur faveur des garanties, et l'arrêté décrétant leur suspension ne pourra intervenir qu'après avis conforme du Comité consultatif publié à l'*Officiel*, et après que la compagnie menacée aura été mise en demeure de produire ses moyens de défense dans un délai de quinze jours.

Une autre innovation importante a été introduite en cette matière par la loi de 1905. Aux ter-

mes de l'article 11 du décret du 28 février 1899, tous les contrats d'assurances étaient résiliés en vertu d'une clause spéciale de la police, par le seul fait que la compagnie qui les avait conclus ne figurait pas sur la liste annuelle publiée à l'*Officiel* des sociétés autorisées à fonctionner.

Cette brusque résiliation des contrats d'assurances mettait le patron assuré dans l'impossibilité d'éviter les conséquences des accidents qui seraient survenus entre le moment de la résolution et celui auquel le chef d'entreprise contractait une autre assurance.

C'est ainsi qu'en l'année 1903, une liste parue à l'*Officiel* le 30 novembre ne portait plus le nom de trois compagnies d'assurances dont les contrats se trouvaient ainsi résiliés de plein droit ; les trois compagnies dont le fonctionnement était arrêté garantissaient contre les accidents de travail 25.000 patrons, brusquement découverts de toute assurance et exposés, par là même, aux accidents nouveaux et au recours que la caisse nationale des retraites pour la vieillesse pouvait exercer contre eux, en vertu de l'article 26, § 1^{er} de la loi de 1898.

Les chefs d'entreprise étaient les premières victimes d'un état de choses dont ils étaient totalement irresponsables, et qu'il leur était impossible d'éviter : rien ne les informait de la cessation du fonctionnement de leurs compagnies d'assurances, et le *Jour-*

nal officiel, seul mode de publicité, n'était pas nécessairement lu par tous.

Cette situation émut le législateur qui vota une loi destinée à décharger les chefs d'entreprise de cette responsabilité fortuite. Cette loi fut promulguée le 2 décembre 1903 ; elle portait que, pour l'année 1903 seulement, les rentes dues en raison des accidents survenus dans les dix jours consécutifs à la publication au Journal officiel de l'arrêté ministériel mettant fin au fonctionnement de certaines sociétés d'assurances, seront exceptionnellement constituées par la caisse nationale des retraites ouvrières sur le fonds de garantie.

Mais cette mesure était incomplète : elle ne visait que les chefs d'entreprise assurés aux compagnies dont les noms avaient été supprimés de la liste des compagnies autorisées à fonctionner, publiée à l'Officiel le 30 novembre 1903. Il restait au législateur à en faire l'application à tous les cas postérieurs analogues.

C'est ce qui a été fait par la loi de 1905, conformément à l'article 27, § 5 de cette loi : le dixième jour à midi, à compter de la publication de l'arrêté au Journal Officiel, tous les contrats contre les risques prévus par la loi de 1898, cessent de plein droit d'avoir effet ; les primes restant à payer ou les primes payées d'avance ne sont acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assu-

rance réalisée, sauf stipulation contraire de la police.

Les chefs d'entreprise vont maintenant avoir toutes garanties désirables, et ne seront plus pris au dépourvu. L'ancienne police d'assurance va les protéger pendant dix jours à compter de la publication à l'Officiel de l'arrêté déclarant le retrait d'autorisation. Ils pourront, pendant cet intervalle, contracter une nouvelle assurance avec une autre compagnie.

Il est toutefois regrettable que le législateur n'ait pas en même temps pris une résolution tendant à ce que les chefs d'entreprise, ainsi privés de la protection de leur assurance, en soient avertis d'une façon plus directe que par la voie du Journal officiel : ce mode de publicité ne permet peut-être pas d'affirmer que l'assuré sera prévenu en temps utile de la suppression de son assurance, puisque, à toute époque, c'est-à-dire chaque jour, il lui faudra consulter le *Journal officiel* pour s'assurer que son contrat le garantit encore contre les conséquences des accidents.

Composition du comité consultatif. — Dans son article 16, le décret du 28 février 1899 instituait auprès du Ministre du Commerce un comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, auquel pouvaient être soumises toutes les questions relatives à l'application de la loi de 1898.

La composition de ce comité a été réglée par la loi de 1905, art. 27, § 6. Elle donne toutes les garanties désirables pour la sauvegarde des intérêts des sociétés d'assurances dont le sort leur est soumis.

Il comprend vingt-quatre membres, savoir : deux sénateurs et trois députés élus par leurs collègues ; le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ; le directeur du travail ; le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ; trois membres agrégés de l'Institut des actuaires français ; le président du Tribunal de commerce de la Seine ou un président de section délégué par lui ; le président de la Chambre de commerce de Paris ou un membre délégué par lui ; deux ouvriers membres du Conseil supérieur du travail ; un professeur de la Faculté de droit de Paris ; deux directeurs ou administrateurs de sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail ou de syndicats de garantie ; deux directeurs ou administrateurs de sociétés anonymes ou en commandite d'assurance contre les accidents du travail ; quatre personnes spécialement compétentes en matière d'assurance contre les accidents du travail. Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres, ainsi que la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

Enfin, l'art. 27 *in fine* met à la charge des compagnies d'assurances les frais nécessités pour la surveillance et le contrôle de l'Etat, ainsi que l'avait fait la loi de 1898.

ARTICLE 30.

Nullité des conventions contraires à la présente loi.

TEXTE ANCIEN

TEXTE NOUVEAU

—
Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

—
Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit. Cette nullité, comme la nullité prévue au deuxième alinéa de l'article 16 et au troisième alinéa de l'article 19, peut être poursuivie par tout intéressé devant le tribunal visé auxdits articles.

Toutefois, dans ce cas, l'assistance judiciaire n'est accordée que dans les conditions du droit commun.

La décision qui prononce la nullité fait courir à nouveau, du jour où elle devient définitive, les délais impartis soit pour la pres-

cription, soit pour la revision.

Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées, pour rémunération de leurs services, envers les intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit le bénéfice des instances ou des accords prévus aux articles 15, 16, 17 et 19.

Est passible d'une amende de 16 à 300 fr. et, en cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de 500 à 2.000 fr., sous réserve de l'application de l'article 463 du Code pénal : 1° tout intermédiaire convaincu d'avoir offert les services spécifiés à l'alinéa précédent ; 2° tout chef d'entreprise ayant opéré, sur le salaire de ses ouvriers ou employés, des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par

la présente loi ; 3^e toute personne qui, soit par menace de renvoi, soit par refus ou menace de refus des indemnités dues en vertu de la présente loi, aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin ; 4^e tout médecin ayant, dans des certificats délivrés pour l'application de la présente loi, sciemment dénaturé les conséquences des accidents.

Aux termes de l'unique paragraphe de l'article 30 de la loi de 1898, étaient déclarées nulles de plein droit toutes conventions contraires à cette loi.

Cette disposition est reproduite en 1905 ; cette nullité frappera, non seulement les conventions privées intervenues entre patrons et ouvriers, mais aussi les conventions judiciaires, même si elles ont été ratifiées par le président du tribunal. Elles peuvent avoir diverses causes ; seront nulles, par exemple, les conventions tendant à faire supporter à l'ouvrier une part des primes d'assurances qui sont à la charge du patron, car il y aurait là, pour le chef d'entreprise, un moyen trop facile d'éviter les conséquences pécuniaires du risque pro-

fessionnel ; de même, une convention qui mettrait à la charge de l'ouvrier le paiement de tout ou partie des frais médicaux et pharmaceutiques et des frais d'hospitalisation serait entachée de nullité, ainsi, par exemple, qu'une convention fixant l'indemnité journalière à un taux inférieur à la moitié du salaire de la victime, etc., etc.

En dehors des conventions extrajudiciaires sont également nulles de plein droit, bien qu'ayant été acceptées par le président du tribunal, et qu'il en ait donné acte aux parties, les conventions judiciaires contraires à la loi suivant lesquelles, par exemple, la victime aurait accepté de recevoir une indemnité inférieure à celle que le taux légal lui assure.

D'ordre public, cette nullité pourra être poursuivie par tout intéressé, à défaut des parties ; aucune confirmation expresse ou tacite ne pourra la couvrir, de même que les nullités dont nous avons parlé aux articles 16 et 19, sans que la prescription annale de l'article 18 et la prescription triennale de l'article 19 soient opposables ; les délais de prescription de droit commun seront applicables à l'exercice de cette action en nullité, c'est-à-dire qu'elle pourra être poursuivie pendant 30 ans ; le tribunal compétent pour en connaître est celui devant lequel devait être portée l'action en paiement d'indemnité.

Assistance judiciaire. — Toutefois le législateur a pris une précaution utile pour que cette action en nullité ne fût pas introduite à la légère ; le bénéfice de l'assistance judiciaire qui est acquis de plein droit à la victime pour intenter son action en paiement d'indemnité et porter l'appel ne lui sera pas de droit acquis pour l'action en nullité, et il y aura lieu pour elle de solliciter le bénéfice de l'assistance judiciaire dans les conditions prescrites par la loi du 22 janvier 1851 modifiée par celle du 10 juillet 1901. Les chefs d'entreprise ne seront pas ainsi exposés à supporter pour se défendre des frais frustratoires ; car il est probable que les bureaux d'assistance judiciaire n'accorderont ce bénéfice qu'à bon escient et après examen du bien fondé de l'instance à introduire.

Du jour où elle devient définitive, la décision qui prononce la nullité de la convention fait courir les délais de prescription et de revision.

Nullité de plein droit des obligations contractées envers les intermédiaires pour rémunération de leurs services.

Nous avons déjà signalé quelques précautions prises par le législateur pour éviter que certains intermédiaires, et notamment des agents d'affaires peu scrupuleux, ne profitassent de la situation des ouvriers victimes d'accidents pour les exploiter en les conseillant d'une façon intéressée, et pour se

faire attribuer une partie des indemnités qui leur sont allouées.

Pour prémunir les ouvriers contre ce danger, le législateur de 1905 a, dans l'article 30, déclaré nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées pour rémunération de leurs services envers les intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents, ou à leurs ayants droit, le bénéfice des instances ou des accords prévus aux articles 15, 16, 17 et 19.

Au premier abord, la Commission de la Chambre avait proposé d'appliquer l'article 1965 du Code civil aux dettes ainsi contractées pour cause illicite ; M. Goujon fit alors observer que l'article 1965 avait pour corrélatif l'article 1967, aux termes duquel, dans aucun cas, le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait eu, de la part du gagnant, dol, supercherie ou escroquerie et ainsi on empêchait l'ouvrier qui avait payé d'avance de répéter la somme versée, alors que le législateur voulait précisément que la victime n'eût rien à verser aux intermédiaires.

C'est à la suite de cette observation que le texte actuel fut adopté.

Une proposition du même député, tendant à substituer au mot intermédiaire celui d'agents d'affaires, ne fut pas admis.

Sanctions pénales. — En outre de la nullité de plein droit dont sont frappées les conventions contraires à la loi, des sanctions pénales sont formulées par l'article 30 contre les intermédiaires qui auraient offert les services prévus à l'article 30, § 4 ; les chefs d'entreprise qui ont opéré des retenues sur le salaire des ouvriers pour payer par ce moyen les primes de leur assurance, les personnes qui ont essayé d'influencer la victime sur le choix de son médecin, et les médecins qui ont sciemment dénaturé les conséquences des accidents dans leur certificat. (Article 30 ci-dessus, § 5.)

Aux termes de la loi de 1905, les modifications par elle introduites sont applicables aux accidents agricoles visés par la loi du 30 juin 1899, ainsi que les modifications introduites par la loi de 1902 avaient été également déclarées applicables à cette même loi.

Enfin, le dernier paragraphe de la loi de 1905 édicte que cette loi n'entrera en vigueur que trente jours après sa promulgation, en ce qu'elle décide que l'indemnité journalière sera due à partir du premier jour après celui de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de dix jours, et en ce qui concerne le maximum des frais d'hospitalisation.

Les motifs de cette disposition ont été exposés par M. Mirman et M. Chovet dans leur rapport à la Chambre et au Sénat.

« La loi nouvelle modifiant, en ce qui concerne les quatre premiers jours, les termes de la loi forfaitaire du 9 avril 1898 (article 3, § 3), les chefs d'entreprise pourront ou faire face eux-mêmes à cette dépense nouvelle, ou, s'ils le préfèrent, et s'il y a lieu, faire introduire un avenant dans leur police d'assurance. Il a paru convenable de leur donner un certain délai pour fixer leur choix et, en conséquence, de ne rendre la loi applicable qu'un mois après sa promulgation. (Rapport de M. Mirman, 24 décembre 1904.)

« Cette judicieuse observation, dit M. Chovet, nous a semblé devoir être retenue, sinon dans son ensemble, au moins en ce qui concerne deux des dispositions nouvelles du projet de loi ; Nous voulons parler : 1° de la disposition qui édicte que l'indemnité journalière sera due à partir du premier jour après celui de l'accident, si l'incapacité a duré plus de dix jours ; 2° de celle qui établit un nouveau tarif des frais d'hospitalisation.

« Mais, quant aux autres dispositions du projet, il nous a semblé qu'il ne serait pas utile d'en ajourner l'application, ne fût-ce même que de trente jours. En effet, un grand nombre de dispositions nouvelles du projet de loi constituent des améliorations très apprê-

« ciables en faveur des victimes d'accidents du
« travail ; en conséquence, il importe de les
« faire profiter au plus tôt de la situation meil-
« leure qui leur est faite ». (Rapport de M. Chovet
du 23 février 1905.)

CONCLUSION

Si, après avoir exposé d'une façon aussi complète que le comportait le caractère de cet ouvrage, les modifications apportées à la législation antérieure par les lois de 1902 et de 1905, nous examinons, dans une vue d'ensemble, les réformes introduites, nous devons féliciter sans restrictions le législateur de l'œuvre accomplie.

Au législateur de 1898 revient l'honneur d'avoir posé le principe fondamental de la législation du travail, la responsabilité forfaitaire de l'employeur vis-à-vis de l'employé, placée à la base de tout accident.

L'entreprise était immense et la tâche délicate, il était nécessaire de ne pas perdre de vue que, si les classes ouvrières méritaient à de nombreux égards, la protection que ne leur assurait plus qu'imparfaitement la législation de 1804, en face de leurs intérêts se dressaient ceux des employeurs, vis-à-vis desquels le principe nouvellement posé ne devait pas entraîner des charges trop onéreuses, sous peine de constituer une criante injustice.

Par là même qu'elle visait des intérêts multiples et complexes et qu'elle bouleversait en quelque sorte, du jour au lendemain, la législation du droit commun, la loi de 1898 devait, dans son application, révéler des imperfections inhérentes à toute œuvre nouvelle.

Le principe est resté debout : le patron est de plein droit, responsable sauf à voir alléger cette responsabilité en cas de faute inexcusable de l'employé.

Il appartenait aux législatures postérieures de compléter et de préciser l'œuvre première en mettant le principe consacré en concordance avec les faits.

La première tentative faite en 1902, après une expérience de trois années, avait principalement pour but de ne pas toucher au fond du droit ; pour ne pas retarder la réforme, le législateur est allé au plus urgent en s'attachant plus spécialement à préciser les règles de procédure à suivre pour la mise en mouvement et le règlement des actions en indemnité ; et, s'il est vrai que, malgré le but qu'il semblait s'être imposé, le législateur de 1902 a touché parfois à des questions relevant du fond et de la forme, le principal caractère de la loi de 1902 est essentiellement formaliste.

La seconde tentative, intervenue en 1905, a eu l'immense résultat de trancher définitivement de nom-

breuses controverses qui s'étaient élevées dans la doctrine et la jurisprudence sur des questions de fond.

Dans quelque sens que se soit exercée l'activité législative, la préoccupation constante du législateur a tendu à délimiter les droits et devoirs de chacun et à concilier des intérêts qui, pour paraître au premier abord en opposition, peuvent cependant trouver un terrain d'entente.

Notons à ce sujet qu'ouvriers et patrons ont compris que leur intérêt résidait bien plutôt dans un accord intervenu en conciliation, par voie de concessions réciproques, que dans un procès long et d'une issue incertaine. La moyenne des conciliations qui, en 1900, était dans une proportion de 48 %, est devenue en ces derniers temps de 66 %, et ce ne sera pas le moindre mérite du législateur de 1905 d'avoir favorisé l'augmentation de cette proportion en éliminant désormais l'intervention d'intermédiaires, plus intéressés à susciter des complications qu'à les aplanir.

Il résulte de ces perfectionnements à l'œuvre primitive que les difficultés à venir ne porteront plus guère que sur des questions de fait éminemment faciles à solutionner.

La loi de 1898 a été presque totalement remaniée par les deux lois que nous venons d'étudier, et telle qu'elle est sortie de ces deux étapes, elle semble désormais complète et durable.

Aussi bien les seules innovations dont elle semble devoir être l'objet consistent-elles dans une extension de plus en plus large à toutes les catégories d'ouvriers et d'employés.

Notons que le législateur est entré dans cette voie en étendant l'application de la loi de 1898, réformée en 1902 et 1905, aux exploitations agricoles, et que tout récemment le bénéfice du risque professionnel vient d'être appliqué aux entreprises commerciales par la loi du 12 avril 1906.

Que reste-t-il à souhaiter, sinon que cette réglementation nationale soit mise en concordance avec les législations étrangères pour assurer, ainsi que viennent de le faire une convention franco-italienne du 15 avril 1904 et, plus récemment, des conventions franco-belge du 12 juin 1906 et franco-luxembourgeoise du 10 novembre 1906, la protection des nationaux que leurs occupations obligent à passer la frontière, et faire disparaître des inégalités de traitement regrettables !

Vu :

Le Professeur Président de la Thèse,
JULES CABOUAT.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen
E. ZEVORT.

ANNEXES

LOI DU 9 AVRIL 1898

Modifiée par les lois du 22 mars 1902 et du 31 mars 1905

*Concernant les responsabilités des accidents
dont les ouvriers
sont victimes dans leur travail.*

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont
la teneur suit :

TITRE I^{er}

Indemnités en cas d'accidents

ARTICLE PREMIER. — Les accidents survenus, par le fait du travail ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute l'exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la

condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

ART. 2 (*Loi du 22 mars 1902*). — Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent, ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse deux mille quatre cents francs (2.400 fr.) ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

ART. 3. (*Loi du 31 mars 1905*). — Dans les cas prévus à l'article premier, l'ouvrier ou l'employé a droit :

Pour l'incapacité absolue ou permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, si l'incapacité de travail a duré plus quatre jours, à une indemnité journalière, sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés, égale à la moitié du salaire touché au moment l'accident, à moins que le salaire ne soit variable ; dans ce dernier cas, l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. L'indemnité est due à partir du cinquième jour après

celui de l'accident; toutefois, elle est due à partir du premier jour, si l'incapacité de travail a duré plus de dix jours. L'indemnité journalière est payable aux époques et lieu de paye usités dans l'entreprise, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

A) Une rente viagère égale à vingt pour cent (20 0/0) du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B) Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de quinze pour cent (15 %) de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de vingt-cinq pour cent (25 %) s'il y en a deux, de trente-cinq pour cent (35 %) s'il y en a trois, et de quarante pour cent (40 %) s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à vingt pour cent (20 %) du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser quarante pour cent (40 %) du salaire ni soixante pour cent (60 %) dans le second.

C) Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants

et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à dix pour cent (10 %) du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser trente pour cent (30 %).

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables à la résidence du titulaire ou au chef-lieu de canton de cette résidence, et, si elles sont servies par la Caisse nationale des retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire.

Elles sont payables par trimestre et à terme échu ; toutefois, le tribunal peut ordonner le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

Ces rentes sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers victimes d'accidents qui cesseraient de résider sur le territoire français recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28.

Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité, si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Les dispositions des trois alinéas précédents pourront toutefois être modifiées par traités, dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

ART. 4. (*Loi du 31 mars 1905*). — Le chef d'entreprise supporte, en outre, les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de cent francs (100 fr.) au maximum.

La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien. Dans ce cas, le chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton où est survenu l'accident, conformément à un tarif qui sera établi par arrêté du Ministre du Commerce, après avis d'une Commission spéciale comprenant des représentants de syndicats de médecins et pharmaciens, de syndicats professionnels ou ouriers et patronaux, de sociétés d'assurances contre les accidents du travail et de syndicats de garantie, et qui ne pourra être modifié qu'à intervalles de deux ans.

Le chef d'entreprise est seul tenu dans tous les cas, en outre des obligations contenues en l'article 3, des frais d'hospitalisation qui, tout compris, ne pourront dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893, majoré de cinquante pour cent (50 %), ni excéder jamais quatre francs par jour pour Paris ou trois francs cinquante centimes partout ailleurs.

Les médecins et pharmaciens ou les établissements hospitaliers peuvent actionner directement le chef d'entreprise.

Au cours du traitement, le chef d'entreprise pourra désigner au juge de paix un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime. Cette désignation, dûment visée par le juge de paix, donnera audit médecin accès hebdomadaire auprès de la victime en présence du médecin traitant, prévenu deux jours à l'avance par lettre recommandée.

Faute par la victime de se prêter à cette visite, le paiement de l'indemnité journalière sera suspendu par décision du juge de paix, qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.

Si le médecin certifie que la victime est en état de reprendre son travail, et que celle-ci le conteste, le chef d'entreprise peut requérir du juge de paix une expertise médicale qui devra avoir lieu dans les cinq jours.

ART. 5. — Les chefs d'entreprise peuvent se décharger, pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire ou une partie seulement de cette indemnité, comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient :

1° Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et en se conformant aux statuts-type approuvés par le Ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ;

2° Que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

ART. 6. — Les exploitants de mines, minières et carrières peuvent se décharger des frais et indemnités mentionnés à l'article précédent moyennant une subvention annuelle versée aux caisses ou sociétés de secours constituées dans ces entreprises en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la Société et approuvés par le Ministre des Travaux publics.

Ces deux dispositions seront applicables à tous autres chefs d'industrie qui auront créé, en faveur de leurs ouvriers, des caisses particulières de secours en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.}]

ART. 7. (*Loi du 22 mars 1902.*) — Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites.

En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage.

ART. 8. — Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de seize ans ou à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas in-

férier au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

ART. 9. — Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la Caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef de l'entreprise.

Le Tribunal, en Chambre du Conseil, statuera sur ces demandes.

ART. 10. (*Loi du 31 mars 1905.*) — Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération qu'ils auraient pu recevoir pendant la période de travail nécessaire pour compléter les douze mois, d'après la rémuné-

ration moyenne des ouvriers de la même catégorie pendant ladite période.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé, tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

Si, pendant les périodes visées aux alinéas précédents, l'ouvrier a chômé exceptionnellement et pour des causes indépendantes de sa volonté, il est fait état du salaire moyen qui eût correspondu à ces chômages.

TITRE II

Déclaration des accidents et enquêtes.

ART. 11, (*Loi du 22 mars 1902.*) — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

La déclaration et le procès-verbal doivent indiquer, dans la forme réglée par décret, les nom, qualité et adresse du chef d'entreprise, le lieu précis, l'heure et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise doit déposer à la mairie, qui lui en délivre immédiatement récépissé, un certificat du médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident, et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif

La déclaration d'accident pourra être faite dans les mêmes conditions par la victime ou ses représentants jusqu'à l'expiration de l'année qui suit l'accident.

Avis de l'accident, dans les formes réglées par décret, est donné immédiatement par le maire à l'Inspecteur départemental du travail ou à l'Ingénieur ordinaire des Mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

ART. 12. (*Loi du 22 mars 1902*) — Dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat, et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident, le maire transmet au Juge de paix du canton où l'accident s'est produit la déclaration et soit le certificat médical, soit l'attestation qu'il n'a pas été produit de certificat.

Lorsque, d'après le certificat médical, produit en exécution du paragraphe précédent ou transmis ultérieurement par la victime à la Justice de paix, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle de travail, ou lorsque la victime est décédée, le Juge de paix, dans les vingt-quatre heures, procède à une enquête à l'effet de rechercher :

1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;

2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent, le lieu et la date de leur naissance ;

3° La nature des lésions ;

4° Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité, le lieu et la date de leur naissance ;

5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes ;

6° La Société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise était assuré, ou le Syndicat de garantie auquel il était affilié.

Les allocations tarifées par le Juge de paix et son greffier, en exécution de l'article 29 de la présente loi et de l'article 31 de la loi de finances du 13 avril 1900, seront avancées par le Trésor.

ART. 13. — L'enquête a lieu contradictoirement dans les formes prescrites par les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du Code de procédure civile, en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée.

Le Juge de paix doit se transporter auprès de la victime de l'accident qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le Juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé.

Il peut aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête,

Il n'y a pas lieu toutefois à nomination d'expert dans les entreprises administrativement surveillées, ni dans celles de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, ni dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets. Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces établissements ou entreprises et, en ce qui concerne les exploitations minières, les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs transmettent au Juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport.

Sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés dans le procès-verbal, l'enquête doit être close dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les dix jours à partir de l'accident. Le Juge de paix avertit, par lettre recommandée, les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles pourront, pendant un délai de cinq jours, en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition affranchie du timbre et de l'enregistrement. A l'expiration de ce délai de cinq jours, le dossier de l'enquête est transmis au Président du Tribunal civil de l'arrondissement.

ART. 14. — Sont punis d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 francs) les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 11.

En cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de seize à trois cents francs (16 à 300 francs).

L'article 463 du Code pénal est applicable aux contraventions prévues par le présent article.

TITRE III.

Compétence. — Juridictions. — Procédure. — Revision.

ART. 15. (*Loi du 31 mars 1905.*) — Sont jugées en dernier ressort par le Juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever, et dans les quinze jours de la demande, les contestations relatives tant aux frais funéraires qu'aux indemnités temporaires.

Les indemnités temporaires sont dues jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure, c'est-à-dire jusqu'au jour où la victime se trouve soit complètement guérie, soit définitivement atteinte d'une incapacité permanente; elles continuent, dans ce dernier

cas. à être servies jusqu'à la décision définitive prévue à l'article suivant, sous réserve des dispositions du quatrième alinéa dudit article.

Si l'une des parties soutient, avec un certificat médical à l'appui, que l'incapacité est permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent par une décision dont il transmet, dans les trois jours, expédition au président du tribunal civil. Il fixe en même temps, s'il ne l'a fait antérieurement l'indemnité journalière.

Le juge de paix connaît des demandes relatives au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à trois cents francs (300 fr.) en dernier ressort, et à quelque chiffre que ces demandes s'élèvent, à charge d'appel dans la quinzaine de la décision.

Les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière sont exécutoires nonobstant opposition. Ces décisions sont susceptibles de recours en cassation pour violation de la loi.

Lorsque l'accident s'est produit en territoire étranger, le juge de paix compétent, dans les termes de l'article 12 et du présent article, est celui du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.

Lorsque l'accident s'est produit en territoire français hors du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime, le juge de paix de ce dernier canton devient exceptionnellement compétent, à la requête de la victime ou de ses ayants droits adressée, sous forme de lettre recommandée, au juge de paix du canton où l'accident s'est produit, avant qu'il ait été saisi dans les termes du présent article, ou bien qu'il ait clos l'enquête prévue à l'article 13. Un récépissé est immédiatement envoyé au requérant par le greffe, qui avise, en même temps que le chef d'entreprise,

le juge de paix devenu compétent et, s'il y a lieu, transmet à ce dernier le dossier de l'enquête, dès sa clôture, en avertissant les parties, conformément à l'article 13.

Si, après transmission du dossier de l'enquête au président du tribunal du lieu de l'accident et avant convocation des parties, la victime ou ses ayants droit justifient qu'ils n'ont pu, avant la clôture de l'enquête, user de la faculté prévue à l'alinéa précédent, le président peut, les parties entendues, se dessaisir du dossier et le transmettre au président du tribunal de l'arrondissement où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.

ART. 16. (*Loi du 31 mars 1905.*)— En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement, dans les cinq jours de la transmission du dossier, si la victime est décédée avant la clôture de l'enquête ou, dans le cas contraire, dans les cinq jours de la production par la partie la plus diligente, soit de l'acte de décès, soit d'un accord écrit des parties reconnaissant le caractère permanent de l'incapacité, ou bien de la réception de la décision du juge de paix visée au troisième alinéa de l'article précédent, ou enfin, s'il n'a été saisi d'aucune de ces pièces, dans les cinq jours précédant l'expiration du délai de prescription prévu à l'article 18, lorsque la date de cette expiration lui est connue, convoque la victime ou ses ayants droit, le chef d'entreprise, qui peut se faire représenter et, s'il y a assurance, l'assureur. Il peut, du consentement des parties, commettre un expert dont le rapport doit être déposé dans le délai de huitaine.

En cas d'accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, l'indemnité est définitivement

fixée par l'ordonnance du président, qui en donne acte en indiquant, sous peine de nullité, le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

En cas de désaccord, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le tribunal, qui est saisi par la partie la plus diligente et statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile. Son jugement est exécutoire par provision.

En ce cas, le président, par son ordonnance de renvoi et sans appel, peut substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure au demi-salaire, ou, dans la même limite, allouer une provision aux ayants droit. Ces provisions peuvent être allouées ou modifiées en cours d'instance par voie de référé, sans appel. Elles sont incessibles et insaisissables et payables dans les mêmes conditions que l'indemnité journalière.

Les arrérages des rentes courent à partir du jour du décès ou de la consolidation de la blessure, sans se cumuler avec l'indemnité journalière ou la provision.

Dans les cas où le montant de l'indemnité ou de la provision excède les arrérages dus jusqu'à la date de la fixation de la rente, le tribunal peut ordonner que le surplus sera précompté sur les arrérages ultérieurs dans la proportion qu'il détermine.

S'il y a assurance, l'ordonnance du président, ou le jugement fixant la rente allouée, spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV, de façon à supprimer tout recours de la victime contre ledit chef d'entreprise.

ART. 17. (*Loi du 22 mars 1902.*) — Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois, l'appel, sous réserves des dispositions de l'article 449 du

Code de procédure civile, devra être interjeté dans les trente jours de la date du jugement s'il est contradictoire et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

Toutes les fois qu'une expertise médicale sera ordonnée, soit par le juge de paix, soit par le tribunal ou par la Cour d'appel, l'expert ne pourra être le médecin qui a soigné le blessé, ni un médecin attaché à l'entreprise ou à la société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise est affilié.

ART. 18 (*Loi du 22 mars 1902.*) — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident ou de la clôture de l'enquête du Juge de paix, ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire.

L'article 55 de la loi du 10 août 1871 et l'article 124 de la loi du 5 avril 1884 ne sont pas applicables aux instances suivies contre les départements ou les communes, en exécution de la présente loi.

ART. 19. (*Loi du 31 mars 1905.*) — La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à compter, soit de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière, s'il n'y a point eu attribution de rente, soit de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire passée en

force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital en conformité de l'article 21.

Dans tous les cas, sont applicables à la revision les conditions de compétences et de procédure fixées par les articles 16, 17 et 22. Le président du Tribunal est saisi par voie de simple déclaration au greffe.

S'il y a accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, le chiffre de la rente révisée est fixé par ordonnance du président, qui donne acte de cet accord en spécifiant, sous peine de nullité, l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité.

En cas de désaccord, l'affaire est renvoyée devant le tribunal, qui est saisi par la partie la plus diligente, et qui statue comme en matière sommaire et ainsi qu'il est dit à l'article 16.

Au cours des trois années pendant lesquelles peut s'exercer l'action en revision, le chef d'entreprise pourra désigner au président du tribunal un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime.

Cette désignation, dûment visée par le président, donnera audit médecin accès trimestriel auprès de la victime.

Faute par la victime de se prêter à cette visite, tout payement d'arrérages sera suspendu par décision du président, qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.

Les demandes prévues à l'article 9 doivent être portées devant le tribunal au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision.

ART. 20 (*Loi du 22 mars 1902.*) — Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre I^{er}.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser, soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

En cas de poursuites criminelles, les pièces de procédure seront communiquées à la victime ou à ses ayants droit.

Le même droit appartiendra au patron ou à ses ayants droit.

ART. 21. (*Loi du 31 mars 1905.*)— Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

En dehors des cas prévus à l'article 3, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à cent francs (100 fr.) et si le titulaire est majeur. Ce rachat ne pourra être effectué que d'après le tarif spécifié à l'article 28.

ART. 22. (*Loi du 22 mars 1902.*) — Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du Procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit devant le Président du Tribunal civil et devant le Tribunal.

Le Procureur de la République procède comme il est prescrit à l'article 13 (§§ 2 et suivants) de la loi du 22 janvier 1831, modifié par la loi du 10 juillet 1901.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'applique de plein droit à l'acte d'appel. Le premier Président de la Cour, sur la demande qui lui sera adressée à cet effet, désignera l'avoué près la Cour, dont la constitution figurera dans l'acte d'appel, et commettra un huissier pour le signifier.

* Si la victime de l'accident se pourvoit devant le bureau d'assistance judiciaire pour en obtenir le bénéfice en vue de toute la procédure d'appel, elle sera dispensée de fournir les pièces justificatives de son indigence.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le Juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

L'assisté devra faire déterminer par le Bureau d'assistance judiciaire de son domicile la nature des actes et procédure d'exécution auxquels l'assistance s'appliquera.

TITRE IV

Garanties

ART. 23. — La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil et y sera inscrite sous le n° 6.

Le payement des indemnités pour incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort est garanti conformément aux dispositions des articles suivants.

ART. 24. — A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garanfies liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le payement en sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie constitué comme il va être dit et dont la gestion sera confiée à ladite caisse.

ART. 25. — Pour la constitution du fonds spécial de garantie, il sera ajouté au principal de la contribution des patentes des industriels visés par l'article premier, quatre centimes (0 fr 04 c.) additionnels. Il sera perçu sur les mines une taxe de cinq centimes (0 fr. 05 c.) par hectare concédé.

Ces taxes pourront, suivant les besoins, être majorées ou réduites par la loi de finances.

ART 26. — La Caisse nationale des retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprise débiteurs pour le compte desquels des sommes auront été payées par elles, conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur, et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la Caisse nationale des retraites et, notamment, les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprise débi-

teurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantier, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la caisse le paiement de leurs indemnités.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la Caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les compagnies d'assurances.

ART. 27. (*Loi du 31 mars 1905.*) — Les Compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'État et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans des conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves mathématiques et des cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les Syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance, et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

A toute époque, un arrêté du ministre du Commerce peut mettre fin aux opérations de l'assureur qui ne remplit pas les conditions prévues par la présente loi ou dont la situation financière ne donne pas les garanties suffisantes pour lui permettre de remplir ses engagements. Cet arrêté est pris après avis conforme du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, l'assureur ayant été mis en demeure de fournir ses observations par écrit dans un délai de quinzaine. Le Comité doit émettre son avis dans la quinzaine suivante.

Le dixième jour, à midi, à compter de la publication de l'arrêté au *Journal officiel*, tous les contrats contre les risques régis par la présente loi cessent de plein droit d'avoir effet, les primes restant à payer ou les primes payées d'avance n'étant acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée, sauf stipulation contraire dans les polices.

Le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail est composé de vingt-quatre membres, savoir : deux sénateurs et trois députés élus par leurs collègues ; le directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales ; le Directeur du travail ; le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ; trois membres agrégés de l'Institut des actuaires français ; le président du Tribunal de commerce de la Seine ou un président de section délégué par lui ; le président de la Chambre de commerce de Paris ou un membre délégué par lui ; deux ouvriers membres du Conseil supérieur du travail ; un professeur de la Faculté de droit de Paris ; deux directeurs ou administrateurs de sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail ou de syndicats de garantie ; deux directeurs ou administrateurs de sociétés anonymes ou en commandite d'assurances contre les accidents du travail ; quatre personnes spécialement compétentes en matière d'assurances contre les accidents du travail. Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres, ainsi que de la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement pour chaque

compagnie ou association par arrêté du Ministre du Commerce.

ART. 28 — Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs.

Toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la Caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit.

Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit, et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique.

TITRE V

Dispositions générales.

ART. 29. — Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déterminera les émoluments des greffiers de Justice de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôt de la minute d'enquête au greffe, et pour tous les actes nécessités par l'application de la présente loi, ainsi que les frais de transport auprès des victimes et d'enquête sur place.

ART. 30. (*Loi du 31 mars 1905.*) — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit. Cette nullité, comme la nullité prévue au 2^e alinéa de l'article 16 et au 3^e alinéa de l'article 19, peut être poursuivie par tout intéressé devant le tribunal visé auxdits articles.

Toutefois, dans ce cas, l'assistance judiciaire n'est accordée que dans les conditions du droit commun.

La décision qui prononce la nullité fait courir à nouveau, du jour où elle devient définitive, les délais impartis soit pour la prescription, soit pour la revision.

Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées, pour rémunération de leurs services, envers les intermédiaires qui se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit le bénéfice des instances ou des accords prévus aux articles 15, 16, 17 et 19.

Est passible d'une amende de seize francs à trois cents (16 fr. à 300 fr.) et, en cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de cinq cents francs à deux mille francs (500 fr. à 2.000 fr.), sous réserve de l'application de l'article 463 du Code pénal: 1^o tout intermédiaire convaincu d'avoir offert les services spécifiés

à l'alinéa précédent ; 2° tout chef d'entreprise ayant opéré sur le salaire de ses ouvriers ou employés des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par la présente loi ; 3° toute personne qui, soit par une menace de renvoi, soit par refus ou menace de refus des indemnités dues en vertu de la présente loi, aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin ; 4° tout médecin ayant, dans des certificats délivrés pour l'application de la présente loi, sciemment dénaturé les conséquences des accidents.

ART. 31. — Les chefs d'entreprise sont tenus, sous peine d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 fr.), de faire afficher dans chaque atelier la présente loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution.

En cas de récidive dans la même année, l'amende sera de seize à cent francs (16 à 100 francs).

Les infractions aux dispositions des articles 11 et 31 pourront être constatées par les inspecteurs du travail.

ART. 32. — Il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la marine et celles des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du Ministre de la Guerre.

ART. 33. — La présente loi ne sera applicable que trois mois après la publication officielle des décrets d'administration publique qui doivent en régler l'exécution.

ART. 34. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 avril 1898.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*

HENRY BOUCHER.

LOI DU 30 JUIN 1899

Concernant les Accidents causés dans les Exploitations agricoles par l'emploi de Machines mues par des moteurs inanimés

(Promulguée au *Journal officiel* du 1^{er} juillet 1899)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI
dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur.

Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée, selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 juin 1899.

Signé : EMILE LOUBET.

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*

Signé : A. MILLERAND.

LOI DU 31 MARS 1905

ARTICLE PREMIER. — Les articles 3, 4, 10, 15, 16, 19, 21, 27 et 30 de la loi du 9 avril 1898 sont modifiés ainsi qu'il suit :

.
.
.

ART. 2. — Le tarif visé à l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, ci-dessus modifié, devra être établi dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi et publié au *Journal officiel*. Il sera appliqué un mois après cette publication et, jusque-là, les tarifs d'assistance médicale gratuite resteront transitoirement applicables.

ART. 3. — La présente loi sera applicable aux accidents visés par la loi du 30 juin 1899.

ART. 4. — La présente loi — en ce qu'elle décide que l'indemnité journalière sera due à partir du premier jour après celui de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de dix jours — et en ce qui concerne le maximum des frais d'hospitalisation — n'entrera en vigueur que trente jours après sa promulgation.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 mars 1905.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes*

F. DUBIEF.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

J. CHAUMIÉ.

DÉCRET DU 28 FÉVRIER 1899

*Portant règlement d'administration publique pour
l'exécution de l'art. 26 de la loi du 9 avril 1898*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ;

Vu les avis du Ministre des Finances, en date des 5 décembre 1898 et 21 janvier 1899 ;

Vu l'avis du Ministre de la Justice, en date du 29 octobre 1898 ;

Vu la loi du 9 avril 1898, et notamment le troisième paragraphe de l'article 26, ainsi conçu : « Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la caisse nationale des retraites, et notamment les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprise débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la caisse le paiement de leurs indemnités » ;

Vu la loi du 20 juillet 1886 et le décret du 28 décembre 1886 ;

Le Conseil d'État entendu,
Décrète :

TITRE I^{er}

**Conditions dans lesquelles les victimes d'accidents
ou leurs ayants droit
sont admis à réclamer le paiement de leurs indemnités.**

ARTICLE PREMIER, — Tout bénéficiaire d'une indemnité liquidée en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, à la suite d'un accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, qui n'aura pu obtenir le paiement, lors de leur exigibilité, des sommes qui lui sont dues, doit en faire la déclaration au Maire de la commune de sa résidence.

ART. 2, — La déclaration est faite soit par le bénéficiaire de l'indemnité ou son représentant légal, soit par un mandataire ; elle est exempte de tous frais.

ART. 3. — La déclaration doit indiquer :

1^o Les nom, prénoms, âge, nationalité, état civil, profession, domicile du bénéficiaire de l'indemnité ;

2^o Les nom et domicile du chef d'entreprise débiteur ou la désignation et l'indication du siège de la société d'assurances ou du syndicat de garantie qui aurait dû acquitter la dette à son lieu et place ;

3^o La nature de l'indemnité et le montant de la créance réclamée ;

4^o L'ordonnance ou le jugement en vertu duquel agit le bénéficiaire ;

5^o Le cas échéant, les nom, prénoms, profession et domicile du représentant légal du bénéficiaire ou du mandataire.

ART. 4. — La déclaration, rédigée par les soins du maire, est signée par le déclarant.

Le maire y joint toutes les pièces qui lui sont remises par le déclarant à l'effet d'établir l'origine de la créance, ses modifications ultérieures et le refus de paiement opposé par le débiteur : chef d'entreprise, société d'assurances ou syndicat de garantie.

ART. 5. — Le récépissé de la déclaration et des pièces qui l'accompagnent est remis par le maire au déclarant.

La déclaration et les pièces produites à l'appui sont transmises par le maire au Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations dans les vingt-quatre heures.

ART. 6. — Le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations adresse, dans les quarante-huit heures à partir de sa réception, le dossier au Juge de paix du domicile du débiteur, en l'invitant à convoquer celui-ci d'urgence par lettre recommandée.

ART. 7. — Le débiteur devra comparaître au jour fixé par le Juge de paix, soit en personne, soit par mandataire.

Il lui est donné connaissance de la réclamation formulée contre lui.

Procès-verbal est dressé par le Juge de paix des déclarations faites par le comparant, qui appose sa signature sur le procès-verbal.

ART. 8. — Le comparant qui ne conteste ni la réalité ni le montant de la créance est invité par le Juge de paix soit à s'acquitter par devant lui, soit à expédier au réclamant la somme due, au moyen d'un mandat-carte, et à communiquer au greffe le récépissé de cet envoi.

Cette communication doit être effectuée au plus tard le deuxième jour qui suit la comparution devant le Juge de paix.

Le Juge de paix statue sur le paiement des frais de convocation.

Il constate, s'il y a lieu, dans son procès-verbal, la libération du débiteur.

ART. 9. — Dans le cas où le comparant, tout en reconnaissant la réalité et le montant de sa dette, déclare ne pas être en état de s'acquitter immédiatement, le Juge de paix est autorisé, si les motifs invoqués paraissent légitimes, à lui accorder pour sa libération un délai qui ne peut excéder un mois.

Dans ce cas, en vue du paiement immédiat prévu à l'article 13 ci-dessous, le procès-verbal dressé par le Juge de paix constate la reconnaissance de la dette et l'engagement pris par le comparant de se libérer, dans le délai qui lui a été accordé, au moyen soit d'un versement entre les mains du caissier de la Caisse des dépôts et consignations à Paris ou des préposés de la Caisse dans les départements, soit de l'expédition d'un mandat-carte payable au caissier général à Paris.

ART. 10. — Si le comparant déclare ne pas être débiteur du réclamant ou n'être que partiellement son débiteur, le Juge de paix constate dans son procès-verbal le refus total ou partiel de paiement et les motifs qui en ont été donnés.

Il est procédé, pour l'acquittement de la somme non contestée, suivant les dispositions des articles 8 ou 9, tous droits restant réservés pour le surplus.

ART. 11. — Au cas où le débiteur convoqué ne comparait pas au jour fixé, le Juge de paix procède dans la huitaine à une enquête à l'effet de rechercher :

- 1° Si le débiteur convoqué n'a pas changé de domicile ;
- 2° S'il a cessé son industrie soit volontairement, soit par cession d'établissement, soit par suite de faillite ou

de liquidation judiciaire, et, dans ce cas, quel est le syndic ou le liquidateur, soit par suite de décès et, dans l'affirmative, par qui la succession est représentée.

Le procès-verbal dressé par le Juge de paix constate la non-comparution et le résultat de l'enquête.

ART. 12. — Dans les deux jours qui suivent soit la libération immédiate du débiteur, soit sa comparution devant le Juge de paix au cas où il a refusé le paiement ou obtenu un délai, soit la clôture de l'enquête dont il est question en l'article précédent, le Juge de paix adresse au Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations le dossier et y joint le procès-verbal par lui dressé.

ART. 13. — Dès la réception du dossier, s'il résulte du procès-verbal dressé par le Juge de paix que le débiteur n'a pas contesté sa dette, mais ne s'en est pas libéré, ou si les motifs invoqués pour refuser le paiement ne paraissent pas légitimes, le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations remet au réclamant ou lui adresse, par mandat-carte, la somme à laquelle il a droit. Il fait parvenir également au greffier de la Justice de paix le montant de ses déboursés et émoluments.

Il est procédé de même, si le débiteur ne s'est pas présenté devant le Juge de paix, et si la réclamation du bénéficiaire de l'indemnité paraît justifiée.

ART. 14. — Dans le cas où les motifs invoqués par le comparant pour refuser le paiement paraissent fondées ou, en cas de non-comparution, si la réclamation formulée par le bénéficiaire ne semble pas suffisamment justifiée, le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations renvoie, par l'intermédiaire du Maire, au réclamant le dossier par lui produit en lui laissant le soin d'agir contre la personne dont il se prétend créancier, conformément aux règles du droit commun.

Le montant des déboursés et émoluments du greffier est, en ce cas, acquitté par les soins du Directeur général et imputé sur les fonds de garantie.

TITRE II

Du recours de la Caisse des retraites pour le recouvrement de ses avances et pour l'encaissement des capitaux exigibles.

ART. 15. — Le recours de la Caisse nationale des retraites est exercé aux requête et diligence du Directeur général de la caisse des dépôts et consignations, dans les conditions énoncées aux articles suivants,

ART. 16. — Dans les cinq jours qui suivent le paiement fait au bénéficiaire de l'indemnité et au greffier de la Justice de paix, conformément aux articles 13 et 14, ou à l'expiration du délai dont il est question à l'article 9, si le remboursement n'a pas été opéré dans ce délai, le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations informe le débiteur, par lettre recommandée, du paiement effectué pour son compte.

Cette lettre recommandée fait en même temps connaître que, faute par le débiteur d'avoir remboursé dans un délai de quinzaine le montant de la somme payée, d'après un des modes prévus au dernier alinéa de l'article 9, le recouvrement sera poursuivi par la voie judiciaire.

ART. 17. — A l'expiration du délai imparti par le deuxième alinéa de l'article 16 ci-dessus, il est délivré par le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, à l'encontre du débiteur qui ne s'est pas acquitté, une contrainte pour le recouvrement.

ART. 18. — La contrainte décernée par le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations est visée et déclarée exécutoire par le Juge de paix du domicile du débiteur.

Elle est signifiée par ministère d'huissier.

ART. 19. — L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition formée par le débiteur et contenant assignation donnée au Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations devant le Tribunal civil du domicile du débiteur.

ART. 20. — L'instance à laquelle donne lieu l'opposition à contrainte est suivie dans les formes et délais déterminés par l'article 65 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement.

ART. 21. — Les frais de poursuite et dépens de l'instance auxquels a été condamné le débiteur débouté de son opposition sont recouvrés par le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations au moyen d'un état de frais taxé, sur sa demande et rendu exécutoire par le Président du Tribunal.

ART. 22. — Lorsque le capital représentatif d'une pension est, conformément aux termes de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, devenu exigible par suite de la faillite ou de la liquidation judiciaire du débiteur, le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations représentant la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse demande l'admission au passif pour le montant de sa créance.

Il est procédé, dans ce cas, conformément aux dispositions des articles 491 et suivants du Code de commerce et de la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire.

ART. 23. — En cas d'exigibilité du capital par suite d'une des circonstances prévues en l'article 28 de la loi

du 9 avril 1898, autre que la faillite ou la liquidation judiciaire du débiteur, le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, par lettre recommandée, met en demeure le débiteur ou ses représentants d'opérer, dans les deux mois qui suivront la réception de la lettre, le versement à la Caisse nationale des retraites du capital exigible, à moins qu'il ne soit justifié que les garanties prescrites par le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 28 de la loi ci-dessus visée, ont été fournies.

ART. 24. — Si, à l'expiration du délai de deux mois, le versement n'a pas été effectué ou les garanties exigées n'ont pas été fournies, il est procédé au recouvrement dans les mêmes conditions et suivant les formes énoncées aux articles 17 à 21 du présent décret.

ART. 25. — En dehors des délais fixés par les dispositions qui précèdent, le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations peut accorder au débiteur tous délais ou toutes facilités de paiement.

Le Directeur général peut également transiger.

TITRE III

Organisation du fonds de garantie

ART. 26. — Le fonds de garantie institué par les articles 24 et 25 de la loi du 9 avril 1898, fait l'objet d'un compte spécial ouvert dans les écritures de la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 27. — Le Ministre du Commerce adresse au Président de la République un rapport annuel, publié au *Journal officiel*, sur le fonctionnement général du

fonds de garantie visé par les articles 24 à 26 de la loi du 9 avril 1898.

ART. 28. — Les recettes du fonds de garantie comprennent :

1° Les versements effectués par le Trésor public, représentant le montant des taxes recouvrées en conformité de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 ;

2° Les recouvrements effectués sur les débiteurs d'indemnités dans les conditions prévues aux titres I et II du présent décret ;

3° Les revenus et arrérages et le produit du remboursement des valeurs acquises en conformité de l'article 30 du présent décret ;

4° Les intérêts du fonds de roulement prévu au deuxième alinéa du même article.

ART. 29. — Les dépenses du fonds de garantie comprennent :

1° Les sommes payées aux bénéficiaires des indemnités ;

2° Les sommes versées sur des livrets individuels à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et représentant les capitaux de pensions exigibles dans les cas prévus par l'article 28, §3 de la loi du 9 avril 1898 ;

3° Le montant des frais de toute nature auxquels donne lieu le fonctionnement du fonds de garantie.

ART. 30. — Les ressources du fonds de garantie sont employées dans les conditions prescrites par l'article 22 de la loi du 20 juillet 1886.

Les sommes liquides reconnues nécessaires pour assurer le fonctionnement du fonds de garantie sont bonifiées d'un intérêt calculé à un taux égal à celui qui est adopté pour le compte courant ouvert à la Caisse des dépôts et consignations dans les écritures du Trésor public.

ART. 51. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, le Ministre des Finances et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 février 1899.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*

PAUL DELOMBRE.

Le Ministre des Finances,

P. PEYTRAL.

Le Garde des Sceaux Ministre de la Justice,

GEORGES LEBRET,

DÉCRET DU 28 FÉVRIER 1899

*Portant règlement d'administration publique
pour l'exécution de l'art. 28 de la loi du 9 avril 1898*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ;

Vu l'avis du Ministre des Finances, en date du 2 février 1899 ;

Vu la loi du 9 avril 1898, et notamment les deux derniers alinéas de son article 28, ainsi conçus :

« Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit, et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé, au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

« Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique » ;

Vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 26 de

la loi ci-dessus visée, et notamment les articles 22 à 25 dudit décret, relatifs à l'exigibilité des capitaux représentatifs des pensions dues en vertu de la loi du 9 avril 1898 ;

Vu le décret du même jour, portant règlement d'administration publique, en exécution de l'article 27 de la loi ci-dessus visée, et notamment le titre II relatif aux syndicats de garantie prévus par ladite loi ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie dans les cas prévus par l'avant-dernier alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, ce chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement à la Caisse nationale des retraites du capital représentatif des pensions à leur charge, s'ils justifient :

1^o Soit du versement de ce capital à une des sociétés visées à l'article 18 du décret du 28 février 1899, portant réglementation publique en exécution de l'article 27 de la loi ci-dessus visée ;

2^o Soit de l'immatriculation d'un titre de rente pour l'usufruit au nom des titulaires de pensions, le montant de la rente devant être au moins égal à celui de la pension ;

3^o Soit du dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, avec affectation à la garantie des pensions, de titres spécifiés au paragraphe 3 de l'article 8 du décret précité. La valeur de ces titres, établie d'après le cours moyen de la Bourse de Paris au jour du dépôt, doit correspondre au chiffre maximum qu'est susceptible d'atteindre le capital constitutif exigible par la Caisse nationale des retraites. Elle peut être révisée tous les

trois ans à la valeur actuelle des pensions, d'après le cours moyen des titres au jour de la revision ;

4° Soit de l'affiliation du chef d'entreprise à un syndicat de garantie liant solidairement tous ses membres et garantissant le paiement des pensions ;

5° Soit, en cas de cession d'établissement, de l'engagement pris par le cessionnaire, vis-à-vis du Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, d'acquitter les pensions dues et de rester solidairement responsable avec le chef responsable d'entreprise.

ART. 2. — Des arrêtés du Ministre du Commerce, pris après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents, règlent les mesures nécessaires à l'application du présent décret.

ART. 3. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 28 février 1899.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes.*

PAUL DELOMBRE.

Le Ministre des Finances,

P. PEYTRAL.

LOI DU 12 AVRIL 1906

*Étendant à toutes les exploitations commerciales
les dispositions de la loi du 9 avril 1898
sur les accidents de travail*

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue à toutes les entreprises commerciales.

ART. 2. — A partir de la promulgation du décret prévu à l'article 4 et pendant les trois mois qui suivront, les contrats d'assurance contre les accidents, souscrits antérieurement à cette promulgation pour des entreprises visées à l'article 1^{er} et ne garantissant pas le risque prévu par les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902 et 31 mars 1905, pourront être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré.

La dénonciation s'effectuera, soit au moyen d'une déclaration au siège social ou chez l'agent local, dont il sera donné récépissé, soit par acte extrajudiciaire,

soit par lettre recommandée. Le contrat se trouvera ainsi intégralement résilié le dixième jour, à midi, à compter du jour de la déclaration, de la signification de l'acte extrajudiciaire ou du dépôt à la poste de la lettre recommandée.

Les primes restant à payer ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation. Les primes payées d'avance pour assurances à forfait ne lui resteront acquises, et seulement jusqu'à concurrence de six mois de risque au maximum à compter du jour de la résiliation, que si le contrat n'a pas été dénoncé par lui ; le surplus sera restitué à l'assuré.

ART. 3. — Les contrats mixtes par lesquels l'assureur s'est engagé, d'une part, à garantir l'assuré contre le risque de la loi de 1898, si celle-ci était déclarée applicable, et, dans le cas contraire, à le couvrir du risque de la responsabilité civile seront intégralement résiliés, s'ils ont été dénoncés dans les formes et délais prévus à l'article précédent. La dénonciation de l'assuré restera toutefois sans effet, si, dans la huitaine de cette dénonciation, l'assureur lui remet un avenant garantissant expressément, sans aucune augmentation de prime, le risque défini par les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902 et 31 mars 1905.

A l'expiration du délai de trois mois visé à l'article précédent, le silence des deux parties aura pour effet, sans autres formalités, de rendre le contrat applicable au risque déterminé par les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902 et 31 mars 1905.

ART. 4. — La taxe prévue par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 continuera à être perçue pour les exploitations assujetties par ladite loi, y compris tous les ateliers.

Elle sera réduite à un centime et demi pour les exploitations exclusivement commerciales, y compris les chantiers de manutention ou de dépôt. La liste desdites exploitations sera arrêtée dans les six mois de la promulgation de la présente loi, par décret rendu sur la proposition des ministres du commerce et des finances, après avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Elle sera soumise tous les cinq ans à la sanction législative.

Des décrets rendus dans la même forme pourront modifier le taux de la taxe spécifiée à l'alinéa précédent, dans les limites du maximum prévu à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 ou fixé par la loi de finances ; ils devront être publiés au *Journal officiel* au moins trois mois avant l'ouverture de l'exercice à partir duquel la modification deviendrait applicable.

ART. 5. — Les exploitations régies par les lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899, qui ne sont pas soumises à l'impôt des patentes, contribueront au fonds de garantie dans les conditions ci-après :

Il sera perçu annuellement, sur chaque contrat d'assurance une contribution dont le montant sera fixé, tous les cinq ans, par la loi de finances en proportion des primes, et sera recouvré, en même temps que les primes, par les sociétés d'assurances, les syndicats de garantie ou la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, qui en opéreront le versement au fonds de garantie.

En ce qui concerne les exploitants non assurés, il sera perçu, lors des liquidations de rentes mises à leur charge, une contribution dont le montant sera fixé dans les mêmes formes, en proportion du capital constitutif desdites rentes, et sera recouvré, pour le compte du

fonds de garantie, par les soins de l'administration de l'enregistrement.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront effectués les versements des sociétés d'assurances, des syndicats de garantie ou de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et les recouvrements de l'administration de l'enregistrement, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du présent article.

Toute contravention aux prescriptions de ce règlement sera punie d'une amende de cent francs à mille francs (100 fr. à 1.000 fr.)

ART. 6. — Les syndicats de garantie prévus à l'article 24 de la loi du 9 avril 1898 doivent, qu'il s'agisse d'entreprises industrielles ou commerciales, comprendre au moins 5,000 ouvriers assurés et 10 chefs d'entreprises adhérents, dont 5 ayant au moins 300 ouvriers, ou bien 2,000 ouvriers assurés et 300 chefs d'entreprise adhérents, dont 30 ayant au moins chacun 3 ouvriers.

Ces syndicats sont autorisés par décrets rendus en Conseil d'État, après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Ils peuvent être autorisés par arrêtés ministériels, lorsque leurs statuts sont conformes à des statuts types approuvés par décret rendu en Conseil d'État, après avis du Comité susvisé.

ART. 7. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

ART. 8. — La présente loi entrera en vigueur trois mois après la promulgation du décret prévu au deuxième alinéa de l'article 4.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 avril 1906.

Signé : A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail,

Signé : GASTON DOUMERGUE.

Le Ministre des Finances,

Signé : POINCARÉ.

DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL ^(a)

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902)

) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse du chef d'entreprise, s'il s'agit de la déclaration lui-même, ou de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise, soit des représentants de la victime, en mentionnant quel titre ils la représentent (père, mère, conjoint, enfant, mandataire, etc.). Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer les renseignements prévus par l'article 3.

) Indiquer la nature de l'événement et son adresse, ainsi que le lieu précis où l'accident a produit.

) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

) Spécifier l'engin, le travail, le fait qui a occasionné l'accident.

) Préciser la nature des blessures : fracture de la jambe, contusions, lésions internes, hygiène, etc. Spécifier s'il y a des décès.

) Indiquer les noms, professions et adresses.

) Titre et siège du syndicat patronal, de la société mutuelle ou de la compagnie à primes fixes qui assure le chef d'entreprise. S'il n'y a pas d'assureur, le déclarer expressément.

Le soussigné (1),
déclare à M. le Maire de la commune de
canton de
arrondissement de
département de
conformément à l'article 11 de la loi du 9 avril 1898,
modifié par la loi du 22 mars 1902, qu'un accident ayant
occasionné une incapacité de travail est survenu le
à heures
dans (2)
à (3)

L'accident a été occasionné par la cause matérielle (4)
ci-après, dans les circonstances suivantes :

L'accident a produit les blessures suivantes (5) :

Les témoins de l'accident sont (6) :

Je déclare être assuré contre les accidents du travail
par la société ci-après (7) :

Fait à , le 19 .

Signature du déclarant.

(a) Cette déclaration doit être remise à la mairie par le chef d'entreprise ou son préposé dans les quarante-huit heures de l'accident, non compris les dimanches et jours fériés. Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise ou son préposé doit, en outre, déposer un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif. (Modèle IV.)
Si la déclaration est faite par la victime ou ses ayants droit, le certificat médical doit être joint à la déclaration.

MODÈLE II

DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

d

MAIRIE D

ARRONDISSEMENT

d

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION D'ACCIDENT DE TRAVAIL

CANTON

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902)

d

(1) Nom et prénoms.

Nous, soussigné (1)

maire de la commune d

(2) Nom et prénoms du déclarant.

donnons récépissé à M. (2)

de la déclaration de l'accident survenu le

(3) Nom, prénoms et adresse de la victime.

à (3)

qu'il a déposée ce jour à la mairie, à heure.

Fait à

, le

19

Signature.

MODÈLE III

d

DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

d

MAIRIE D

d

ARRONDISSEMENT

d

CANTON

Procès-verbal de déclaration d'accident de travail

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902)

(1) Nom et prénoms.
(2) Indiquer les nom, pré-noms, profession et adresse soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise, soit des représentants de la victime, en mentionnant à quel titre ils la représentent (père, mère, conjoint, enfant, mandataire, etc.).
Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer ici les renseignements prévus ci-après sous le n° 4.
(3) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que le lieu précis où l'accident s'est produit.
(4) Indiquer les nom, pré-noms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.
(5) Spécifier l'engin, le travail, le fait qui a occasionné l'accident.
(6) Préciser la nature des blessures: fracture de la jambe, contusions, lésions internes, asphyxie, etc. Spécifier s'il y a eu décès.
(7) Indiquer les noms, professions et adresses.

Nous, soussigné (1)
maire de la commune d
avons reçu le _____ à _____ heure
de M. (2)
en exécution de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié
par la loi du 22 mars 1902, une déclaration relative à un
accident survenu le _____ à _____ heure
dans (3)
à (4)

Cette déclaration constate :

1° Que l'accident a été occasionné par la cause maté-
rielle (5) ci-après, dans les circonstances suivantes :

2° Que l'accident a produit les blessures suivantes (6) :

3° Que les témoins de l'accident sont (7) :

La déclaration, dont récépissé a été délivré séance
tenante au déclarant, a été annexée au présent procès-
verbal pour être transmise à la justice de paix dans le
délai prescrit par la loi (a).

Fait et arrêté le présent procès-verbal les jour, mois
et an que dessus.

(Signature du maire.)

(a) Si la déclaration est faite par la victime ou ses ayants droit, le procès-verbal fait en outre men-
tion du dépôt du certificat médical, qui doit être joint à la déclaration.

DEPOT DE CERTIFICAT MEDICAL

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902)

(1) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise.

Le soussigné (1)

remet à M. le maire de la commune d

canton d

arrondissement d

département d

pour être joint à la déclaration faite le

de l'accident survenu le

à (2)

(2) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

(3) Nom et adresse

un certificat du docteur (3)

indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Fait à , le 19 .

(Signature du déposant.)

MODÈLE V

DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRONDISSEMENT

MAIRIE D

CANTON

RÉCÉPISSÉ DE CERTIFICAT MÉDICAL

(Art. 41 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902)

(1) Nom et prénoms.

Nous, soussigné (1),

maire de la commune d

(2) Nom et prénoms du déclarant.

donnons récépissé à M. (2)

(3) Nom, prénoms et adresse de la victime.

du certificat médical relatif à l'accident survenu à (3)

qu'il a déposé ce jour à la mairie, à heure , pour
être joint à la déclaration reçue le

Fait à

, le

19

(Signature.)

MODÈLE VI

DÉPARTEMENT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

d

ARRONDISSEMENT

MAIRIE D

d

CANTON

Transmission de Pièces à la Justice de paix pour enquête ^(a)

(Art. 12 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902)

- (1) Nom et prénoms.
(2) Date de la déclaration.
(3) Nom, adresse et qualité du déclarant.
(Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer ici les renseignements prévus sous le n° 5.)
(4) Date et heure de l'accident.
(5) Nom, prénoms et adresse de la victime.
(6) Désignation et adresse de l'établissement.
(7) Formule à rayer suivant le cas.

Nous, soussigné (1),
maire de la commune d
transmettons avec la présente à M. le juge de paix du
canton d
la déclaration faite à notre mairie le (2)
à heure par (3)
au sujet d'un accident survenu le (4)
à (5)
occupé dans (6)

Ci-joint le certificat médical déposé le
pour être annexé à la déclaration susvisée (7)

(ou :) Nous certifions qu'il n'a pas été déposé de cer-
tificate médical dans le délai prévu par la loi (7).

Fait à , le 19 .

(a) Cette transmission doit être faite dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat, et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration.

MODÈLE VII

DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

d

MAIRIE D

ARRONDISSEMENT

d

CANTON

d

Avis de déclaration d'accident du travail

TRANSMIS AU SERVICE D'INSPECTION (a)

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902)

Nous, soussigné (1),

maire de la commune d

avisons M. (2)

que nous avons reçu le à heure

de (3)

une déclaration d'accident survenu le

à heure

dans (4)

à (5)

Cette déclaration constate :

1° Que l'accident a été occasionné par la cause matérielle (6) ci-après, dans les circonstances suivantes :

2° Que l'accident a produit les blessures suivantes (7) :

3° Que les témoins de l'accident sont (8) :

Le certificat médical indique comme suites probables de l'accident (9) :

Fait à , le 19 .

(1) Nom et prénoms.

(2) L'inspecteur départemental du travail en résidence à

ou l'ingénieur ordinaire des mines en résidence à

(3) Indiquer le nom, la qualité et l'adresse du déclarant.

(4) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que le lieu précis où l'accident s'est produit.

(5) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

(6) Spécifier l'engin, le travail, le fait qui a occasionné l'accident.

(7) Préciser la nature des blessures : fracture de la jambe, contusions, lésions internes, asphyxie, etc.

(8) Indiquer les noms, professions et adresses.

(9) Si la victime est décédée, le spécifier expressément, sinon indiquer autant que possible la durée probable d'incapacité de travail d'après le certificat médical.

(a) Cette transmission à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines, suivant le cas, doit être faite dans le même délai que la transmission au juge de paix. (Modèle VI.) Elle n'est faite toutefois que pour les seuls accidents ayant été suivis de décès ou ayant donné lieu à production d'un certificat médical.

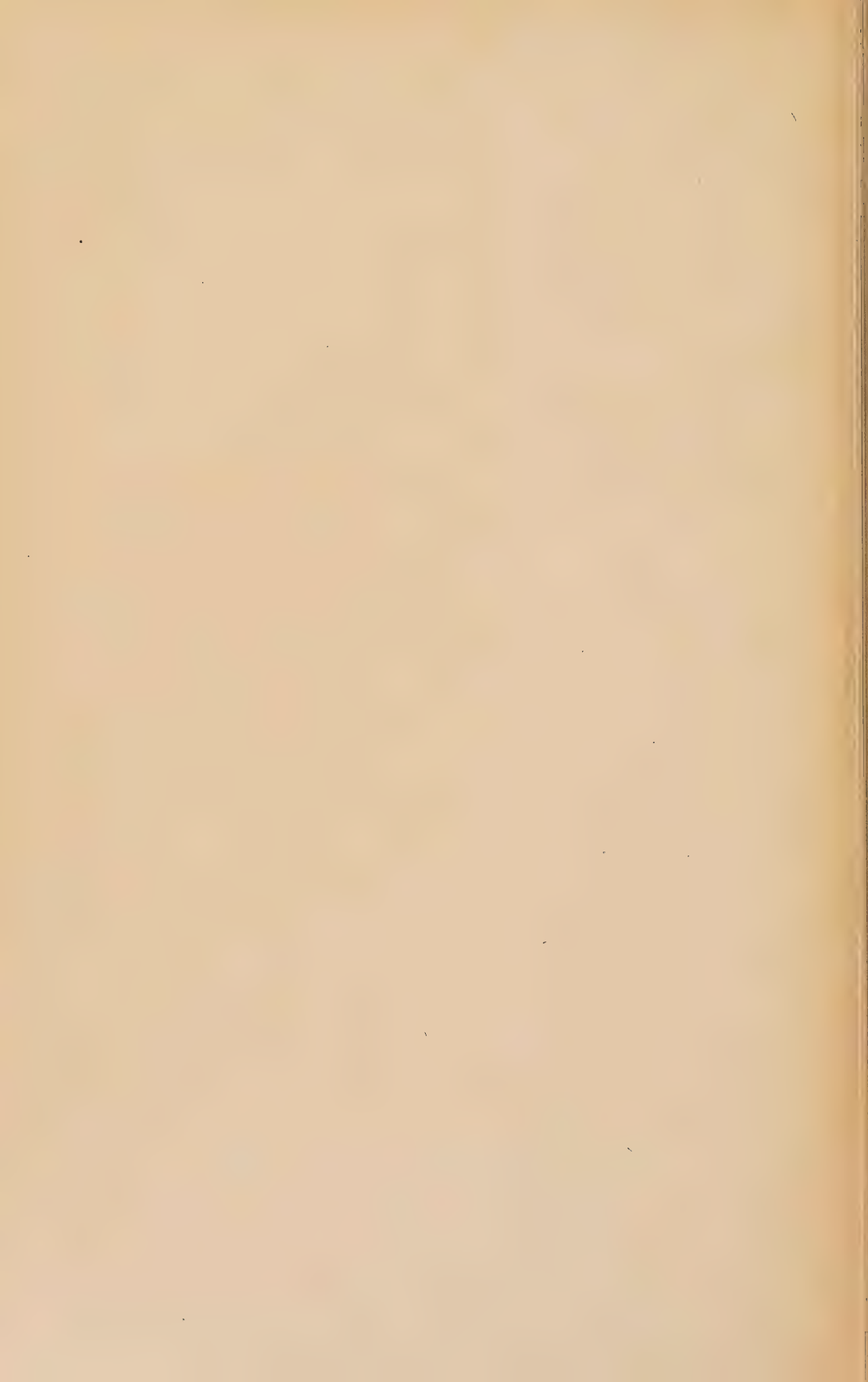


TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Modifications à la loi de 1898 — Loi du 22 mars 1902

	Pages.
INTRODUCTION	
I. — Législation du travail avant la loi de 1898	1
II. — Théorie de la responsabilité contractuelle	5
III. — Risque professionnel. — Loi de 1898	8
IV. — Travaux préparatoires de la loi de 1902	11
LOI DE 1902.	
Exposé général	17
Article 2. — Salaires supérieurs à 2.400 fr.	18
— 7. — Rapports entre la victime et le tiers auteur.	29
— 11. — Déclaration des accidents	45
— 12. — Enquête — Frais et émoluments avancés par le Trésor aux juges de paix et à leurs greffiers.	59
— 17. — Appel — Expertises médicales.	71
— 18. — Prescription. — Dispositions relatives aux instances suivies contre les départements et les communes	78
— 20. — Communication des pièces de procédure criminelle	89
— 22. — Assistance judiciaire	95

DEUXIÈME PARTIE

Loi de 1905

INTRODUCTION.	113
Préparation de la loi.	115
Article 3. — Rentes et indemnités dues aux victimes d'acci- dents du travail. — Ouvriers étrangers	120

	Pages
— 4. — Frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation. — Choix du médecin. — Droit de surveillance de l'état de la victime par le chef d'entreprise	141
— 10. — Calcul du salaire de base pour la fixation des rentes	159
Article 15. — Compétence respective du juge de paix et du tribunal. — Accidents en territoire étranger et en France, hors du canton où sont situés l'établissement ou le dépôt dont dépend la victime.	166
— 16. — Conciliation	191
— 49. — Revision	212
— 21. — Conversion de la rente en capital	222
— 27. — Contrôle de l'État sur les compagnies d'assurances et les syndicats de garantie	227
— 36. — Nullité des conventions contraires à la présente loi	240
CONCLUSION.	249

ANNEXES

Loi du 9 avril 1898, modifiée par les lois de 1902 et 1905. . .	255
Loi du 30 juin 1899, concernant les accidents survenus dans les exploitations agricoles	281
Loi du 31 mars 1905.	284
Décret du 28 février 1899 (art. 26, loi de 1898).	285
Décret du 28 février 1899 (art. 23, loi de 1898).	295
Loi du 12 avril 1906, exploitations commerciales.	298
Modèle n° I Déclaration d'accident	303
— II. Récépissé de déclaration d'accident	304
— III. Procès-verbal de déclaration d'accident	305
— IV. Dépôt du certificat médical	306
— V. Récépissé du certificat médical	307
— VI. Transmission des pièces au juge de paix pour enquête.	308
— VII. Avis de la déclaration d'accident transmis au service d'inspection.	309

